









مكتبة الامم المتحدة

# Etranger

URSS : le plénum du comité central

## M. Ligatchev a vivement critiqué le bureaucratisme dans l'enseignement

Le numéro deux du PC soviétique, M. Egor Ligatchev, a présenté, le mercredi 17 février, le rapport introductif du plénum du comité central du parti, officiellement consacré à la réforme de l'éducation secondaire et supérieure et dont les travaux se poursuivront jeudi. La réunion a été ouverte par le secrétaire général, M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass, qui n'en a pas cependant publié les propos. Dix-

neuf orateurs ont pris la parole après M. Ligatchev, qui avait piloté ces deux derniers mois le travail de préparation du plénum. On s'attend généralement à Moscou que les membres du comité central examinent également, au cours de la seconde journée, des questions politiques plus générales ainsi que d'éventuelles modifications de la composition de l'instance supérieure du parti, le bureau politique.

On l'a vu à Alma-Ata [capitale du Kazakhstan, où éclatèrent de graves émeutes en décembre 1986], en Yakoutie [également en 1986], dans les Républiques baltiques. Que l'Occident se détrompe, a-t-il déclaré : « Nous ne copions pas le libéralisme bourgeois, cette duperie politique ».

Sur le même ton, le numéro deux du parti a abordé un autre sujet sensible, celui du réexamen de l'histoire, qui fait l'objet d'un débat entre réformateurs et conservateurs. « Il faut porter, a-t-il dit, la connaissance des jeunes générations, sans l'embellir ni la dénigrer, la vérité tout entière, la joie des victoires et l'amertume des défaites. Mais certains aspirent à présenter

notre passé comme une succession d'erreurs et de crimes, veulent taire les grandes réalisations du passé et du présent (...). Tout cela se fait sous le couvert de la glasnost. Cette activité est honteuse ».

M. Ligatchev ne terminera pas son discours sans livrer une dernière offensive contre la musique rock, « culture de masse dénuée de base populaire », pour laquelle la jeunesse soviétique « manifeste une passion immédiate ». Et dire que « l'on diffuse cette musique primitive sous prétexte qu'il faut frayer un chemin à sous les courants en vogue... ».

SYLVIE KAUFFMANN.

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale.

Dans un discours de plus de deux heures, reproduit jeudi par la Pravda, M. Ligatchev a plaidé pour des « changements radicaux » dans le système éducatif soviétique appelé à former des millions d'« étudiants de la « perestroïka » et une « nouvelle intelligentsia socialiste ». M. Ligatchev, dont la réputation de conservateur n'est plus à faire, a aussi émis quelques rappels à l'ordre vigoureux sur la morale, les goûts esthétiques et les manifestations nationalistes de la jeunesse soviétique.

M. Ligatchev a commencé son intervention par une critique du système actuel déjà soumis à des réformes, il y a quatre ans. « Le rythme et la portée de ces mesures se sont révélés insuffisants », a-t-il déclaré, soulignant l'importance de l'éducation de 57 millions d'élèves et d'étudiants dans une société qui prétend opérer des transformations fondamentales. « La perestroïka, cela concerne aussi l'école », a-t-il dit. L'académie des sciences pédagogiques, chargée de la formation des enseignants et récemment critiquée dans la presse pour son immobilisme, a été tout particulièrement visée par M. Ligatchev, comme d'ailleurs « les méthodes bureaucratiques » de l'ensemble de l'administration soviétique. Le numéro deux du parti a, en outre, dénoncé l'insuffisance dramatique de moyens matériels, notant, par exemple, que 21 % des écoles n'ont pas le chauffage, 30 % n'ont pas l'eau courante, et 40 % ne disposent pas de canalisations. Les manuels scolaires manquent, et les enseignants sont mal payés.

M. Ligatchev a donc proposé de relever et de diversifier les salaires des enseignants, de revenir à un système d'élection et de motivation des cadres scolaires, d'augmenter le budget de l'éducation. Il a consacré une attention particulière à la formation professionnelle, mieux adaptée aux exigences d'aujourd'hui.

Anticipant les problèmes d'emploi que va provoquer la réforme économique, M. Ligatchev souhaite la « création d'un système global de formation permanente », car « d'ici à l'an 2000, il nous faut nous préparer à la réinsertion professionnelle de quelque 16 millions de personnes qui vont être licenciées dans divers domaines de l'économie et de l'administration ».

### La dénonciation de la morale bourgeoise

Puis le dirigeant soviétique s'est lancé dans une grande leçon d'orthodoxie morale à l'égard d'une jeunesse qui, certes, a su se distinguer en Sibérie, en Afghanistan et à Tchernobyl, mais souffre aussi « d'opportunisme, d'un attachement à la culture primitive, à la morale bourgeoise... ». « L'affaiblissement de la morale des jeunes, a-t-il ajouté, c'est aussi la pénétration des idées nationalistes erronées, comme

● URSS : incendie à l'ambassade des Etats-Unis. — Un incendie s'est déclaré, le mercredi 17 février, dans une zone en travaux au cinquième étage de l'ambassade américaine à Moscou, entraînant l'évacuation des cent cinquante membres du personnel et des visiteurs. Les pompiers soviétiques ont réussi à maîtriser le sinistre en moins d'une heure, a indiqué un porte-parole de l'ambassade. L'incendie n'a fait aucun blessé, et n'a causé aucun dégât dans la partie réservée aux bureaux, a-t-on précisé de même source. — (AFP)

● DANEMARK : mort de l'épouse du premier ministre. — Lisbeth Schlüter, épouse du premier ministre danois M. Poul Schlüter, est décédée le mercredi 17 février, à l'hôpital central de Copenhague. Elle était âgée de quarante-trois ans. Fille d'un brasseur de Ronia, elle était professeur d'histoire ancienne. Lisbeth Schlüter était la seconde femme de M. Poul Schlüter, qu'elle avait épousé en 1979, alors qu'il venait de reprendre en main un parti conservateur affaibli par des querelles internes. A sa manière, elle avait contribué à renforcer sa popularité, même si elle ne s'inscrivait au parti qu'en 1982, lorsque M. Schlüter, premier ministre, forma une coalition de centre-droit. Lisbeth Schlüter avait tenu alors à conserver son poste au lycée. (Corresp.)

ITALIE

## Prison dorée pour Licio Gelli

ROME  
de notre correspondant

L'homme qui s'était publiquement dénommé lui-même à l'apogée de son influence le « marionnettiste » de la société italienne, Licio Gelli, grand maître de l'ancienne loge maçonnique dévoyée P2, est rentré dans son pays le mercredi 17 février dans un fourgon cellulaire en provenance de Suisse. Il a été aussitôt installé dans l'enceinte de l'école des gardiens de prison de Parme, où un appartement de trois pièces a été spécialement aménagé à son intention.

L'ex-« Vénérable », âgé de soixante-huit ans, demeurera en détention préventive de six semaines à sept mois ; puis il attendra en liberté provisoire l'ouverture de son procès pour « concours à banque-route frauduleuse », celle, en 1982, du Banco Ambrosiano, principale banque privée de la péninsule. Licio Gelli est soupçonné d'avoir soustrait à l'établissement 143 millions de dollars qui auraient transité par une filiale, la Bellatrix, en vue de racheter



ter la grande maison d'édition milanaise Rizzoli, propriétaire, entre autres choses, du très influent quotidien *Il Corriere della Sera*. Cette somme serait, en notable partie, demeurée en possession du « Vénérable ».

Gelli s'était enfui d'Italie peu avant que ne soit trouvée, le 17 mars 1981 à son domicile, près d'Arezzo, en Toscane, la fameuse liste de 962 noms de personnalités (hauts fonctionnaires civils et militaires, politiciens, journalistes...) membres de la P2. Un an et demi plus tard, en septembre 1982, il avait été arrêté par la police helvétique alors qu'il était venu retirer à l'Union des banques suisses l'équivalent de plus de 3 millions de francs. Avant que la question de son extradition, réclamée par l'Italie, ne soit réglée, il réussissait à s'enfuir en août 1983 de la prison de Champ-Dollon, près de Genève. Via la France, il gagnait l'Amérique latine ; c'est là qu'il a passé, en Uruguay notamment, les quatre années qui ont suivi.

### La « stratégie de la tension »

Asses vite, Licio Gelli a cherché à négocier sa « rentrée » avec la justice italienne : sa liberté conditionnelle contre sa pleine collaboration à l'enquête sur le krach du grand établissement catholique milanais — présidé, jusqu'à sa mort violente à Londres, le 18 juin 1982, par le célèbre financier Roberto Calvi, dit le « banquier de Dieu » pour sa connexion avec la finance vaticane.

La justice de la péninsule a d'autant moins accepté ce marché que, depuis 1986, une nouvelle incalculable entente grave était provoquée contre Licio Gelli : il est

soupçonné d'avoir, en sa qualité de grand maître de la P2, été le concepteur de cette « stratégie de la tension » qui avait conduit notamment à l'attentat à la bombe dans la gare de Bologne où, le 2 août 1980, quatre-vingt-cinq personnes avaient trouvé la mort. Le « Vénérable » aurait été au point de tangence des groupes d'extrême droite et des secteurs dévoyés des services secrets auxquels est attribuée l'organisation matérielle du crime le plus sanglant de l'histoire italienne contemporaine. Cette affaire est en cours de jugement devant la cour d'assises du chef-lieu de l'Emilie. Mais Licio Gelli ne pourra pas être entendu sur ce point : l'extradition n'a en effet été concédée par la Suisse que pour l'affaire du Banco Ambrosiano. Avant que Licio Gelli ne se rende, le 20 septembre dernier, aux autorités suisses, celles-ci avaient déjà refusé son extradition pour l'affaire de la gare de Bologne. Le code suisse ne prévoit pas le délit d'association subversive.

Malade du cœur, Gelli fera l'objet d'attentions médicales particulières. Les autorités italiennes entendent en effet qu'il ne puisse pas leur être reproché d'avoir ménagé leurs efforts en vue de préserver la vie d'un homme reconnu comme un maillon capital dans de nombreuses affaires obscures des années 70 et dont on croit ou affecte de croire qu'il pourrait faire des révélations très embarrassantes pour de hauts personnages. Une surveillance particulière a été organisée sur son lieu de détention afin qu'il ne connaisse pas le sort tragique de l'ex-banquier failli, Michele Sindona, mort empoisonné dans la prison lombarde, le 20 mars 1986, par un café au cyanure.

JEAN-PIERRE CLERC.

ESPAGNE : le congrès du Parti communiste

## Aucun candidat déclaré à la succession de M. Gerardo Iglesias

MADRID  
de notre correspondant

« Parti communiste recherche d'urgence secrétaire général. Expérience de direction hautement souhaitée. » C'est la petite annonce que pourrait apposer le Parti communiste espagnol (PCE) sur les murs du Théâtre de Madrid, où va s'ouvrir, le vendredi 19 février, son douzième congrès. Personne ne sait en effet quels sont les dirigeants qui y seront élus.

En annonçant qu'il ne se représenterait pas, le secrétaire général sortant, M. Gerardo Iglesias, a plongé sans le vouloir son parti dans la confusion (le Monde du 11 février).

Nombreux étaient ceux qui, hier, critiquaient ses « limitations personnelles » pour une telle fonction, mais aucun ne semble pour autant prêt aujourd'hui à l'occuper. Les deux « candidats potentiels » présents, MM. Nicolas Sartorius, vice-secrétaire général, et Julio Anguita, principal dirigeant du parti en Andalousie, ont fait la sourde oreille. Le premier a invoqué des « raisons personnelles » (il ne veut pas se consacrer à temps plein à la

politique) ; le second, après une vaine hésitation, a allégué qu'il préférerait poursuivre son action politique en Andalousie, où les communistes sont, il est vrai, mieux placés que dans le reste du pays. Quant à M. Iglesias, il a affirmé qu'il n'avait pas de « dauphin ». « Comme je suis républicain et non monarchiste, je n'ai pas à me préoccuper de problèmes de succession », a-t-il affirmé avec ironie. Cette discussion recouvre en fait un débat plus profond, qui a trait au futur même du communisme en Espagne. Le PCE recherche un dirigeant susceptible de le faire sortir de son relatif isolement social.

Certes, le bilan que peut présenter le secrétaire général sortant n'est pas entièrement négatif. Son principal mérite est sans doute d'avoir réussi à éviter que, face à la crise, le PCE ne tombe dans la tentation de se reformer sur lui-même. La politique de « portes ouvertes » qu'a préconisée M. Iglesias a permis de mettre fin à cette érosion continue de votes qu'avait subie le parti à l'époque de son prédécesseur, M. Santiago Carrillo. Mais le parti « phifonne » toujours aux alentours de 5 % des suffrages.

THIERRY MALINAK.

# PATRICK GRAINVILLE



PATRICK GRAINVILLE  
L'atelier  
du peintre  
ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil



## Afrique

### TUNISIE

#### Les négociations financières avec la France sont dans l'impasse

TUNIS  
de notre correspondant

Décidément, la coopération franco-tunisienne évolue difficilement depuis quelques mois. Une nouvelle preuve vient d'en être donnée avec l'échec des négociations qui ont eu lieu le 15 et le 16 février à Tunis, en vue de la conclusion d'un nouveau protocole financier d'une part, et du rachat des biens immobiliers appartenant à des Français, d'autre part.

En ce qui concerne le premier point, il s'agissait de définir le montant de l'enveloppe de l'assistance financière française pour cette année. La Tunisie souhaitait que soient inclus, dans cette enveloppe, tous les reliquats des crédits programmés dans les précédents accords, qui n'ont pas été utilisés depuis 1982, ainsi que l'aide au titre de 1987 qui n'a jamais été négociée. En tout, cela représentait quelque 2 milliards de francs, alors que Paris, invoquant entre autres la réglementation interdisant la réaffectation des aides remontant à plus de deux ans, proposait seulement un

peu plus de la moitié de cette somme.

Même blocage s'agissant du rachat des biens immobiliers « à caractère social » (modestes et anciens). La France demandait que ces biens soient rachetés par la Société nationale immobilière tunisienne, avec un coefficient 5 par rapport à leur valeur de 1955, alors que la Tunisie, se référant notamment à leur vétusté et à la dévaluation du dinar de plus de 40 % en deux ans, souhaitait un coefficient maximal de 2,5.

Les choses en sont là. Aucun autre rendez-vous n'a été fixé pour sortir de cette double impasse. Au-delà des explications techniques et financières avancées de part et d'autre, des raisons politiques ne sont pas tout à fait étrangères à cette situation. La prochaine élection présidentielle en France incite sans doute Paris à un peu plus de fermeté, mais, dans le même temps, renforce Tunis dans ses exigences, en attendant un possible déblocage après le mois de mai.

M. D.

#### Le président centrafricain décidera du sort de Bokassa dans quelques jours

Le président centrafricain André Kolingba a annoncé, le mercredi 17 février, qu'il prendrait prochainement une décision sur le sort de l'empereur Bokassa, condamné à mort l'an dernier par un tribunal de Bangui. Dans un entretien accordé à Radio-France internationale, à l'issue d'un déjeuner offert en son honneur par M. Chirac, M. Kolingba a déclaré : « Je vais rendre au pays dans les jours à venir et je vais prendre une décision concernant Bokassa. » Invité à préciser s'il entendait prendre une mesure de clémence, il a ajouté : « Je n'ai rien à dire là-dessus. Il faut compter avec le temps et avec le peuple centrafricain. »

Le président centrafricain, en visite officielle en France depuis lundi, a, par ailleurs, insisté sur les difficultés économiques de son pays et souligné les réformes politiques en

cours pour mettre en place des institutions démocratiques.

M. Chirac a exprimé les remerciements et la gratitude de la France au chef de l'Etat centrafricain pour avoir permis l'installation dans son pays d'une partie des forces françaises qui opèrent au Tchad. « Votre engagement aux côtés du Tchad, a-t-il déclaré à l'issue du déjeuner, qu'il donnait en son honneur au Quai d'Orsay a montré aux yeux de tous que ce n'était pas un vain vœu. Vous nous avez aidés dans cette action, en accueillant dans votre territoire une partie de nos forces permettant ainsi de donner à notre dispositif la profondeur stratégique nécessaire à sa sécurité et à son efficacité. » Le président Kolingba devait regagner Bangui, jeudi, après une visite dans la région de Montpellier.

## Michel Tatu GORBATCHEV L'U.R.S.S. va-t-elle changer ?

« Vous avez tout prévu, Michel Tatu ! »  
J.P. Elhabach (Europe 1)

« Un ouvrage très instructif et fort plaisant à lire. »  
Jean Clémentin (Le Canard Enchaîné)

« Un portrait différencié à souhait. »  
Pierre Bocey (Le Figaro)

« Un excellent ouvrage clair, rapide, excitant. »  
G. Dupuy (Le Quotidien)

« Ce livre fournit les bases nécessaires à l'interprétation de ce qui va maintenant se passer. »  
Daniel Verzet (Le Monde)

« Ce Gorbatchev permet de jeter un regard indiscret sur la face la mieux dissimulée de l'Empire rouge. »  
Jürg Bissinger (La Tribune de Genève)

« Des sources sérieuses, une documentation exceptionnelle, une analyse rigoureuse. »  
Pierre Lefevre (Le Soir de Bruxelles)

« Le nouveau livre de Michel Tatu est rapidement devenu un must. »  
Jim Hoeghland (Le Washington Post)

Chez votre libraire - 272 pages, cahier photos, 99 F

Centurion

## Proche-Orient

Malgré un calme relatif dans les territoires occupés

#### La liste des villages ou des camps « entrant en révolte » ne cesse de s'allonger

JÉRUSALEM  
de notre envoyé spécial

Jour après jour, d'un camp à l'autre, de ville en ville, le mouvement de révolte dans les territoires occupés par Israël se poursuit. Un Palestinien de vingt-cinq ans, Ismail Mohamed Hussein, a été tué par balle, le mercredi 17 février, en Cisjordanie, selon un scénario devenu classique. Chouyukh, village proche de Hébron, avait dressé ses barrières, des blocs de rochers disposés en travers de la route. Lorsque l'armée israélienne y est intervenue dans la matinée, elle a été prise sous une pluie de pierres. Les soldats ont tiré des balles en caoutchouc, mais aussi des balles réelles, n'hésitant pas, selon le témoignage des habitants, à forcer les portes des maisons.

Chouyukh, mercredi, le camp d'El-Fawwar (au sud de Hébron), la veille, tout comme Kabdya (au nord de Naplouse) : la liste des villages ou des camps « entrant en révolte » n'a cessé de s'allonger en cette période pourtant qualifiée de « calme » — au moins « superficiellement » — par les autorités. Un calme relatif entrecoupé de brèves explosions de violence, une sorte de harcèlement des forces israéliennes sans stratégie apparente.

Un nombre croissant de localités de Cisjordanie, dont plusieurs sont sous couvre-feu ou déclarées « zones militaires » — c'est-à-dire interdites à la presse — se parent, sur fond de collines rocailleuses, de l'uniforme

de la révolte : restes de barricades de pierres en chicanes, traces de pneus enfumés, débris divers éparpillés sur la chaussée. Surtout, dans les rues quasiment désertes, les magasins hermétiquement clos ne retrouvent leur animation que trois heures par jour, le temps pour les habitants de se ravitailler.

L'assassinat ou nouvelle politique délibérée ? L'armée ne tente même plus de faire ouvrir les magasins par la force. Quant aux camps de réfugiés d'où est partie la révolte, nombreux sont ceux qui vivent dans un isolement croissant, relégués derrière des masses de bidons érigés par l'armée pour obstruer en partie les accès.

Sur un point au moins, Palestiniens et Israéliens s'accordent : le mouvement est loin de devoir s'arrêter. La révolte « continuera sous une forme ou sous une autre », indiquent de source palestinienne. Sous quelle forme ? Bien peu de gens seraient à même de le dire tant le mouvement s'échappe — pour le moment du moins — à toute définition rigide.

« Nous faisons face à un soulèvement violent conduit par des cadres militants qui bénéficient du soutien et de la coopération de la population. S'il y a une organisation [du mouvement], elle n'existe que sur une base locale », a reconnu le numéro deux de l'armée israélienne, le général Ehud Barak (qui passe pour un homme de gauche). Il a estimé à deux ou trois mille le nombre de ces « activistes » pour

l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza.

Il y a, certes, coordination, assombrissement de la situation avec laquelle sont décidées les actions « adaptées » à la situation du moment — et de l'autonomie des comités. De ces derniers, souligne-t-on de source palestinienne, sont exclus les « notables » et les « anciens cadres » du mouvement national encore en liberté ; et ce pour deux raisons, l'une tactique — ces personnalités sont les plus souvent connues des autorités israéliennes et vivent plus ou moins sous surveillance, — l'autre politique, de nombreux jeunes militants estiment qu'ils ne « pourraient pas s'adapter à cette nouvelle forme de résistance ».

YVES HELLER.

#### Report « sine die » de l'opération « Bateau du retour »

L'O.L.P. a finalement renoncé « provisoirement » à trouver un bateau pour ramener symboliquement vers Israël cent trente et un Palestiniens expulsés qui attendaient depuis neuf jours dans un hôtel d'Athènes un hypothétique départ.

Le cheik Abdal Hamid Al-Sayeh, président du conseil national Palestinien et placé à la tête du comité directeur de « Bateau du retour », a annoncé que l'organisation palestinienne avait décidé « de reporter provisoirement à une date indéterminée le jour du départ ».

Les principales personnalités politiques et religieuses invitées à participer au voyage, et qui attendaient patiemment depuis neuf jours dans un grand hôtel d'Athènes que l'O.L.P. puisse affréter un navire, ont tout à tour pris la parole pour exprimer à la fois leur déception, mais aussi leur conviction d'une victoire finale de la cause palestinienne. M. Mohamed Melhem, maire de Haïkoul, exilé d'Israël en 1980, a affirmé que « l'opération » constituait un « succès considérable », car des gens venus du monde entier ont manifesté à cette occasion leur soutien au droit du retour des Palestiniens expulsés. — (A.P.F.)

## Diplomatie

M. Didier Bariani en Albanie

#### Franc succès pour la chanson française... et des espoirs pour les échanges économiques

venu à Tirana en septembre 1985.

TIRANA  
de notre envoyé spécial

« Ah, quels délices... l'amour, l'amour dans les volubilités ! » Question : peut-il exister un rapport entre une propagande aussi frivole et celle, beaucoup plus austère, qui se traduit par des slogans tels que « Vive le mandarinisme-léninisme », « Il faut mettre en pratique l'enseignement du camarade Enver Hoxha » ? Réponse : oui, assurément.

Ces dernières semaines s'étaient en grosses lettres sur les murs de la grande salle du Palais de la culture, à Tirana, où vient de se produire la trêve « Parisienne » Marie-Paula Belle. Tous jours dispensée à profusion, l'instruction politique de feu le « chef bien-aimé », fondateur de la République populaire et socialiste d'Albanie (1), n'a pas grand-chose à voir avec l'éducation sentimentale que semble produire la chanson française. Pourtant celle-ci a rencontré un franc succès, comme pour donner raison à M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui lui avait demandé de l'accompagner au « Pays des aigles », au cours d'une visite officielle de deux jours, achevée dans la soirée du mercredi 18 février.

Devant ses hôtes, M. Bariani ne pouvait manquer de faire constater : « Certes nous ne partageons pas la même vision de l'organisation de nos sociétés. La France entretient cependant de bonnes relations avec l'Albanie, c'est une sorte de privilège puisque le gouvernement de ce pays cultive un farouche singulisme, au point de s'être fiché avec tous les autres Etats communistes, d'avoir rompu de manière fracassante avec l'U.R.S.S. puis la Chine, et d'être le dernier régime résolument fidèle au stalinisme — la statue du « Petit Père des peuples » domine encore la principale artère de Tirana. »

Les liens culturels franco-albanais sont solides. Enver Hoxha fut professeur de français. Aujourd'hui, « un tiers des élèves du secondaire étudient notre langue », s'est plu à souligner M. Bariani. Il n'était toutefois que le deuxième membre d'un gouvernement français à visiter le pays depuis la création de la République en 1944. (M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures était

« Avec insistance, M. Bariani a tenu à remercier le gouvernement albanais pour un notable « geste » de la part de celui-ci, lors du dernier scrutin aux Nations unies concernant la Nouvelle-Calédonie. L'Albanie est le seul pays de l'Est à ne pas avoir voté contre la politique française. Cet événement devrait faciliter l'amélioration des échanges économiques entre Paris et Tirana. »

Les exportations françaises sont tombées de 370 millions de francs en 1984 à 49 millions en 1987. Mais il est particulièrement difficile de commercer avec un pays qui — malgré un prudent et relatif mouvement d'ouverture depuis la mort d'Enver Hoxha — reste très replié sur lui-même, dans un isolement qu'on serait tenté de qualifier de « splendide » (tant la fierté nationale est grande) s'il ne s'agissait pas d'un dénuement, exceptionnel en Europe. Le cher à bas prix est toujours le moyen de transport le plus répandu pour la majorité des trois millions d'Albanais.

#### Credit interdit par la constitution

D'autre part, le régime est si soucieux de garantir son indépendance qu'il refuse de recourir au crédit, allant jusqu'à en inscrire l'interdiction dans sa Constitution. Du coup, l'Albanie impose à ses partenaires un strict système de compensations ou de troc.

En dépit de ces restrictions, M. Bariani est rentré avec un bon espoir de voir s'améliorer sensiblement les relations commerciales entre les deux pays, après avoir signé deux accords-cadres, l'un culturel et scientifique, l'autre économique et industriel. Une vingtaine d'hommes d'affaires français, qui étaient du voyage, ont eu des entretiens qualifiés « généralement d'encouragements » avec l'administration albanaise. Il sera peut-être possible, par exemple, de construire bientôt un deuxième barrage hydroélectrique. Mais selon les règles du pays, il faudra en retour trouver à importer en France bien d'autres produits que des cuisses de grenouilles ou de l'outillage tel que des faucilles et des marteaux.

FRANCIS CORNU.

(1) Mort le 11 avril 1985.

Informations politiques dans la campagne du président

Le président centrafricain André Kolingba a annoncé, le mercredi 17 février, qu'il prendrait prochainement une décision sur le sort de l'empereur Bokassa, condamné à mort l'an dernier par un tribunal de Bangui. Dans un entretien accordé à Radio-France internationale, à l'issue d'un déjeuner offert en son honneur par M. Chirac, M. Kolingba a déclaré : « Je vais rendre au pays dans les jours à venir et je vais prendre une décision concernant Bokassa. » Invité à préciser s'il entendait prendre une mesure de clémence, il a ajouté : « Je n'ai rien à dire là-dessus. Il faut compter avec le temps et avec le peuple centrafricain. »

Dole accuse M. Bush de son propos

Les exportations françaises sont tombées de 370 millions de francs en 1984 à 49 millions en 1987. Mais il est particulièrement difficile de commercer avec un pays qui — malgré un prudent et relatif mouvement d'ouverture depuis la mort d'Enver Hoxha — reste très replié sur lui-même, dans un isolement qu'on serait tenté de qualifier de « splendide » (tant la fierté nationale est grande) s'il ne s'agissait pas d'un dénuement, exceptionnel en Europe. Le cher à bas prix est toujours le moyen de transport le plus répandu pour la majorité des trois millions d'Albanais.



Je tiens à...



# Amériques

## La réforme économique

### Tour de vis au Nicaragua

(Suite de la première page.)

qui rendait les biens importés moins chers que les produits locaux : un morceau de pastèque coûtait plus cher qu'un gallon d'essence (4 litres) acheté à prix fort sur le marché international ou importé dans le cadre des échanges avec l'Union soviétique !

#### Casser le marché libre

Les dirigeants nicaraguayens parlent désormais de rétablir la « vérité des prix », du moins pour les biens importés. La politique de subventions d'une cinquantaine de produits de base (alimentation, vêtements, logements, électricité, transports, etc.) n'est pas remise en question. Les travailleurs disposant d'une « carte d'approvisionnement » continueront d'avoir accès aux « super-

marchés du peuple », où les prix restent inférieurs à ceux du « marché libre ».

C'est la poursuite d'une politique qui a complètement échoué au cours des dernières années, l'Etat ne parvenant pas à contrôler les circuits de distribution des produits de base. Résultat : des « supermarchés du peuple » sont remplis de produits totalement inutilisés (des rayons entiers de sauce anglaise, de boîtes de sardines soviétiques ou de produits antimoustiques) dont personne ne veut, tandis qu'on trouve tout ce qu'il faut sur le « marché libre », à condition d'y mettre le prix.

Les autorités ont déjà tenté à plusieurs reprises de casser ce marché. La répression n'a réussi qu'à monter encore davantage les prix des commerçants contre un régime qu'ils abhorrent. Certaines

mesures de la nouvelle politique monétaire sont visiblement dirigées contre ce secteur social, en particulier la décision de limiter la remise de nouveaux cordobas à l'équivalent de 10 millions de cordobas anciens (moins de 200 dollars au taux du marché noir). Les sociétés comme les particuliers et même les ambassades n'ont pu recevoir que 10 000 nouveaux cordobas, le reste étant déposé à la Banque centrale en échange d'un « certificat de dépôt spécial », et cela « jusqu'à nouvel ordre ».

Pour les petits commerçants illégaux — très nombreux —, cette mesure risque d'être un arrêt de mort puisqu'ils ne pourront pas justifier l'origine de leurs revenus, ce qui, comme l'ont indiqué les autorités, devrait entraîner la confiscation des fonds supérieurs à 10 000 cordobas nouveaux. Les entreprises qui exercent légalement leurs activités vont affronter des difficultés d'un autre ordre. Elles ne pourront pas payer leurs employés ni acheter des matières premières jusqu'à la réouverture des banques — « à une date indéterminée » — pour celles qui disposent de comptes bien garnis.

« La plupart des entreprises n'ont pas les fonds nécessaires pour payer les nouveaux salaires décrets par le gouvernement et acheter des matières premières au prix fort », affirme M. Cerda qui dirige une usine de matière plastique à Managua. Certaines entreprises vont devoir fermer leurs portes, ce qui va encore aggraver la crise sociale. Les sandinistes ont appliqué les principes du Fonds monétaire international de façon partielle (dévaluation, unification des taux de change, suppression des subventions au commerce extérieur), puisqu'ils n'ont pris aucune mesure pour parvenir à l'équilibre budgétaire. De plus, contrairement au Brésil et à l'Argentine, qui ont eux aussi changé leur monnaie, le Nicaragua ne peut plus compter sur des prêts internationaux pour relancer sa production et garantir la valeur du nouveau cordoba ».

Dans leurs explications sur la réforme monétaire, les dirigeants sandinistes ont dit et répété qu'il s'agissait avant tout de combattre la spéculation et d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés, qui ont été les plus affectés par la crise. Pourtant, le quintuplement des salaires, annoncé dimanche, ne leur permettra même pas de retrouver leur pouvoir d'achat de 1979, l'année du renversement de la dictature de Somoza. De plus, le gouvernement a lui-même donné le mauvais exemple en décrétant une série d'augmentations des prix qui annulent aussitôt la réévaluation des salaires.

Des scènes pathétiques ont eu lieu au cours des derniers jours dans les « supermarchés du peuple ». Les clients se rendaient compte, en arrivant à la caisse, que les nouveaux cordobas ne leur permettraient même pas d'acquiescer le minimum vital auquel ils s'étaient résignés depuis quelques temps déjà.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## CHILI : en pleine période de vacances

### Les formations politiques se lancent dans la campagne du plébiscite

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

La chanteuse péruvienne Macho ne pourra pas concourir au Festival international de Vina-del-Mar, qui a lieu chaque année dans la plus élégante station balnéaire chilienne. Les organisateurs ont jugé que sa principale chanson ressemblait trop à un succès du hit-parade hispano-américain. Mais la presse d'opposition fait remarquer que son refrain — Non, Non, Non — aurait pu prêter à de fâcheux débordements s'il avait été repris par le public... Cet incident musical est révélateur. Le Chili vit dans l'attente du plébiscite présidentiel. Alors que les mois de janvier et février sont traditionnellement chers par la classe politique, ses représentants n'ont guère pris de vacances cette année.

C'est ainsi que quatre formations ont constitué le Comité national pour le non afin de mener campagne ensemble. Plusieurs dirigeants socialistes et démocrates chrétiens sont actuellement en tournée en province, où ils conviennent leurs concitoyens à s'inscrire sans retard sur les listes électorales (en un an, 50 % des Chiliens en âge de voter se sont inscrits). Le comité des quatre estime qu'une victoire du non devrait être suivie, dans un délai d'un an, d'une élection présidentielle à deux tours et de celle d'un Parlement ayant plénitude législative. Il se réserve toutefois la possibilité de reconsidérer sa participation au plébiscite si les conditions de son déroulement normal ne sont pas garanties, notamment en ce qui concerne le nombre d'électeurs inscrits, qui, pour l'opposition comme pour la junte des commandants en chef, ne devrait pas être inférieur à 70 % des Chiliens de plus de dix-huit ans.

De leur côté, le PC et le MIR (gauche révolutionnaire), accompagnés d'une petite fraction socialiste dite PS historique, ont décidé de ne pas appeler à voter et de former un comité national contre la fraude. Pour les trois partis de gauche, les forces d'opposition en campagne pour le non pèchent par « illusion électoraliste » et abandonnent la revendication d'élections libres dès lors qu'elles acceptent le mécanisme plébiscitaire.

La télévision occupe, bien sûr, une place prépondérante dans la campagne électorale. Le gouvernement contrôle les quatre chaînes, les programmes sont entrecoupés à longueur de journée de spots vantant les réalisations du régime. Mais une chaîne présente depuis peu une émission hebdomadaire de débat politique, au cours de laquelle, pour la première fois en quatre ans, des dirigeants d'opposition — hormis ceux des organisations « marxistes » — ont l'occasion d'exposer leur point de vue.

Enhardi par cette innovation, le président de la Démocratie chrétienne, M. Patricio Aylwin, a convoqué le ministre de l'Intérieur, qui fait office de chef du gouvernement, à un face-à-face télévisé pour traiter de la Constitution en vigueur depuis 1980. Le ministre a répondu négativement, reprochant à M. Aylwin de vouloir « transformer un thème d'importance en spectacle pour les écrans ».

Seul à avoir pris ses quartiers d'été, le général Pinochet observe un silence qui contraste avec son intense activité de l'an dernier. C'est, assure-t-on, pour mettre au point la phase finale de sa campagne. Le chef de l'Etat prononcera un discours très attendu, le 11 mars, date anniversaire de la promulgation de la Constitution.

GILLES BAUDIN.

## Après les primaires du New-Hampshire

### M. Dole accuse M. Bush de « mentir » à son propos

Le ton monte entre les deux rivaux de la course à l'investiture républicaine, le vice-président George Bush et le sénateur Robert Dole. Au soir de la primaire du New-Hampshire, le mardi 16 février, M. Dole et son entourage ont accusé M. Bush d'avoir submergé les télévisions de messages « négatifs » quelques heures avant le vote. Ces messages présentaient, selon l'état-major du sénateur, « de manière déformée », les prises de position de M. Dole au Congrès sur plusieurs grands thèmes d'actualité, notamment les impôts, que M. Bush accuse son rival de vouloir augmenter. Réaction de M. Robert Dole sur la chaîne de télévision NBC :

« Dites à M. Bush de cesser de mentir à son propos... »

Pour d'autres concurrents moins bien placés, c'est aussi l'heure des comptes. Ainsi, l'ancien gouverneur de l'Arizona, M. Bruce Babbitt, a-t-il annoncé, mercredi, son intention de se retirer de la course pour la nomination démocrate après ses deux résultats médiocres dans l'Iowa et surtout le New-Hampshire où il a terminé sixième sur sept candidats. Côté républicain, l'ancien gouverneur du Delaware, M. Pierre Dupont, qui a remporté seulement 10 % des voix mardi dernier, envisageait lui aussi d'abandonner et devait faire connaître sa décision ce jeudi.

● **ETATS-UNIS** : un nouvel ambassadeur prochainement nommé à Tel-Aviv. — Le président Ronald Reagan prévoit de nommer l'actuel ambassadeur des Etats-Unis à Bangkok, M. William Brown, comme ambassadeur à Tel-Aviv, pour succéder à M. Thomas Pickering, a révélé, le mercredi 17 février, un haut fonctionnaire américain qui a requis l'anonymat. — (AFP.)

● **BRÉSIL** : bilan définitif du carnaval de Rio. — Cent quatre-vingt-deux personnes sont mortes et plus de deux mille ont été hospitalisées au cours du Carnaval de Rio-de-Janeiro, selon un bilan définitif communiqué, le mercredi 17 février.

per les autorités. Le décompte des victimes englobe indistinctement les décès par meurtre, suicide, et autres raisons de diverses natures. — (AFP.)

● **EL SALVADOR** : douze morts lors d'une attaque de la guérilla. — Cinq soldats et sept civils ont été tués dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 février, lors d'une attaque menée par des rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) contre une garnison à Usulután (Est du Salvador). Selon un communiqué officiel, l'attaque a duré trois heures et a fait quarante blessés parmi les civils. — (AFP.)

## Burkina-Faso

### La veuve de Thomas Sankara retenue à Ouagadougou

Les autorités du Burkina-Faso ont interdit à la veuve de l'ancien président Thomas Sankara de quitter le pays. Une note des services de l'immigration indique que Mariam Sankara et ses deux fils, Philippe et Auguste, « se préparent à fuir le pays » et doivent en être empêchés. La famille de l'ancien président pourrait essayer de quitter le Burkina-Faso « avec des documents et des faux papiers », précise la note.

Le capitaine Thomas Sankara avait été tué le 15 octobre 1987 lors d'un coup d'Etat perpétré par son « meilleur ami », le capitaine Blaise Compaoré. Mariam Sankara avait d'abord refusé des offres d'aide dans différents pays et les aides financières que des organisations lui proposaient. Mais sa situation a empiré au cours des deux derniers mois. Elle a perdu son travail et sa maison a été fouillée la semaine dernière. Des documents, des photographies et des lettres ont été, selon elle, emportés. — (AP.)

## Birmanie

### Douze morts dans un attentat à la bombe

Rangoon. — Douze personnes ont été tuées et cent trente-trois autres blessées, le 12 février, par l'explosion d'une bombe à retardement dans un établissement d'enseignement secondaire de la localité de Momaung (Etat de Kachin, nord de la Birmanie), a rapporté le mercredi 17 février la presse de Rangoon.

L'attentat serait le fait, selon les autorités birmanes, de l'Armée pour l'indépendance du Kachin (IAK), un mouvement insurgé qui comprendrait de cinq mille à six mille hommes. Les victimes sont essentiellement des élèves qui participaient à un rassemblement marquant la Journée de l'Union, qui fête la coexistence pacifi-

## A TRAVERS LE MONDE

### que entre les minorités ethniques de Birmanie.

Selon les journaux, un attentat a eu lieu dans les mêmes circonstances à Kengtung, dans l'Etat de Shan (Est), où dix-sept personnes ont été blessées par une explosion. Les rebelles en seraient également responsables, ont indiqué les autorités, sans nommer d'organisation précise. Les principales commémorations de la Journée de l'Union se sont tenues dans la capitale. En dépit de rumeurs d'attentats, plus de cent mille personnes ont assisté dans le calme à un rassemblement à Rangoon.

Le gouvernement birman fait face aux activités d'une dizaine d'organisations rebelles, ainsi qu'à celles du Parti communiste birman (littéral), depuis l'indépendance en 1948. Les heurts entre rebelles et troupes régulières ont le plus souvent lieu dans la jungle des montagnes, aux frontières nord et est du pays. Les trois principales organisations sont localisées dans le Nord et l'Est pour les rebelles kachins et karens, et dans le Nord-Est pour les communistes. — (AFP.)

## Egypte

### Acquittement des quarante-huit membres d'un groupe bahai

La cour d'appel du Caire a acquitté, le mercredi 17 février, quarante-huit bahais condamnés, le 11 mai dernier, à trois ans de prison pour la cour correctionnelle. Les bahais, parmi lesquels figure le célèbre peintre et journaliste Hussein Bikar, avaient été arrêtés le 24 février 1985 en vertu d'un décret-loi datant de 1960 et interdisant toute activité aux disciples de cette religion universaliste, née en Iran au siècle dernier.

Malgré l'intervention personnelle du président Mubarak en faveur du peintre septuagénaire Bikar, la cour correctionnelle du Caire les avait déclarés coupables de « déformation de l'islam » et condamnés à la peine maximale prévue par la loi : trois ans de prison.

La défense, soutenue par la Fédération internationale des droits de

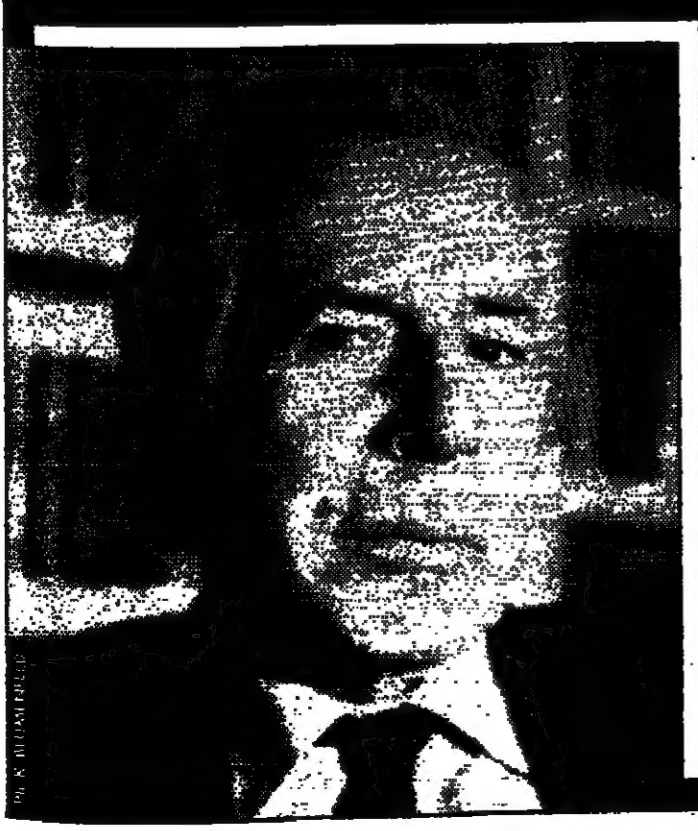
## RFA

### Les archives nazies de Berlin-Ouest passent sous contrôle ouest-allemand

Les archives nazies du centre américain de documentation de Berlin-Ouest (BDC) vont être transférées sous administration ouest-allemande. Un accord en ce sens vient d'être conclu entre Bonn et Washington, a-t-on annoncé, le mercredi 17 janvier, dans la capitale fédérale.

Les Etats-Unis avaient proposé dès 1967 à la RFA de prendre ces archives en charge. Bonn avait refusé pour des raisons qui n'ont jamais été totalement éclaircies. La semaine dernière, le quotidien berlinois Morgenpost avait révélé que plusieurs dizaines de milliers de documents provenant du centre de documentation avaient été volés ces quinze dernières années. Le président des archives fédérales de Coblenz, M. Hans Booms, a précisé, mardi, qu'un certain nombre d'entre eux étaient disparus depuis chez des particuliers.

Le BDC, installé dans l'ancien centre d'archives de la Gestapo à Berlin, est le plus grand centre d'archives du monde sur l'époque nazie avec trente millions de documents. Leur transfert durera entre trois et quatre ans.



# JEAN DANIEL

## Les religions d'un président

"Portrait idéologique de François Mitterrand, l'homme d'une convergence jusqu'alors impossible, entre la tradition socialiste et la culture chrétienne. Les religions d'un président, un livre dense, riche et important".

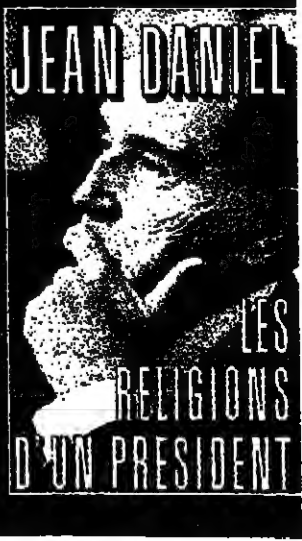
Alain Minc/Le Monde

"Une réflexion à la fois séduisante et véridique sur les rapports du chef de l'Etat et de l'argent".

Alain Duhamel/Le Point

"... Je l'ai trouvé passionnant... c'est un livre superbe".

Bernard Pivot/Apostrophes



GRASSET



## Asie

## AFGHANISTAN

Entretiens  
entre Américains  
et Pakistanaï  
à Washington

A quelques jours de son départ pour Moscou, où il est attendu dimanche, M. George Shultz a reçu, le mercredi 17 février, à Washington, M. Zain Noorani, ministre d'Etat pakistanaï aux affaires étrangères. A l'issue de son entretien avec le secrétaire d'Etat américain, M. Noorani a déclaré que Washington n'était pas hostile à l'idée de la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul : il s'est déclaré « confiant » sur la possibilité « de parvenir à un accord » et à la mise en place d'un gouvernement provisoire « à la mi-mars ou fin mars ».

De son côté, M. Gorbatchev a adressé un message au président iranien, remis mardi à l'ambassadeur Ali Khamenei, par M. Petrovsky, vice-ministre soviétique des affaires étrangères.

Les « erreurs »  
soviétiques

Entre-temps, un écrivain soviétique, Alexandre Prokhanov, a estimé dans la *Literaturnaya Gazeta* que Moscou avait commis de nombreuses « erreurs » en Afghanistan depuis décembre 1979. Les Soviétiques ont trop mis sur le Parti communiste (PDPA) au pouvoir à Kaboul. Il y a eu également des « erreurs dans les décisions politiques » et on a trop voulu « imposer le socialisme par voie de directives », écrit-il. Alors que les troupes soviétiques s'approprient à quitter l'Afghanistan, estime encore M. Prokhanov, « la menace de voir aux frontières de l'URSS un régime musulman extrémiste, prêt à exporter sa propagande et sa pratique dans les Républiques soviétiques d'Asie centrale, n'existe pas ». — (AFP.)

## MALAISIE : la création d'un nouveau parti

## L'écart se creuse entre le pays légal et le pays réel

Ouverte depuis un an, la crise politique qui secoue la fédération de Malaisie a franchi un cap supplémentaire avec la décision de M. Mahathir, premier ministre depuis sept ans, de former un nouveau parti pour remplacer celui qui domine la vie politique depuis quarante-deux ans. L'UMNO (Organisation de l'Union nationale malaise) va être remplacé par le BARU (Pertubuhan Kebangsaan Melayu Bersatu) (le Monde du 17 février). « Tout est rentré dans l'ordre », a affirmé, le mardi 16 février, le premier ministre, en précisant que les futurs membres du BARU seraient recrutés en fonction de leur « loyauté ».

La crise s'était déclarée, au début de l'an dernier, quand une partie de la direction de l'UMNO — et du conseil des ministres — avait ouvertement contesté la direction de M. Mahathir à la tête du mouvement comme à celle des affaires du pays. Deux « poids lourds » de la scène politique, M. Razaleigh Hamzah, alors ministre du commerce et de l'industrie, et M. Musa Hitam, à l'époque vice-président de l'UMNO, avaient pris l'initiative de cette fronde, reprochant notamment à M. Mahathir son autocratie, des méthodes de gouvernement douteuses et un entourage affairiste.

M. Mahathir avait alors gagné une première manche, mais sur le fil. Au congrès de l'UMNO, il devait l'emporter de justesse sur M. Razaleigh, conservant ainsi la présidence du parti. De son côté, M. Musa Hitam était battu, tous jours de très peu, par le candidat du pouvoir à la vice-présidence de l'UMNO. Ce scrutin était crucial, car l'UMNO — le parti des Malais musulmans (48 % d'une population de 16 millions d'habitants) — domine de si haut la vie publique

que son président devient automatiquement premier ministre.

M. Mahathir est donc resté au poste qu'il occupe depuis 1981. Deux scénarios étaient alors concevables. Le premier ministre aurait pu jouer l'apaisement en recueillant les morceaux au sein de l'UMNO, ainsi que le lui demandaient deux anciens premiers ministres, Tun Hussein Onn et surtout le Tunku Abdul Rahman, souvent qualifié de « père de l'indépendance ».

Le premier ministre a alors choisi la voie contraire, acceptant la démission ou limogeant ses adversaires au sein du gouvernement. Au Parlement, où il dispose d'une large majorité, il a depuis fait voter des restrictions à la liberté de presse. En octobre, enfin, « pour calmer » les tensions entre musulmans et Chinois — ces derniers forment 34 % de la population — M. Mahathir a ordonné une série d'arrestations, y compris dans les rangs des députés, et fait fermer trois journaux.

La crise a rebondi le 4 février avec l'annulation par la Cour suprême des élections au sein de l'UMNO pour irrégularités. M. Mahathir a aussitôt fait savoir qu'il se démissionnerait pas de la tête du gouvernement. Allait-il appeler à un nouveau congrès de l'UMNO ? Il aurait alors fallu reprendre tout le processus, en commençant par convoquer des élections à la base.

L'UMNO étant devenu « illégal » — et ses biens gelés — le Tunku Abdul Rahman a annoncé, après avoir eu vain appelé à la démission du premier ministre, la formation d'un nouveau parti baptisé l'UMNO-Malaisie. M. Mahathir, qui tient également le portefeuille de l'intérieur, a refusé l'enregistrement de ce mouvement. Puis, il a battu le rappel, s'assurant

le soutien des deux tiers des députés ainsi que celui des dirigeants du Front national — la coalition de treize mouvements au pouvoir, dont l'UMNO était l'élément largement dominant — qui l'ont confirmé à la présidence de cette alliance.

Une double  
opération

Avec la création du BARU, M. Mahathir espère, cette fois, réaliser une double opération. Sortir de l'impasse juridique, dans laquelle il se trouvait depuis le verdict de la Cour suprême, et écarter de son parti ses adversaires. La crise sera-t-elle pour autant calmée dans cette fédération où la cohabitation entre Malais et Chinois est très délicate ? Le risque est grand, en effet, de voir l'écart se creuser entre le pays légal et le pays réel. L'UMNO comptait environ 1,4 million de membres. Combien d'entre eux seront écartés du BARU ou refuseront d'y adhérer ?

Pour l'instant, M. Mahathir semble encore tenir les choses bien en main, mais au prix d'une érosion des libertés. Des personnalités sont en prison et les autres contestataires sont privés de moyens d'expression, puisque les mass media sont, de fait, contrôlés par le gouvernement. La tradition libérale de la fédération — dont la cohésion demeure fragile — est mise en cause, ce qui ne peut rassurer la communauté chinoise, surtout au moment où l'intégrisme musulman prend du poids dans la vie publique. En tout cas, il serait étonnant que la crise se dissipe dans les mois qui viennent. M. Mahathir paraît simplement condamné, pour se maintenir au pouvoir, à recourir à des méthodes de gouvernement de plus en plus autoritaires.

JEAN-CLAUDE POMOTI.

## Au terme de quarante-huit heures de négociations entre militaires

Signature d'un cessez-le-feu  
entre le Laos et la Thaïlande

Bangkok. — Les armes se sont tues, le jeudi 18 février, à la frontière entre la Thaïlande et le Laos, où les armées des deux pays s'affrontaient depuis la mi-décembre pour le contrôle d'un territoire de 75 kilomètres carrés, entre la province thaïlandaise de Phitsanulok et la province laotienne de Sayaboury (le Monde du 10 février). Un cessez-le-feu proclamé mercredi soir, au terme de deux jours de négociations et devant entrer en vigueur vendredi 19 à 8 heures (1 heure heure locale), était d'ores et déjà respecté, et des préparatifs étaient en cours dans les deux camps adverses en prévision d'un désengagement de 3 kilomètres de part et d'autre de la ligne de front.

Le cessez-le-feu a été signé par le général laotien Sisavath Keobounphanh, chef d'état-major général, et le général thaïlandais Chaowalit, commandant en chef de l'armée de terre et commandant suprême par intérim.

Il s'agit du premier accord entre la Thaïlande et le Laos, deux pays de langues et de cultures similaires, depuis la dégradation de leurs relations avec l'accession au pouvoir à Vientiane du Pathet Lao communiste en 1975. Les responsables militaires des deux pays ont, en quelques jours, court-circuité leurs ministères des affaires étrangères respectifs qui, après deux rounds de négociations en novembre 1986 et en mars 1987, n'étaient pas parvenus à normaliser leurs relations.

Depuis l'ouverture, le 15 décembre, d'hostilités qui ont fait au moins sept cents morts, selon des sources officielles, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sawetwila, connu pour être partisan d'une politique d'engagement face à l'Indochine communiste, avait affirmé catégoriquement que la Thaïlande ne négocierait pas avec le Laos tant que celui-ci n'aurait pas retiré ses troupes du territoire disputé. L'accord de mercredi lui permet de sauver la face, dans la mesure où les Laotiens, sans pour

autant encore renverser ce que les Thaïlandais considéraient comme leur frontière, se sont effectivement retirés de la majeure partie de la zone qu'ils occupaient.

L'accord prévoit l'ouverture de négociations politiques entre les deux gouvernements dans un délai de quinze jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, lequel doit être contrôlé par un groupe conjoint de coopération militaire qui sera mis sur pied vendredi. Le bénéfice revient en premier chef aux premiers ministres des deux pays, le Thaïlandais Prem Tinsulanonda et le Laotien Kaysone Phomvihane qui, dans un échange de lettres la semaine dernière, étaient convenus d'une rencontre entre délégations militaires de leurs deux pays.

Le succès de la rencontre, en outre, renforce la position du général Chaowalit, qui a décidé de prendre une retraite anticipée au mois de mai de cette année, quand il atteindra cinquante-six ans, et auquel on prête l'ambition de succéder à M. Prem, lui-même ancien commandant en chef de l'armée de terre et premier ministre depuis 1980.

Le cessez-le-feu, par ailleurs, prive le Vietnam d'un argument en ce qui concerne sa position dans la crise cambodgienne. Hanoi maintient que le règlement de la question du Cambodge est l'affaire des Cambodgiens eux-mêmes et n'a pas à participer à des négociations que dans un cadre régional impliquant l'Indochine communiste d'un côté et, de l'autre, l'Association des nations du Sud-Est (ASEAN) : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande. En réglant son conflit avec le Laos, allié militaire du Vietnam, sur une base strictement bilatérale, la Thaïlande fait la démonstration que le conflit du Cambodge ne se pose pas en termes régionaux, et donne plus de poids à son exigence que Hanoi participe à plein titre, en tant que puissance occupante, aux négociations de paix sur le Cambodge. — (AFP.)

## EN BREF

● **BANGLADESH** : vague d'arrestations. — Un des dirigeants de la Ligue Awami (opposition), M. Abdul Mannan, ancien ministre, a été arrêté, le mercredi 17 février, à Dacca après avoir participé à un rassemblement antigouvernemental. Mardi matin, la police avait déjà arrêté à leur domicile plusieurs dirigeants de l'opposition, parmi eux le bégum Sejeda Chowdhury, secrétaire générale de la Ligue Awami, et deux hauts responsables du Parti nationaliste (BNP), MM. Oll Ahmed et Akbar Hossain, tous deux colonels à la retraite. — (AFP.)

● **CORÉE DU NORD** : pas de condamnation de l'ONU dans l'affaire de l'avion sud-coréen. — Le Conseil de sécurité des Nations unies a conclu, le mercredi 17 février, le débat sur la disposition en novembre de l'avion sud-coréen sans prendre de décision. L'URSS et la Chine s'opposaient à toute condamnation de la Corée du Nord. Plusieurs autres pays ont fait valoir que les éléments de l'enquête ne leur permettaient pas de se prononcer. — (Comesp.)

● **Romanisme ministériel** à Pyongyang. — Le maréchal Kim Il Sung a procédé, le 12 février, à un important remaniement de son gouvernement. Trois vice-premiers ministres, MM. Kim Yun Hyok, Hong Song Nam et Choe Kwang, ont été relevés de leurs fonctions. Deux nouveaux vice-premiers ministres ont été nommés, M. Cho Se Ung (industrie) et M. Kim Hyeon (industrie légère et chimique). Le titulaire de ce dernier portefeuille, M. Kim Tai Hyon devient président de la commission d'Etat du plan.

● **CORÉE DU SUD** : l'opposition refuse de participer au nouveau gouvernement. — Les deux principaux partis d'opposition ont refusé l'offre du président élu, M. Roh Tae-Woo, d'entrer dans son prochain gouvernement, dont la liste doit être communiquée incessamment. D'autre part, des dissidents de l'opposition ont décidé, le mercredi

17 février, de fonder un nouveau parti, le Parti de la nation unique. — (Reuters, AFP.)

● **INDONÉSIE** : un militant musulman condamné à 15 ans de prison. — Un commerçant musulman, Jurnani Adhane, trente-sept ans, a été condamné, le mercredi 17 février, par le tribunal de Djakarta, à 15 ans de prison pour « subversion » et « tentative de saper le gouvernement et d'établir un Etat islamique en Indonésie ». Selon les attendus de la cour, M. Adhane est un membre déclaré et actif du Mouvement pour un Etat islamique indonésien (NII — illégal). M. Adhane est le cinquième membre du NII condamné à Djakarta au cours des trois derniers mois. Ses quatre collègues se sont vu infliger des peines allant de sept ans de prison à la liberté à la prison à vie. — (AFP.)

● **PHILIPPINES** : combats meurtriers dans le Sud. — Trente-sept guérilleros de la NPA (Nouvelle Armée du peuple, communiste) et six gardes-matons ont été tués, le 12 février, près de Davao (sud de l'archipel), ont annoncé le jeudi 18 février des sources militaires locales. D'autre part, selon la presse de Manille, huit autres gardes-matons ont été tués, mardi, au cours d'une embuscade de la NPA dans les monts Bontoc, à 300 kilomètres au nord de Manille. — (AFP.)

● **SRI-LANKA** : le Vatican critique la force de paix indienne. — L'agence de presse du Vatican a critiqué, le mercredi 17 février, l'attitude de la force de paix indienne à Sri-Lanka qui, selon elle, gêne l'action de l'Eglise catholique et la liberté de la presse dans le pays. L'agence internationale Fides, organe de la Congrégation vaticane pour l'évangélisation des peuples, estime que la situation régnant à Sri-Lanka « met l'Eglise en difficulté », et accuse les troupes indiennes de manquer de sensibilité à l'égard du personnel ecclésiastique et des lieux de culte. — (AFP.)

CHEZ CITROËN DU 18 AU 29 FEVRIER 88  
REPRISE 5000 FRANCS MINIMUM

Quel que soit l'état de votre ancienne voiture, Citroën la reprend 5000F minimum pour tout achat d'un véhicule Citroën neuf, dans la limite des stocks disponibles. 5000F minimum sans discuter et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie. Cette offre est limitée aux particuliers dont la carte grise est à leur nom depuis plus de 3 mois. Du 18 au 29 février, 5000F, ça fait plaisir !

Possibilité de Crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

CITROËN partenaire TOTAL

L'Année Service.  
L'Année Plaisir.

Quelles sont les sociétés privatisées et combien ont-elles d'actionnaires ?

Le Monde Filo d'Actualité

Voir index à : FRANCE-Privatisations

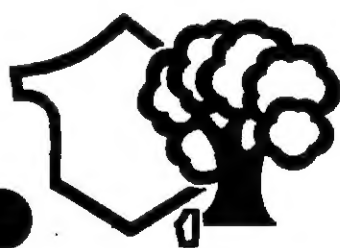
25 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة لاد



# avec Raymond Barre nous bâtirons une France forte et fraternelle.



**LES ASSOCIATIONS:** Ain Liberté (Bourg en Bresse), Agir (Château Thierry), Réussir en Bourbonnais (Neris les Bains), Club Gassendi (Digne), Propositions pour Demain (Mougins), Ardèche Demain (Vernoux en Vivarais), Liberté et Réalité (Sedan), Réalistes (Lavelanet), C.A.R.I.D. (Troyes), Initiatives et Libertés (Carcassonne), Avenir et Progrès (Narbonne), Aix Rayonnement (Aix en Provence), Cerec (Marseille), B.A.R.R.E. (Caen), Forum 17 (La Rochelle), Rencontres pour Demain (Bourges), La Côte d'Or avec R. Barre (Dijon), Initiative et Avenir (Saint Briac), Creuse et Avenir (Bourgnan), Périgord Initiative et Liberté (Périgueux), Agora (Montbéliard), Dialogue (Besançon), Réflexion Doubs Avenir (Besançon), Drôme Liberté (Saint Paul Trois Châteaux), A.P.R.E.S. (Bernay), Promotion 28 (Chartres), BARRE 29 (Daoulas), Regards (St Orens de Gameville), Avenir (Toulouse), Club Présence en Comminges (Toulouse), Elog (Bordeaux), Idéal (Montpellier), Geres (Béziers), St Malo Initiatives (St Malo), A.B.A.R.R.E. (Dolé), Grapes (Tours), Touraine Réalités et Propositions (Tours), Nord Isère Demain (Crémieu), Initiatives et Réflexions (La Côte St André), Grenoble Sud Isère Liberté (Grenoble), I.J.E.S. (Lons le Saunier), Upal (Mont de Marsan), Loire 2000 (St Etienne), Loire Avenir (Roanne), Initiative Responsabilité (Pouilly les Nonains), Nouveaux horizons (St Etienne), Club Renouveau de St Nazaire (St Nazaire), Club Renouveau de Loire Atlantique (Nantes), Valeurs et Avenir (Orléans), Lot 88 (Gramat-Cahors), B.A.R.E. 47 (Villeneuve sur Lot), France Anjou Renouveau (Angers), Union et Progrès de la Manche (Granville), Présence et Confiance (Reims), Avenir et Progrès (Lumville), Meurthe et Moselle Demain (Nancy), Meuse Demain (Verdun), Réalité et Avenir (Vannes), Lorient Démocratie (Kerlec Guidel), Moselle Demain (Metz - Sarreguemines - Birche - Sarrebourg - Forbach - Thionville), Nièvre Avenir (Nevers), Convention Libérale des Amis de R. Barre (Nevers), Réflexions 88 (Lille), Dunkerque Convergence (Dunkerque), Unité et Renouveau (Senlis), Confiance et Renouveau (Compiègne), Club Liberté et Solidarité (Beauvais), Cerdhes (Hesdin), Cercle d'Information et de Réflexion (Avesnes le comte), Association Après (Boulogne sur Mer), Objectif 88 (Wizernes), Crêpe (Clermont Ferrand), Rêve Pyrénées Atlantiques (St Jean de Luz), Dialogue Libéral et Social (Pau), Gettes (Tarbes), Barre Confiance (Pérpignan), Alsace Avenir (Strasbourg), Mulhouse Liberté (Mulhouse), Colmar Liberté (Colmar), En Avant Villeurbanne (Lyon), Ouest Expression (Craponne), Avenir Val de Saône (Poleymieux au Mont d'Or), Union Avenir Sud Ouest Lyon (Irgny), Horizon (Lyon), Lyon Rayonnement (Lyon), Cercle Charles Péguy (Lyon), Rillieux Rayonnement (Rillieux la Pape), Réalité IX (Tarare), Villefranche Avenir (Beaujolais (Villefranche sur Saône), Déclic (Ecully), Horizon Haut Saône (Vesoul), Libertés Solidarités 72 (Le Mans), Savoie Rencontre (Chambéry), Savoie Liberté (Annecy), Club Démocratie (Mont St Aignan), Initiative et Progrès (Bois-Guillaume), Avenir Seine et Marne (Melun), Rassembler les Yvelines Pour la France (Versailles), Yvelines Avenir V (Auffargis), Action Jeunes Yvelines (Orgeval), Union des Républicains de Versailles (Rocquencourt), Louveciennes Avenir (Louveciennes), G.I.R.Y. (Versailles), Corever (Versailles), Avenir 88 (Meulan), Union des Républicains de la Celle St Cloud, Association des Républicains de Marly le Roi, Pour La France Demain (Maisons Laiffite), Libéraux à Voisins le Bretonneux, Coordination Grand Versailles (Viroflay), Agir (Guyancourt), République et Démocratie (Magnanville), Avenir et Démocratie en Chevreuse, B.A.R. (Le Vésinet), Union du Val de Seine (Orgeval), Réveil de Poissy (Poissy), Crise (Abbeville), Réflexion et Action 88 (Albi), Adres (Montauban), Provençances (Toulon), Prospective et Réalité (Sanary sur Mer), Vendée Renouveau (St Hilaire de Riez), Horizon 88 (Jolmay), Vers l'Avenir (Belfort), B.A.R.R.E. (Evry), Hauts de Seine Confiance (Neuilly sur Seine), Agir Suresnes (Suresnes), Colombes Confiance (Colombes), Démocratie et Avenir (Clamart), Chaville Confiance (Chaville), Confiance en l'Avenir (Montrouge), Agir Nanterre (Nanterre), Réagir pour Réussir à Vanves (Vanves), Agir (Courbevoie), Issy Confiance (Issy les Moulineaux), Boulogne Avenir Responsabilité (Boulogne sur Seine), Comprendre et Agir (Neuilly sur Seine), Rassembler et Agir (Rueil Malmaison), Unir et Agir (Mendon), Asnières Confiance (Asnières), Choisir le Progrès pour la France (Le Plessis Robinson), Avenir et Libéralisme (Sourin), Confiance et Libéralisme (Bourg la Reine), Châtillon Réalités Actions (Châtillon), Démocratie (Antony), Objectif 93 (Les Lilas), Seine St Denis Liberté (Le Raincy), A.G.H.R. (Joinville le Pont), Initiatives et Responsabilité (Vincennes), Val de Marne Initiative (Villiers sur Marne), Avenir et Démocratie (La Frette), Dialogue Pour Après Demain (Ile de France), Confiance à Raymond Barre (Paris 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>), Agir pour le Centre de Paris (Paris 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>), Confiance à Raymond Barre (Paris 5<sup>e</sup>), Unir et Entreprendre (Paris 6<sup>e</sup>), Raymond Barre pour l'Avenir de la France (Paris 7<sup>e</sup>), Avenir du 8<sup>e</sup> (Paris 8<sup>e</sup>), Confiance à Raymond Barre - 9<sup>e</sup> (Paris 9<sup>e</sup>), Barre Confiance - 10<sup>e</sup> (Paris 10<sup>e</sup>), 11<sup>e</sup> Confiance (Paris 11<sup>e</sup>), 12<sup>e</sup> Confiance (Paris 12<sup>e</sup>), Rencontre XIII<sup>e</sup> (Paris 13<sup>e</sup>), Barre Confiance - 14<sup>e</sup> (Paris 14<sup>e</sup>), Pour Préparer l'Avenir (Paris 15<sup>e</sup>), Confiance à Raymond Barre (Paris 16<sup>e</sup>), Rassembler Autour de Raymond Barre (Paris 17<sup>e</sup>), Barre Confiance - 18<sup>e</sup> (Paris 18<sup>e</sup>), Présence Avenir et Confiance du 19<sup>e</sup> (Paris 19<sup>e</sup>), Union pour les Libérés (Paris 20<sup>e</sup>), R.H.R.L. Guyane (Kourou), Cercle d'Etudes et de Réflexion pour le Développement Economique de la Guadeloupe (Baie Mahault), France Réunion Avenir (St Denis de la Réunion), La Réunion de Demain (St Denis de la Réunion), Aujourd'hui pour Demain (St Denis de la Réunion), Perspectives et Réalités (Sainte Clotilde), Mouvement des Jeunes Libéraux (St Denis de la Réunion), Bâtir, Agir, Réaliser, Réussir Ensemble (Sénégal), Soutien à Raymond Barre - Réel (Gabon), Soutien à Raymond Barre (Madagascar), Les Amis de Raymond Barre en Côte d'Ivoire, Soutien à Raymond Barre (Algérie), Soutien à Raymond Barre pour le Cameroun, Soutien à Raymond Barre (Maroc), Soutien à Raymond Barre (Tunisie), Soutien à Raymond Barre pour la R.F.A. - Réel Allemagne, Soutien à Raymond Barre (Espagne), Cercle Réflexion pour Demain (Belgique), Soutien à Raymond Barre (Grande Bretagne), Soutien à Raymond Barre (Luxembourg), S.E.P.E. Lausanne (Suisse), Soutien à Raymond Barre (Portugal), Europe U.S.A. 2000 (Etats-Unis), Soutien à Raymond Barre pour Washington (Etats-Unis), Soutien à Raymond Barre pour le Japon, Soutien à Raymond Barre (Inde), Soutien à Raymond Barre - Réel Brésil, Soutien à Raymond Barre (Argentine), Comité des Amis de Raymond Barre (Canada), Soutien à Raymond Barre (Congo)...





# Politique

## La campagne pour l'élection présidentielle

### Regain d'optimisme dans les rangs barristes

Les barristes paraissent avoir retrouvé une certaine sérénité. Ce regain d'optimisme a plusieurs origines. La semaine écoulée devait permettre à leur candidats de « changer d'orbite ». Ils considèrent l'opération réussie, jugeant que de sa déclaration de candidature officielle du 8 février à « Questions à domicile », sur TF 1 de dimanche dernier, leur favori a réussi « un sans faute ».

En termes d'image notamment, une étude de l'institut Louis Harris sur un échantillon d'électeurs de droite a montré que la veste de tweed et la décontraction n'ont pas été inutiles pour briser l'image d'autorité et d'austérité du personnage. En province, sur le terrain, la mobilisation populaire paraît se faire. Six mille personnes étaient attendues le 11 février pour le premier grand meeting à Metz. Les comités de soutien mettent les bouchées doubles. Bref, pour formelle que soit l'annonce officielle d'une candidature, il semble bien que l'appel de Lyon ait provoqué le déclic espiéré.

Les barristes se félicitent aussi de voir que le rassemblement des forces politiques autour de M. Barre se déroule dans des conditions favorables que bien peu avaient osé espérer au début de ce mois. Un homme y a fortement contribué : M. Charles Millon, devenu officiellement délégué général des comités de soutien, mais homme fort du dispositif barriste. Ses bonnes relations avec M. François Léotard, ses amitiés centristes et radicales ainsi que ses dispositions naturelles pour la synthèse lui auront permis d'arrondir bien des angles. « La saison a bien pris, se félicite-t-il, entre ce qui avait été fait par les réseaux REEL et les parties politiques qui jouent bien le jeu ».

Le conseil national de l'UDF du 13 février a confirmé que malgré « les ralliements préférentiels par le RPR », comme on dit dans l'état-major barriste, radicaux, libéraux et centristes sont bien résolus à marcher d'un seul pas sous la bannière barriste.

Il est vrai que M. Barre lui-même a mis, ces derniers temps, beaucoup d'eau dans son vin. Il a consenti à revoir la semaine dernière, en tête à tête, le président du Parti radical, M. André Roisnot. Samedi soir, il dînait avec les

quatre ministres du PR, MM. Léotard, Madelin, Longuet et Douffineau. Soucieux à la fois de serrer les boulons dans son parti et de montrer son engagement, M. Léotard a lancé ses fantasmes dans la mêlée. Après la deuxième meeting de Poitiers mercredi, MM. Barre et Léotard devaient inaugurer le nouveau conservatoire de musique de Lyon. Et tous deux seront ensemble sur la même tribune, le samedi 27 février à Ajaccio puis à Marseille et au Bourget.

Mardi se tenait la première réunion du conseil politique de campagne de M. Barre qui regroupe tout ce que l'UDF compte d'élites, qu'elles soient libérales, gauchistes comme M. Michel d'Ornano, ou indépendantes comme M<sup>me</sup> Simone Veil ou M. Dominique Baudis, lequel devrait être amené, dans quelque temps, à jouer un plus grand rôle. Cette première séance a montré que, retrouvant le sursaut de ses origines, l'UDF n'est jamais aussi saine que dans l'adversité contre le RPR.

#### Mieux armé au centre

Car, dernier motif d'encouragement, les barristes estiment aujourd'hui que l'élasticité de l'électorat de M. Chirac a ses limites, autrement dit que le chef du gouvernement a fait aujourd'hui à peu près le plein de ses voix. Des études particulières ont montré que les points concédés dans les sondages par M. Barre à son concurrent traduisaient une défection à droite d'électeurs d'âge élevé et professionnellement situés sur le créneau commerçant-artisan. Un électorat que les barristes pensent pouvoir rattraper. De surcroît, ils estiment que M. Barre dispose de meilleures capacités de rassemblement au centre que M. Chirac, qui ne peut être renforcé au fur et à mesure que le candidat Mitterrand s'impliquera davantage sur sa gauche.

Les sondages sont donc attendus maintenant avec intérêt, encore qu'on s'efforce de faire la part entre ceux qui sont, pour reprendre le mot de M. Barre, « faconnés » et ceux qui ne le sont point. « On n'attend pas de résul-

tats miraculeux, note un barriste prudent, mais simplement une remise à niveau avec M. Chirac ». En tout cas, on pense que « le processus de chahutisation » voulu par le RPR a échoué.

Jusqu'à l'arrivée sur le terrain de la campagne de M. Mitterrand, M. Barre et ses amis vont plutôt tenter d'alimenter le feu de l'actualité en se gardant bien de brûler toutes leurs cartouches. Sur le fond, toutes les études indiquent que les électeurs attendent du concret. Mais l'ancien premier ministre, qui se plaint de plus en plus d'être « l'inspirateur » de la campagne de M. Chirac, ne veut pas révéler trop tôt ses solutions économiques et sociales.

En attendant, on va ajouter quelques épices. Mises en place de comités de soutien : sportifs, intellectuels, chefs d'entreprise, responsables agricoles. Vendredi sera présenté un comité de soutien gaulliste, réponse du berger barriste à la bergère chiraquienne. Lancement de la semaine prochaine d'un journal Barre 88, qui, quatre fois par semaine, informera les politiques, les décideurs et la presse des sentiments et des activités du candidat. Début mars, parution d'un livre chez Lattès : Lettre aux jeunes qui ont peur de l'avenir. Signatures : MM. Bruno Durieux, Charles Millon, François d'Aubert, Pierre-André Wiltzer, François Bayrou, Bernard Bosson et M<sup>me</sup> Sylvie Dumaine, la jeune garde prétorienne de M. Barre, qui semble aujourd'hui planter sous la cape préfectorale de M. Philippe Mestre.

Enfin sera lancée le 22 février la première vague d'affiches du candidat Barre, conçue par M. Jacques Bille. Coût lui aussi affiché : 8 500 000 francs. Sur les panneaux, un Barre souriant sous le soleil hivernal de la Méditerranée, regard vers le lointain, main posée sur son cœur, dit-il, apaisant. Affiches sobres avec quelques messages bien pesés à l'usage barriste : « Il est temps de faire confiance aux Français. » « Il est temps de faire confiance à la France. » « Moins de rêves, plus d'espoir. » « Moins de paroles, plus de résultats. » Et avec, pour tous les barristes, cette simple idée en tête : se distinguer progressivement et tranquillement...

DANIEL CARTON.

### A Reims, M. Chirac propose le SMIC pour les mères de trois enfants

REIMS  
de notre envoyé spécial

Fichée époque pour les militants ! Ceux du Parti républicain n'ont pas encore trouvé leur place dans la campagne de M. Raymond Barre ; ceux du Parti socialiste attendent ; ceux du RPR risquent d'être frustrés par une distribution des rôles qui ne leur fait pas la part belle. Tous sont priés, plus ou moins clairement, d'être discrets, ce qui est, pour le moins, inhabituel à l'approche d'une élection présidentielle.

Bonnes pâtes, les militants du RPR s'efforcent d'admettre que — comme M. Jacques Chirac l'a dit le mercredi 17 février, à la fin de sa réunion publique à Reims, — dans une « campagne moderne », il faut non pas « un discours assés », mais un « dialogue ». Voilà pourquoi, après ceux des Yvelines et ceux de Paris, les parisiens champenois du premier ministre ont assisté à un échange entre leur champion et de « grands témoins », censés exprimer les préoccupations de la région. « Gouverner, c'est d'abord comprendre son temps », a expliqué M. Chirac dans sa conclusion, formulée en s'adressant à l'assistance. « Il faut savoir écouter, être aux aguets », a ajouté le premier ministre.

L'histoire des dernières années prouve amplement que la capacité des dirigeants à « écouter » la société est, en effet, décisive. La formule choisie par M. Chirac pour ses réunions publiques tend à mettre en valeur cette qualité, dont la démonstration (au sens où l'entendent les démonstrateurs d'appareils électroménagers, par exemple) se fait, surtout, à la télévision. Les militants, eux, inclinent à penser que le temps de la campagne est celui où le candidat et, avec lui, ses partisans parlent à la société. Cela se défend.

Soucieux de tenir compte des contraintes de la période, mais aussi de l'attente de ses troupes, le premier ministre joue sur plusieurs registres, dont l'engagement est parfois déroutant pour l'assistance. Il est vrai que la salle n'a pas forcément le talent.

Invité par le présentateur (Jean-Marc Sylvestre, de la 5) à dire quel était son plus grand regret quant à l'action menée depuis mars 1986, M. Chirac a déclaré qu'il avait cru, à tort, pouvoir « aller plus vite en utilisant les ordonnances » et qu'il ne s'était « pas rendu compte que la procédure parlementaire était plus efficace », d'où un « retard dans les privatisations » — cela sans provoquer dans le public le moindre rire

ni la moindre exclamation vengeresque contre le responsable de ce retard, M. Mitterrand.

D'autres attaques de M. Chirac contre les socialistes, moins « techniques » ou moins allusives, ont été mieux reçues. Si une réponse longue et détaillée sur les résultats du sommet européen de Bruxelles, occasion de dénoncer les décisions nocives prises sous la présidence française, à Fontainebleau, en 1984, a rencontré peu d'écho, en revanche, la mise en cause — et en bulle — de M. Jack Lang et de la politique culturelle socialiste a rencontré un franc succès. « On a sacrifié les monuments historiques », a déclaré M. Chirac, parce que les monuments historiques, ça ne défend pas dans Paris, ça ne défend pas ailleurs, ça ne pousse pas la chansonnette.

M. Stasi

Imé

Heureusement, a-t-il ajouté, « le ministre de la culture de mon gouvernement a pris les choses au sérieux », et, en cinq ans, les crédits affectés à l'entretien du patrimoine architectural « auront doublé ».

M. Chirac a précisé, au cours de cette réunion, sa proposition de salaire pour la mère de famille. Il conviendrait, a-t-il dit, de « donner un revenu mensuel, plus paternel, bien entendu, égal au SMIC, soit 4 700 francs brut, environ », pour la mère ou le père de trois enfants qui déciderait de se consacrer à leur éducation. « Il faut », a expliqué le premier ministre, que la mère de famille soit libre de faire le choix de travailler ou d'élever ses enfants,

et que ce choix ne soit pas fait uniquement parce qu'il y a la contrainte financière.

L'assistance, qui a lué M. Bernard Stasi, député (UDF-CDS), président du conseil régional Champagne-Ardenne, venu assister à la réunion en application du code de bonne conduite Barre-Chirac, n'a pas eu d'autre occasion de se mettre un peu de barrisme sous la dent. M. Chirac a, certes, déclaré : « Nous avons montré que ce pays pouvait prendre un nouveau départ. Il s'agit, maintenant, d'aller plus loin, de prendre la haute mer. Nous avons besoin de temps, d'un septennat, pour faire plus et mieux que de corriger les erreurs passées et pour jeter les fondations de la nouvelle maison de France ». La réplique ainsi donnée au député du Rhodanais était d'une modestie qui a laissé les auditeurs sans voix.

PATRICK JARREAU.

[M. Chirac, au cours de son meeting à Reims, a proposé un « salaire maternel » du niveau du SMIC (4 704 francs) par extension de l'actuelle « allocation parentale d'éducation » (APE, 2 488 francs par mois actuellement) versée à quelque 170 000 familles. Cela représenterait un quasi-doublement des dépenses prévues pour cette allocation en 1988, soit environ 5 milliards de francs supplémentaires par an. Or les brèves de la Caisse nationale d'allocation familiale indiquent déjà d'être en déficit de 2 milliards de francs à la fin de 1987. Est-ce compatible avec le rétablissement de l'équilibre de la Sécurité sociale, dont le premier ministre se targue par ailleurs ? Certes, il n'a pas fixé de date pour la réalisation de cette promesse ; mais il a précisé le versement de ce « salaire maternel » aux mères de trois enfants comme un début. — G. E.]

### Polémique sur le bilan du gouvernement

Après la publication par le gouvernement du bilan de son action sous le titre « Liberté, redressement, solidarité », (Le Monde du 18 février), les dirigeants socialistes ont exprimé leurs critiques. M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, y voit une « arnaque » et ajoute : « On peut laisser faire le candidat Barre contre le bilan du candidat Chirac et dans quelques semaines c'est le candidat socialiste qui se tournera non pas vers des bilans, mais vers l'avenir ».

De même, M. Delebarre, ancien ministre socialiste du travail, l'estime « truqué et mensonger ». Il assure dans un communiqué : « En moyenne annuelle, le chômage est de 2 439 000 en 1985, 2 517 000 en 1986, 2 623 000 en 1987. En deux ans, l'augmentation est de 164 000, soit environ 7 %. Or est l'amélioration ? Selon l'INSEE, l'emploi hors stage a diminué en 1986 et 1987 de plus de 110 000. Or est la stabilisation ? ».

M. Pierre Juquin, candidat « renouveler », utilise le même qualificatif que le député socialiste du Nord pour juger le bilan « truqué ». M. Georges Marchais, secrétaire général du PC, condamne l'ensem-

ble du « bilan du septennat de François Mitterrand qui est négatif » puisque « la déviation rétrograde à 1982 avec la politique d'austérité et de rigueur ».

En revanche, M. Philippe Mestre, directeur de campagne de M. Barre, a considéré ce bilan comme « une bonne base pour le nouveau départ que M. Barre propose aux Français ». Il a rappelé que ce bilan « était celui de la majorité ainsi que M. Chirac l'avait d'ailleurs lui-même rappelé ».

Aux reproches de l'opposition, M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, a répondu en confirmant tous les chiffres contenus dans le bilan.

Le porte-parole a signalé en particulier que, pour le chômage, les « moins 115 000 », qui ont été contestés ici et là, sont tout à fait exacts lorsque l'on compte sur les neuf derniers mois connus, c'est-à-dire de mars à décembre 1987. Il ne faut pas se tromper de période de référence. Il a également contesté l'argument selon lequel le gouvernement a bénéficié pour les prix ou le commerce extérieur de la « manne pétrolière ».

#### Selon la SOFRES

#### L'image de M. Mitterrand est meilleure qu'en mai 1981

Les Français n'ont jamais trouvé M. François Mitterrand aussi sympathique qu'aujourd'hui. 57 % des personnes interrogées expriment un avis favorable à son égard, tandis que 36 % demeurent réfractaires au charme présidentiel, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le mercredi 17 février, dans un groupe de journaux de province (1). Au lendemain de son élection en mai 1981, 51 % des interviewés expriment une opinion positive à l'égard du nouveau chef de l'Etat, tandis que 42 % le jugeaient peu sympathique.

Les principales qualités qui lui sont reconnues sont la tolérance (40 %) et la compétence (39 %). Néanmoins, 22 % des sondés lui reprochent d'être distant et seuls 12 % le trouvent énergique.

Son action entre 1986 et 1988 satisfait 49 % des consultés (34 % se déclarent déçus), alors qu'une majorité (43 % contre 40 %) juge positif le bilan 1981-1986.

Si 76 % des interviewés sont persuadés que M. Mitterrand sera candidat à l'élection présidentielle, 45 % souhaitent, « tout bien pesé », qu'il effectue un second mandat (43 % y étant opposés).

(1) Sondage effectué du 1<sup>er</sup> au 3 février, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

#### La commission des sondages

#### donne tort au Quotidien de Paris

La commission des sondages a « condamné », le mercredi 17 février, la « présentation erronée » du sondage réalisé par l'institut Louis Harris et publié, le mardi 9 février, dans le Quotidien de Paris. Cette enquête, effectuée les 4 et 5 février, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, faisait apparaître que 59 % des quatre cent trente électeurs de droite interrogés estimaient que M. Jacques Chirac a « le plus de chances » d'arriver en tête de la droite au premier tour, tandis que 29 % penchaient en faveur de M. Raymond Barre.

La commission des sondages a d'abord constaté que cette étude publiée sous le titre « Comment voter la droite ? » porte « sur des pronostics de résultats à l'élection présidentielle et non sur des intentions de vote ». Le titre, les pourcentages et les commentaires de première page qui l'accompagnent, relèvent aux « électeurs qui se prononcent en faveur du candidat donné », ne correspondent pas, a ajouté la commission, aux questions posées par l'institut.

La commission des sondages qui avait été saisie, le 10 février, par M. Philippe Mestre, directeur de campagne de M. Barre, a conclu en « condamnant » un tel procédé, qui a pour effet d'altérer la portée des résultats de l'enquête en en donnant une présentation erronée.

### A Poitiers : « Non à l'Etat parti »

POITIERS  
de notre envoyé spécial

« On me dit parfois : faites donc rêver les Français ! Pour faire rêver, il faut d'abord endormir. J'aime trop mon pays, je respecte trop mes concitoyens pour m'y prêter. » M. Raymond Barre n'a pas l'intention, dans cette campagne, de s'amuser à répandre de la poudre de perlimpinpin sur ses auditeurs. « Moins de rêves, plus d'espoir », clament ses nouvelles affiches. Il s'y tient scrupuleusement.

Les sept à huit mille personnes venues l'entendre, le mercredi 17 février à Poitiers, drainées par bus dans les régions Poitou-Charentes, du Limousin, des Pays de Loire et du Centre, auront eu droit, comme à Metz une semaine plus tôt, à un discours sérieux, dense, nourri aussi de propositions concrètes qui en appellent de toute évidence plus à la réflexion de chacun qu'à l'enthousiasme général. Pourtant, ce deuxième grand meeting de la campagne barriste s'est révélé plus chaleureux qu'en Lorraine. Beaucoup de jeunes lancent en chœur les « Raymond président ! », un brin insolents pour finir par les « On va gagner ! » d'usage ; un immense chapeau où se mêlent lumières tricolores et musiques rythmées mais non agressives, et surtout un candidat qui, petit à petit, apprend à saluer les foules, à se mêler à elles et, chose qui décidément semble exiger de sa part un effort contre nature, à se laisser regarder. Le public qui n'a pas fondamentalement la tripe militante digère cette nouvelle manière de faire campagne.

M. Barre a prononcé un discours présentant les principaux axes de son « projet pour la France ». Ce projet tient en quatre idées-forces : l'Europe, une société de liberté et de

solidarité, un Etat impartial, une économie performante.

A Metz, M. Barre avait parlé de l'Europe. Il s'est étendu longuement, à Poitiers, sur les trois autres points. Une société de liberté : M. Barre a notamment pris l'exemple de l'éducation en remettant à son tour sur la tapis la question de l'enseignement privé. « Croyez-vous », a-t-il lancé, que notre système d'éducation nationale puisse « répondre à l'enseignement privé ne peut pas se développer à côté de l'enseignement public, si les écoles privées ne sont pas considérées, tout comme les étapes de l'allocation parentale d'éducation et surtout la libéralisation de ses conditions d'attribution ».

#### Les anges chiraquiens

Un Etat impartial : ce thème semble devenu majeur dans l'argumentaire barriste. Et ce passage du discours fut, au demeurant, le plus applaudi. « Non à l'Etat parti », a déclaré haut et fort M. Barre. Une profession de foi qui peut s'adresser au RPR aussi bien qu'aux socialistes. « Un Etat impartial, a-t-il expliqué, c'est un Etat dont les pouvoirs sont limités, les devoirs précis. C'est un Etat indépendant des partis, de tous les partis, de toutes les factions, afin d'être pleinement et honnêtement le serviteur efficace et loyal de tous les citoyens ».

Et M. Barre de compléter son propos : « Les agents de l'Etat ne sont pas au service ni d'un gouvernement ni d'un parti quel qu'il soit. Ils sont au service de la France et des Français ».

Une économie performante enfin. Comme il l'avait fait dimanche dernier sur TF 1, l'ancien premier ministre a souhaité une réforme fiscale d'ensemble, en entrant cette fois un peu plus dans le concret :

abaissement du taux de la TVA d'ici à 1992, taux de l'impôt sur les sociétés ramenés à 33,33 %, taux maximum de l'impôt sur le revenu limité au seuil des 50 %. En tout état de cause, M. Barre a plaidé pour une priorité des allègements fiscaux en faveur des entreprises, en regrettant, une fois de plus, au passage, que le gouvernement de M. Chirac ne se soit pas engagé dans cette voie dès mars 1986. Enfin, « pour la soustraire aux aléas de la conjoncture politique », M. Barre a indiqué qu'il était partisan d'un statut d'indépendance pour la Banque de France.

M. Barre a finalement invité ses amis à devenir les « propagateurs » de « ce nouveau départ ». Face « aux marchands de sommeil socialistes » qui voudraient aujourd'hui « transférer le socialisme en démocratie passible ». Face aussi aux opportunistes de tout acabit. « Les mêmes mots », a-t-il relevé, ont une signification et une portée différentes selon qu'ils expriment une conviction de longue date affirmée ou selon qu'ils sont dictés par l'opportunisme que suscitent les circonstances. « Un ange chiraquien est passé ».

De l'espoir mais pas de rêve. De la confiance mais pas d'euphorie. De la lucidité mais pas d'utopie. Ainsi s'est résumé le message final du discours de Poitiers. Il existe aujourd'hui, a conclu M. Barre, une certaine euphorie qui pourrait faire oublier que l'économie française ne doit pas renoncer à maîtriser le chômage, que nos échanges sont déficitaires parce que notre industrie n'est pas suffisamment compétitive. « Ne nous contentons pas de jouer de l'instant qui passe. Ne nous réfugions confortablement ni dans les mythes du passé ni dans les utopies de l'avenir. » Un autre ange chiraquien est passé.

D. C.

Je tiens à...



مكتبة الامم المتحدة

## Politique

La transparence financière de la vie politique

### Malgré quelques défections, la majorité sénatoriale approuve les projets du gouvernement

Le Sénat a terminé le jeudi 18 février l'examen en première lecture des articles des deux projets destinés à assurer la transparence financière de la vie politique. Alors que leurs collègues de l'Assemblée nationale s'étaient abstenus, les socialistes ont voté contre les deux textes (projet de loi organique et projet de loi ordinaire). Les communistes ont, eux, persisté dans leur opposition. Toutefois, le camp des « non » s'est trouvé renforcé par deux sénateurs RI, MM. Louis Boyer et Jean Clouet.

Sur le projet de loi organique, à l'exception de M. Edouard Dailly qui a voté pour, se sont abstenus, les sénateurs de la Gauche démocratique ainsi que onze RI (MM. Bataille, Bénaud Mousseaux, Jean Boyer, Louis de La Forest, Fourcade, Louvot, Mironot, Pinat, Pouch, de Raincourt et Traver) et trois des cinq non-inscrits (MM. Boyer-Andrivet, Delga et Habert). Sept sénateurs de la majorité n'ont pas participé au vote. Il s'agit, outre M. Pocher, pré-

sident du Sénat, et M. Taittinger (RI), qui présidait la séance, de MM. Fosset (Un. cent.) Chénaut, de Cossé-Brissac, Girault et Martin, tous quatre RI.

Sur le projet de loi ordinaire, M. Dailly n'a pas pris part au vote car il présidait la séance. Par rapport au scrutin précédent, les modifications concernent MM. François-Poncet et Soucarret (Gau. dém.) qui, de l'abstention, sont passés à un vote positif, démarche adoptée également par MM. Fourcade (RI) et Habert.

Le Sénat s'est présenté comme un obstacle et non comme une aide pour le gouvernement. Sur la forme d'abord. La durée de la discussion, dont le gouvernement avait espéré qu'elle prenne fin le mardi 16 février au palais du Luxembourg, a pour conséquence de repousser au mardi 23 février à 17 heures, le début de la seconde lecture à l'Assemblée nationale. Est retardé d'autant la fin de la session extraordinaire, ce qui, en période électorale, comporte des risques d'embarras à la moindre élection.

Sur le fond ensuite, M. Jacques Chirac s'était engagé sur la voie de la recherche d'un consensus entre les trois principaux partis politiques du pays. Au palais du Luxembourg, ses amis ont dû démissionner de ce projet d'un objectif plus modeste : le consensus au sein de la majorité.

Plusieurs facteurs expliquent cette auto-limitation. Quand M. Mitterrand avait invité le gouvernement à proposer au Parlement de légiférer sur les rapports entre argent et politique, les sénateurs de la majorité avaient eu spontanément un réflexe de méfiance. N'est-ce pas M. Marcel Lacotte, président du groupe RI et coordonnateur de la majorité sénatoriale, qui avait d'emblée mis en garde le premier ministre contre « le piège » tendu par le chef de l'Etat à la majorité ?

#### De l'ordre dans la famille

Deux logiques sont apparues. On bien prendre le président de la République au mot, quitte à partager avec lui le bénéfice de l'opération aux yeux de l'opinion. Ou bien dans un esprit plus corporatiste, limiter les effets de dispositions sur la transparence financière, le financement des campagnes et celui des partis. De là la lenteur due aux divergences internes à la majorité, aux divergences entre une partie de la majorité et le gouvernement. Ce dernier avait promis aux parlementaires une grande liberté de légiférer. Il a tablé sur la compréhension de son camp, espérant ainsi parvenir à un accord avec les socialistes. L'abstention des députés socialistes avait montré que cette stratégie-là aurait pu être payante. De là à écarter l'espérance que les sénateurs fassent le nécessaire pour rendre les socialistes encore moins réticents, il n'y avait qu'un pas.

Ce pas, la majorité sénatoriale a été incapable de le faire. Les propositions de la commission sénatoriale des lois, très en retrait sur l'objectif de transparence de la fortune des élus, correspondaient au droit répandu chez les sénateurs de droite de parvenir à un verrouillage du dispositif pour tout ce qui touche à la connaissance du patrimoine. La période électorale avec toute l'atten-

tion que l'on prête alors à l'opinion publique ne se prêtait guère à une mise en exergue de ces états d'âme. Le système généralisé du « pli scellé » proposé par la commission des lois s'accommodait mal du concept de transparence.

Il a donc fallu que M. Charles Pasqua et les chefs des partis de la majorité remettent de l'ordre dans la famille. Un premier petit déjeuner, mardi matin, partagé entre le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Larché, président de la commission des lois mais également rapporteur, Roger Romani, président du groupe RPR, et Jean Cluzel, pour les sénateurs centristes, a permis de remettre le dossier à plat. Il aura fallu nombre de conciliabules, puis le déjeuner hebdomadaire des responsables de la majorité à Matignon pour remettre les pendules à l'heure. Une ultime réunion à huis clos de l'ensemble des sénateurs de la majorité sous l'œil de MM. Pasqua, Ros-

sinot, Léotard et Lecanuet... est venue à point nommé pour rétablir un minimum de discipline.

Le premier à en faire les frais a été sans nul doute M. Larché qui, non seulement a dû présenter en séance des amendements différents de ceux qu'il avait préparés, mais encore a vu purement et simplement repoussés par la majorité certains de ceux qu'il avait maintenus.

D'aucuns se frottaient les mains de ce mauvais tour joué à un sénateur UD-FR. En tout état de cause, l'harmonisation aura été trop tardive et trop publique. Les sénateurs socialistes et communistes ont eu beau jeu d'expliquer longuement leurs critiques en s'appuyant même ici et là sur des arguments ou des convictions en cours chez leurs adversaires. Les solutions trouvées n'ont en outre pas convaincu l'ensemble de la majorité. Si deux sénateurs RI sont allés jusqu'au vote négatif, beaucoup d'autres se sont

réfugiés dans l'abstention ou dans une non-participation au scrutin, cachant mal leur irritation devant des textes qu'ils jugent par trop imparfaits.

Seule l'union de la majorité leur aura interdit d'aller plus loin. Du même coup, la priorité du gouvernement est désormais de faire en sorte que sa majorité au Palais-Bourbon ne s'éloigne pas trop de la version élaborée par sa majorité sénatoriale. Sinon, une partie de bras de fer entre les deux Chambres n'offrirait plus guère comme solution qu'un retrait des projets.

Tel un nuage poussé par des vents contraires, le consensus entre la majorité et les socialistes qu'espérait M. Chirac s'est éloigné. Le bureau exécutif du PS a analysé la décision de ses sénateurs de voter contre les textes. La cohésion de la majorité au palais du Luxembourg était à ce prix.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Les principales dispositions votées

● **Déclaration du patrimoine**  
Le Sénat a prévu que les candidats à la présidence de la République devront remettre « sous pli scellé » une déclaration de leur situation patrimoniale au Conseil constitutionnel. Seule la déclaration de l'élu sera publiée au Journal officiel, en même temps que les résultats de l'élection. Socialistes et communistes souhaitent que la situation patrimoniale de tous les candidats soient connues, tout comme le gouvernement, qui, finalement, s'en est remis « à la sagesse » des sénateurs.

La solution retenue répond à l'une des rares revendications exprimées par le Front national lors du débat à l'Assemblée nationale. S'agissant des parlementaires, cette déclaration serait déposée auprès des bureaux des assemblées (comme le prévoit le projet de loi organique) et non d'une commission ad hoc composée de trois magistrats comme l'avaient voulu les députés, ni non plus le Conseil constitutionnel, « sous pli scellé », comme l'avait initialement décidé la commission sénatoriale des lois.

Ces déclarations « certifiées sur l'honneur » et non plus « établies devant notaire » (comme députés et gouvernement en avaient convenu) se voient garantir la confidentialité par le bureau chargé d'apprécier l'évolution du patrimoine en cours de mandat. Les sénateurs ont également supprimé l'énumération des catégories de patrimoine qui devront être déclarées.

Enfin les déclarations et éventuellement les informations four-

nies par les parlementaires à la demande du bureau ne seront communiquées qu'à la demande expresse du déclarant ou de ses ayants-droits, ou sur requête des autorités judiciaires.

● **Financement des campagnes des candidats à la députation.**

Socialistes et communistes, rejoints par M. Roger Chénaut (RI, Paris) ont tenté en vain de modifier le plafond des dépenses autorisées en fonction du nombre ou des habitants ou des électeurs. M. Charles Pasqua s'y est opposé arguant de l'égalité entre les candidats dans une même circonscription et de l'impossibilité à déterminer à l'avance le nombre d'électeurs... sans compter que le Code électoral ne retient que le nombre des habitants.

En accord avec le gouvernement, les sénateurs ont interdit aux « personnes morales de droit public, les casinos, cercles et maisons de jeux » de verser des dons aux candidats (et non pas seulement de priver ces derniers du droit à déduction fiscale, comme l'avaient souhaité les députés). Quant à la proposition défendue par M. Larché tendant à supprimer l'impossibilité qu'il y aurait à ce que les dons consentis au candidat excèdent le plafond des dépenses autorisées, elle a été repoussée à l'unanimité.

● **Répartition de la subvention aux partis.**

M. Larché s'est retrouvé seul avec les socialistes pour voter un système « mixte » : la moitié

de la somme calculée d'après le nombre de voix recueillies lors des plus récentes élections législatives par les partis ayant présenté au moins soixante-cinq candidats et recueilli un minimum de 5 % des suffrages exprimés au premier tour ; l'autre moitié étant attribuée en fonction du nombre de parlementaires.

Les communistes hostiles au financement public n'ont pas participé au vote et la gauche démocratique s'est abstenue. Le RPR, les RI et centristes ont voté contre ce système, lui préférant celui adopté à l'Assemblée qui ne retient comme seul critère que le nombre de parlementaires. Les socialistes ont tenté en vain de sortir les sénateurs de ce calcul.

● **Précisions diverses**  
Proposé par M. Pasqua, sur une suggestion des socialistes, un amendement qui permet aux actionnaires d'avoir connaissance des dons nominatifs aux candidats a été approuvé. A la demande des sénateurs représentant les Français de l'étranger, le gouvernement a accepté que l'Etat prenne en charge les frais de propagande pour les élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger.

Malgré la volonté des socialistes et des communistes, la majorité a maintenu l'interdiction pendant quatre ans des spots télévisés à caractère politique. En revanche, M. Larché a obtenu gain de cause en supprimant la limitation à quatre ans de la loi sur la transparence financière de la vie politique.

A. Ch.

#### La mort d'Alain Savary

### En France : la droiture et le dialogue

Acteurs de la « guerre scolaire », hommes politiques et syndicalistes ont fait part de leur émotion à la suite de la disparition d'Alain Savary. De droite à gauche, on salue la droiture, la rigueur morale et l'ouverture d'esprit d'un homme que le courage et la conviction ont conduit de la Résistance au ministère de l'Éducation nationale en passant par l'engagement pour la décolonisation.

● Le chanoine Paul Gélbert, secrétaire général de l'enseignement catholique pendant la querelle scolaire, a déclaré : « Nous avons fait ensemble un long chemin important. J'ai toujours trouvé en lui un partenaire attentif à nos problèmes, nos difficultés, nos objections (...). Toujours loyal dans ses propositions. Si nous n'étions pas tous d'accord, nous avons néanmoins essayé ensemble d'arriver à un accord sur la question scolaire mais... la politique s'en est mêlée et ce fut l'échec ».

● M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), à la même époque, s'incline devant « un homme d'une très grande droiture ». « Chargé d'une mission difficile, voire impossible, il a été notre adversaire, mais ce fut dans le respect réciproque ».

● La FEN souligne que la volonté d'Alain Savary de « rechercher l'équilibre et le compromis » sur les problèmes éducatifs « s'est cependant heurtée aux manœuvres politiciennes des forces réactionnaires ».

● Le CNAL (Comité national d'action laïque) « salue l'homme de dialogue qui a tenté jusqu'au bout d'apporter une solution honorable pour l'ensemble des parties à la question scolaire ».

● M. Pierre Joux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : « Les socialistes perdent un ami (...). Sa probité morale et sa rigueur intellectuelle en ont fait souvent un homme irremplaçable dans les situations difficiles ».

● M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre socialiste de l'Éducation nationale : « C'était un homme de conviction sachant mettre ses actes en conformité avec sa pensée (...). Sa conduite restera un exemple et une leçon pour chacun de nous ».

● M. Lionel Jospin : « Alain Savary était, par sa rigueur morale, son sens de la justice, son engagement dans la décolonisation, représentatif du socialisme français. Courageux, lucide, réservé, il a consacré à ses convictions son sens de la loyauté et de l'honneur. Il restera un grand nom du socialisme ».

● M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS : « J'ai eu des affrontements vrais avec lui mais (...) je ne lui dénierai jamais une honnêteté évidente. Il faisait fausse route en honnête homme ».

● M. Jacques Chaban-Delmas : « En plus d'un courage civique et physique exceptionnels, il était d'une grande exigence morale tant vis-à-vis de lui-même que vis-à-vis des autres. Et, dans ses intentions, il y avait toujours de la pureté ».

### En Tunisie : une grande perte

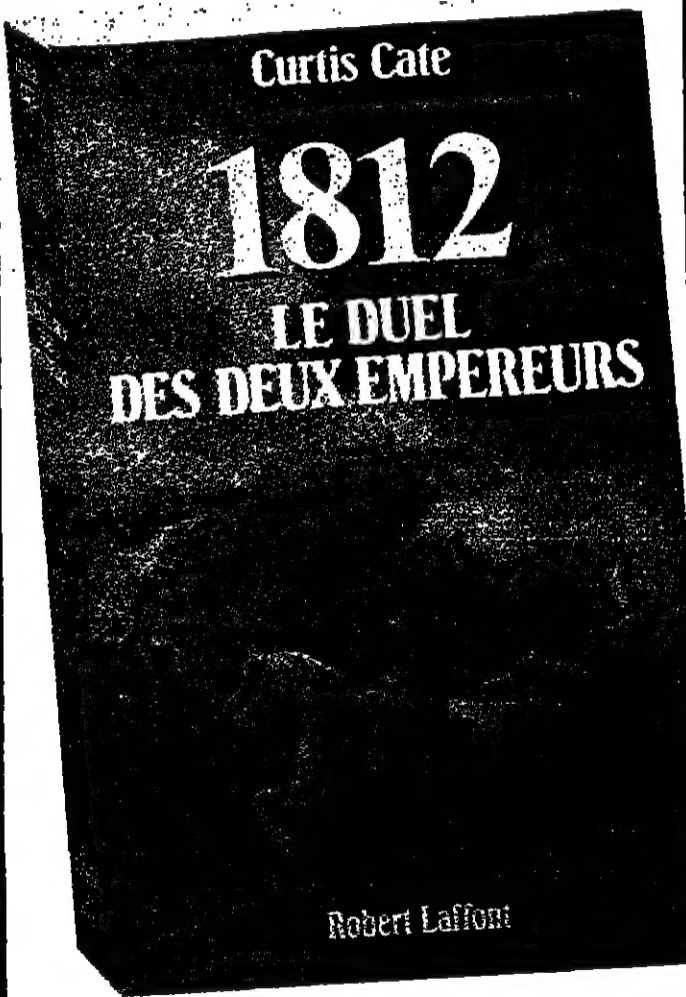
La mort d'Alain Savary, dont une rue de Tunis porte le nom depuis plusieurs années, a été particulièrement ressentie en Tunisie. Il y comptait de nombreux amis dans les milieux politiques et, en premier lieu, l'ancien président Bourguiba. Pour l'ancien premier ministre Bahi Ladgham, qui avait négocié avec Alain Savary le dossier de l'indépendance tunisienne, sa mort est « une grande perte », et « son nom n'appartient pas seulement au Parti socialiste français mais aussi à l'histoire de la Tunisie ».

Alain Savary avait donné sa démission de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux affaires tunisiennes et marocaines, en 1956, pour protester contre le dénouement sur Alger de l'avion qui devait conduire, du Maroc en Tunisie, les chefs du FLN algérien.

## La campagne de Russie

# 1812

### Le duel des deux Empereurs par Curtis Cate



On ne se lasse pas, au fil des pages, d'écouter Curtis Cate conter la fantastique guerre de Russie.

Georges Buis/LE MONDE

Dans ce livre, Curtis Cate analyse cette année fatidique pour le destin de Napoléon à travers les événements politiques et les sentiments personnels de l'Empereur.

Anne Muratori-Philip/LE FIGARO

Curtis Cate, qui a utilisé toutes les sources disponibles, insiste sur l'entêtement coupable de Napoléon qui avait été mis à plusieurs reprises en garde contre les dangers qu'il courrait à vouloir attaquer la Russie.

Jean-Claude Charlet/L'YONNE RÉPUBLICAINE

## ROBERT LAFFONT



## Politique

## Journée ordinaire et culturelle pour Michel Rocard

Michel Rocard est celui qui sait, dit la rumeur. Les desseins du président de la République, la date de leur divulgation et l'avenir qui lui est réservé. L'Élysée, Matignon ou la mairie de Compiègne-Sainte-Honorine ? Mais dans les bagages de tout candidat, la culture passe d'un poids non négligeable. C'est le supplément d'âme indispensable à celui qui aspire à un destin plus ou moins national. Et, au sein du PS, certains des « amis » du député des Yvelines, ne manquent pas une occasion de rappeler que ce dernier est plus à l'aise dans le cockpit de son vol que dans une loge de théâtre. Est-ce pour faire mentir cette réputation que son ami, Michel Sapin, lui a organisé une tournée « culturelle » dans le département dont il est élu : les Hauts-de-Seine ?

La culture de A à Z, sur les chapeaux de roues. Le matin, à Nanterre, réunion avec des responsables d'associations socio-culturelles de l'alphabétisation au football ; l'après-midi, rencontre au Théâtre des Amandiers avec Patrice Chéreau ; entre temps, apéritif avec militants et élus locaux, déjeuner à Châtenay-Malabry et visite au centre dramatique du Campagnol. Au centre social des Caribou, de Nanterre, Michel Rocard a écouté, attentif et désarmé, l'énoncé des problèmes nés de ce quartier particulièrement défavorisé, coincé

entre une bretelle d'autoroute et une voie de chemin de fer. En dépit de considérables dévouements les remèdes apportés à l'infamie (marginalisation, chômage, délinquance) sont maigres. Ici, aux dernières élections, le Front national a recueilli 15 % des voix.

Avec Jean Vana, maire (PS) de Châtenay-Malabry, Michel Rocard, député, a pu parler politique municipale. A Compiègne, il consacre 9 % de son budget à l'action culturelle — « *édifier ne doit pas avaler la culture* ». Il fait l'éloge de Flaubert dont Michel Sapin vient de voir une pièce, le *Candidat*, violente charge antiparlementaire. Au Théâtre des Amandiers, Michel Piccoli et Bulle Ogier répètent le *Conte d'hiver*, de Shakespeare, dans une mise en scène de Luc Bondy. Quelques chichas proposent autour d'un verre. Piccoli avoue « *patagner complètement dans son rôle* ». Chéreau entraîne Rocard et sa suite dans une visite rapide des lieux en lui expliquant succinctement sa situation et celle du théâtre en France. Rocard ouvre grands les yeux et les oreilles. Photos, poignées de main et retour d'urgence à Paris où l'attend une réunion du bureau exécutif de son parti. Le ciel était bleu, la température clémente. Une journée ordinaire dans la vie d'un candidat potentiel.

EMMANUEL DE ROUX.

"Un pavé lancé dans une mare qui ne demandait rien tant que de rester tranquille".

André Laurens / Le Monde

"Pfister décoctique le système. Au laser".

Figaro Magazine

"Il n'épargne rien ni personne. On lit donc avec le même plaisir insolent que sa 'Vie quotidienne à Matignon'".

Guy Sorman

## Thierry Pfister

### La république des fonctionnaires

Les faiblesses des politiques  
Les privilèges de l'administration  
Les scandales de l'argent

Albin Michel

DES DOCUMENTS INÉDITS,  
DES RÉVÉLATIONS EXPLOSIVES.

Albin Michel

## Education

Demandé par M. Valade

## Le rapport Durry met en lumière la dégradation de la condition des universitaires

Comment peut-on encore être universitaire en 1988 ? Comment peut-on former le projet de la vie de demain ? Telles sont les deux questions qui s'imposent à la lecture du rapport sur « la condition des enseignants de l'enseignement supérieur », que M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, devait rendre public le 18 février. Établi à la demande du ministre par un groupe d'une douzaine d'universitaires présidé par M. Georges Durry, ce rapport dresse, en effet, un constat alarmant, souvent accablant même, de la situation matérielle et professionnelle des universitaires français.

Les enjeux dépassent largement les simples revendications corporatistes des 11750 professeurs, des 17770 maîtres de conférences et des 11340 assistants qui composent la communauté universitaire française. Poser le problème de la condition des enseignants revient à s'interroger sur la capacité de l'université à se renouveler et à se développer.

D'ici à l'an 2000, l'université va devoir procéder à des recrutements massifs. Du fait des départs à la retraite, il va falloir, rappelle le groupe Durry, « renouveler la moitié des professeurs en quinze ans ». A cela s'ajoute la perspective d'une probable augmentation du nombre des étudiants.

Or, que constate-t-on aujourd'hui ? Dans de nombreuses disciplines, notamment celles où règne une forte concurrence extérieure (sciences, informatique et électronique, économie et gestion), l'université a de plus en plus de mal à « trouver des candidats de valeur, voire des candidats tout court. Cela n'a rien de surprenant. C'est même fait et il faut bien prendre conscience de la dégradation persistante, à certains égards vertigineuse, de la condition des universitaires par rapport à celle d'autres catégories sociales de niveau comparable ».

C'est au diagnostic minutieux de cette dégradation que se livre le rapport. Il rappelle la médiocrité des conditions de travail des universitaires. Locaux surchargés, et souvent en mauvais état, absence ou insuffisance des équipements, pauvreté croissante des moyens documentaires, réduction constante des personnels administratifs et techniques, le tableau est connu.

Le rapport souligne trois points essentiels. Les universitaires « constituent certainement l'une des très rares catégories de fonctionnaires, sinon la seule, à devoir engager des frais (bureau à domicile, téléphone personnel, tâches de secrétariat qu'ils assurent eux-mêmes ou rémunèrent sur leurs deniers), pour pouvoir exercer correctement sa fonction. Cela est profondément anormal ». Ces conditions de travail conduisent « au gaspillage d'un temps qui pourrait être plus efficacement utilisé ». Enfin, le contraste avec la situation d'autres pays est saisissant : alors que tous les professeurs allemands, belges, suisses ou américains disposent d'un bureau personnel, une petite enquête démontre que sur vingt-huit universités françaises, six seulement offrent à leurs professeurs cet insigne privilège.

### Découragement et amertume

L'essentiel des analyses du rapport Durry porte sur la dégradation des rémunérations et des carrières. Sur le premier point, il suffit de comparer leur situation à celle du secteur privé et, à d'autres catégories de fonctionnaires, pour comprendre le découragement et l'amertume de nombre d'enseignants du supérieur.

Par rapport au secteur privé, les chiffres sont éloquentes. Ainsi « un professeur de 2<sup>e</sup> classe, 9<sup>e</sup> échelon de quarante-cinq ans, touche un traitement brut de 220 000 F par an, soit 15 875 F net par mois ».

Dans ces conditions, il ne gagne souvent guère plus de la moitié des salaires moyens de cadres du privé, ayant une formation et une expérience comparables. Et son salaire est souvent moins élevé que celui de ses propres étudiants lorsqu'ils entrent dans la vie professionnelle. « Il est clair, conclut le rapport, que de telles distorsions écartent de la carrière universitaire les meilleurs étudiants ».

Mais le décalage est encore plus grand entre la situation des universitaires et celle des autres fonctionnaires. Les enseignants du supérieur souffrent, là, d'une « véritable discrimination ». La différence se fait sur les primes et les indemnités. Les universitaires ont, en effet, droit à une « indemnité forfaitaire enseignante », fixée en 1954 à 28 000 anciens francs (23 333 F par mois aujourd'hui), et qui n'a jamais été revalorisée. Ils ont également droit à une prime de recherche qui est passée de 1 800 F par an en 1958 à 2 200 F en 1968, puis à 2 380 F en 1972 et qui n'a pas été revalorisée depuis.

Dernier exemple de décalage : le taux des heures complémentaires, qui permettent aux universitaires de compenser le manque d'enseignants. Pour une heure de cours, ce taux est actuellement de 182,70 F ; pour une heure de travail dirigé, de 121,70 F, contre 500 F à 600 F dans les grandes écoles, 451 F en classes préparatoires et 240 F pour les professeurs de lycée.

## Quatre séries de remèdes

Sur chacun des points de blocage diagnostiqués, le rapport Durry élabore des mesures de solutions concrètes. Ces propositions ne sont pas chiffrées, mais impliquent, à l'évidence, un réajustement financier considérable de l'État.

### CONDITION DE TRAVAIL

Mise en place d'un « véritable plan de sauvetage » (par exemple inscrit dans le cadre d'une loi de programmation) pour l'amélioration du cadre de la vie universitaire (locaux, secrétariats, moyens documentaires...).

● Déduction fiscale forfaitaire pour frais professionnels, de l'ordre de 15 à 20 % permettant aux universitaires de compenser les dépenses auxquelles ils doivent faire face, du fait du manque de personnel et d'équipement des universités.

### REVALORISATION DES RÉMUNÉRATIONS

● Relèvement très net des rémunérations de base. Pour les maîtres de conférences, traitement de début de carrière de l'ordre de 11 250 F nets par mois (+ 40 % par rapport à la situation actuelle). Pour les professeurs, augmentation des rémunérations de base de l'ordre de 11 à 12 %.

● Suppression des mesures discriminatoires : relèvement substantiel du taux de l'heure complémentaire qui serait fixée à 600 F. Et surtout, instauration

de trois primes pour tous les universitaires : une « indemnité forfaitaire d'enseignement et de recherche » d'un montant égal à 25 % du traitement annuel ; une « prime de recherches exceptionnelles », représentant 5 % du traitement annuel et attribuée sur des projets précis donnant lieu à un rapport détaillé ; enfin, une « indemnité pour sujétions universitaires spéciales » attribuée par le président d'université aux enseignants qui jouent un rôle particulièrement actif dans le fonctionnement de leur établissement. En outre, relèvement substantiel de l'indemnité accordée aux présidents qui est actuellement de 700 F par mois et passerait à 5 000 F.

### DÉBLOCAGE DES CARRIÈRES

● Mécanismes d'accélération : la garantie « authentique » serait donnée d'un accès à la première classe pour tous, dans chacun des deux corps, dans un délai variant, à compter de l'entrée dans le corps, entre cinq et neuf ans.

● Création d'une « classe exceptionnelle » pour les maîtres de conférences ; l'accès en serait contingenté (par exemple 10 % de l'effectif du corps).

● Amélioration des conditions d'accès à la classe exceptionnelle des professeurs : la proportion de 10 % de l'ensemble des professeurs pour chacun

des deux échelons de cette classe deviendrait la réalité et non pas un plafond maximum comme actuellement.

● A l'intérieur de chaque classe, « les progressions d'échelon, ou du moins certaines d'entre elles, devraient être non plus automatiques mais modulées en fonction de l'intensité, de la continuité et de la qualité des diverses tâches universitaires ». En somme, en fonction du « rendement » de chacun, évalué si possible par le Conseil national des universités.

### RECONSTITUTION D'UN « VIVIER » DE JEUNES ENSEIGNANTS CHERCHEURS

Le rapport préconise, plutôt que le prérecrutement, le développement des « allocations de recherche ». Il propose des dispositions très strictes pour éviter que ceux-ci ne demandent, comme autrefois les assistants, leur titularisation : ainsi les titulaires d'un DEA se verraient offrir pour cinq ans, sans prolongation possible, des services d'enseignement modifiés, pour leur permettre de faire leur thèse.

Un gros effort serait fait pour leur offrir une rémunération attractive (8 000 F par mois) et des « décharges » seraient possibles pour ceux qui ne pourraient pas poursuivre une carrière universitaire.

### Deux décrets sur le recrutement des universitaires

## Le retour en force des professeurs

En 1983 et 1984, la gauche au pouvoir avait adopté des décrets qui rééquilibraient les pouvoirs respectifs des enseignants de rang A (les professeurs) et de rang B (les maîtres de conférences et maîtres-assistants). Cette remise en cause, partielle, de la prééminence traditionnelle des profes-

seurs avait créé ces derniers et servi de cheval de bataille à bon nombre d'universitaires de droite. Ces deux décrets du 15 février modifient une nouvelle fois les modalités de recrutement des enseignants du supérieur.

Le premier décret (publié au *Journal officiel* du mardi 16 février) rétablit en effet le circuit de recrutement qui prévalait avant 1983-1984. Au lieu d'être sélectionnés au niveau national puis définitivement choisis par des commissions créées dans chaque université, l'ensemble des candidatures sera à nouveau trié et présélectionné par une instance locale (la « commission de spécialistes » formée par chaque discipline dans chaque université), avant d'être transmis à l'instance nationale, le Conseil national des universités (CNU), qui décidera effectivement des recrutements.

D'un point de vue technique, le ministre estime que ce nouveau mécanisme permettra de soulager le

CNU de l'examen de l'ensemble des candidatures et accélérera donc la procédure de nomination.

Mais il en profite pour réintroduire une différence très sensible de traitement entre les professeurs et les maîtres de conférences ou maîtres-assistants. Ces derniers seront auditionnés par la commission locale de spécialistes qui, pour chaque poste mis au concours, transmettra une liste de trois noms au Conseil national des universités. Les professeurs, en revanche, ne seront pas auditionnés par la commission de spécialistes, mais uniquement par le CNU au niveau national.

Un second décret modifie la composition des commissions de spécialistes. Les décrets de 1983-1984 posaient le principe d'une représen-

tation équilibrée entre enseignants de rang A et de rang B. Désormais tous les professeurs d'une discipline seront membres de droit de la commission des maîtres de conférences ou assimilés — élus au scrutin uninominal à deux tours — sera au maximum égal à deux tiers du nombre des professeurs.

Le décret sur les statuts des universitaires introduit une autre innovation : le recrutement des enseignants pourrait se faire au moyen de concours d'agrégation, à l'image du système qui fonctionne dans les disciplines juridiques. Cette possibilité est liée à l'adoption de décrets spécifiques selon les disciplines.

G. C.

Le déroulement des carrières s'est nettement détérioré depuis plus de dix ans. L'indicateur le plus révélateur est le vieillissement. Le recul de l'âge de début de carrière est sensible dans toutes les disciplines : en 1966, les professeurs étaient nommés en moyenne à trente-trois ans et dix mois, en 1977 à trente-sept ans et onze mois et en 1987 à quarante-deux ans et six mois. Soit un vieillissement de près de neuf ans qui se répercute à chaque étape de la vie professionnelle.

Il est amplifié par les « goulets d'étranglement décisifs pour les déroulements de carrière que sont le passage au corps de professeurs pour les maîtres de conférences et le passage à la première classe pour les professeurs de deuxième classe ». Ces promotions se font de plus en plus tard et de manière de plus en plus aléatoire. Deux chiffres sont significatifs : en 1977, 25 % des maîtres de conférences avaient quarante-cinq ans ou plus ; il est en 1987, à 60 %.

Faiblesse des rémunérations, blocages des carrières, comment expliquer une telle dégradation ? Le rapport Durry avance deux raisons fréquemment invoquées : « Les universitaires ne mériteraient pas d'être mieux traités, et parce qu'ils disposent de grands loisirs, et parce qu'ils ont la faculté de compléter leur traitement par d'importantes rémunérations extérieures ». Deux arguments qui réfute vigoureusement. Si l'on tient compte, au-delà du nombre d'heures de cours, du temps de préparation, des activités de recherche et des tâches administratives, il faut, conclut le rapport, admettre une fois pour toutes que beaucoup d'universitaires ont des semaines de travail de 50 heures et parfois de 60 heures. Quant aux rémunérations extérieures, le groupe de travail admet que les cumuls d'emplois sont plus nombreux aujourd'hui. Mais le phénomène est « une conséquence directe de l'insuffisance des traitements en début et de la progression ridicule des carrières », et il reste encore marginal et limité à certaines disciplines.

Dernier élément du constat : cette dégradation dissuade les jeunes qui voudraient entrer dans la carrière. « L'université périclite, avertit brutalement le rapport, si les meilleurs des jeunes se détournent d'elle. Or, à l'heure actuelle, tout paraît fait pour les inciter à sortir de l'université ».

On offre très peu de postes aux étudiants sortant de DEA (diplôme d'études approfondies). D'autre part, le lentier des procédures de recrutement a de quoi écarter les meilleurs volontaires.

GERARD COURTOIS.

### Double langage

La publication du rapport Durry risque de placer son commanditaire, M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, dans une situation malcommode. Voilà un rapport qui dresse un réquisitoire précis de la façon dont on a traité les universitaires français depuis de nombreuses années. Rien n'échappe à son examen, si ce n'est — fâcheux oubli d'auteurs — le contenu mal connu, disparate et peu prestigieux des assistants et des vacataires.

Alors que des négociations interministérielles sur la préparation d'une loi de programmation sur l'enseignement se poursuivent depuis trois semaines, ce constat sans appel peut servir le ministre — ou au contraire le desservir. Ou bien, en effet, celui-ci obtiendra rapidement des moyens budgétaires lui permettant de tracer et d'afficher une politique de redressement et de revalorisation de la profession. Ou bien les arbitres ne lui sont guère favorables, et le gouvernement se retrouve dans la position fâcheuse, à deux mois de l'élection présidentielle, d'avoir suscité l'espoir dans la communauté universitaire, sans avoir les moyens d'y répondre.

On peut aussi s'interroger sur la fonction réelle de ce rapport. Au moment même où cette réflexion globale est rendue publique, le ministre multiplie les initiatives concrètes sur certains des aspects de la carrière des universitaires, récemment discutés dans le rapport : publication le 18 février de deux décrets modifiant, une nouvelle fois, les conditions de recrutement des enseignants du supérieur ; préparation d'une série d'arrêtés transformant le régime des études doctorales et de la thèse. Autrement dit-on ouvre d'une main le débat que l'on verrouille de l'autre. Calendrier malencontreux ou double langage ?

G. C.

La

LES







## Société

Devant la cour d'assises spéciale de Paris

## Nathalie Ménigon est condamnée à douze ans de réclusion

Nathalie Ménigon, l'un des quatre membres d'Action directe qui observent une grève de la faim en prison depuis quatre-vingt jours pour qu'il soit mis fin à l'isolement carcéral dont ils sont l'objet, a été condamnée, mercredi 17 février, à une peine de douze ans de réclusion criminelle pour avoir tiré sur des policiers en 1980.

Deux gendarmes et un médecin sont d'abord entrés dans le box. Avec force gestes, ils se sont demandés comment y faire pénétrer le fauteuil roulant de Nathalie Ménigon. Le médecin exigeait en effet que l'accusée apparaisse dans son fauteuil roulant pour pouvoir l'extraire du box en urgence et lui prodiguer des soins. Plus tard, au cours de l'audience, le fauteuil a été remplacé par une simple chaise. On a dû juger que cela suffisait.

Par la porte entrouverte, on apercevait dans la « souricière » un gendarme en gilet pare-balles brandissant nerveusement son fusil mitrailleur : il attendait l'entrée dans le box de Nathalie Ménigon. Comment décrire la jeune femme après 79 jours de grève de la faim ? Son pantalon flotte sur des jambes squelettiques qui ne la portent plus. Ses mains décharnées s'accrochent aux épaules des infirmiers qui la soutiennent. Chacun de ses petits pas de vieillarde semble lui être une souffrance. Qu'importe ! Elle est là. La cour d'assises du tribunal de Paris peut commencer de la juger pour cette fusillade de la rue Pergolèse, en 1980.

Car il faut à toute force la juger aujourd'hui cette vieille affaire de la préhistoire d'Action directe. Confortée par les avis de deux médecins qui viennent successivement à la barre assurer que Nathalie Ménigon est en état de comprendre les débats et d'y participer moyennant des suspensions de séance régulières — « de trois quarts d'heure » demande l'un, tandis que pour l'autre cinq minutes suffisent — la cour refuse de faire droit à la demande de M. Bernard Ripert, avocat des dirigeants d'Action directe, qui demande le renvoi du procès. « Je suis présent, mais ma présence sera passive », prévient alors l'avocat, qui dénonce ce procès dans lequel sa cliente comparait « avec une aiguille à perfon dans le bras ».

## Interruptions et incidents

Mais il faut que justice passe. Demain, d'autres procès sont inscrits au planning de la cour. Même laëché par les suspensions, cette audience doit aller à son terme. Pour cela on devra, dans l'après-midi, perfon Nathalie Ménigon, allongée sur une couverture à même le sol, dans la « souricière ». Plusieurs interruptions seront nécessaires dont la plus longue durera plus de deux heures, le temps de trouver une veine où planter l'aiguille et attendre que la perfusion fasse son effet.

L'interruption se prolongeant, le président Jean Saurat envisage même de poursuivre l'audience... en l'absence de l'accusée. Se déclarant « stupéfait », M. Bernard Ripert se lève. A sa connaissance, assure-t-il,

La grève de la faim, de plus en plus critique, des dirigeants d'Action directe, commence à susciter des réactions. M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, estime que « faire la grève de la faim, c'est leur droit. On peut toujours faire des régimes amaigrissants ».

De son côté, M. Pierre Juquin, candidat des rénovateurs à l'élection présidentielle hors les cas de refus de comparution, ou d'expulsion, une audience d'assises ne saurait se dérouler en l'absence de l'accusée. « Et ma cliente ne refuse pas de comparaître », précise-t-il. La cour passe outre et décide de continuer. On tiendra l'accusée informée, promet le président, et si l'avocat le souhaite, il pourra toujours « faire valoir ses motifs devant la Cour de cassation », assure M. Saurat. « Vous savez ce que c'est, les affaires qui traînent », soupire en privé le procureur, M. Daniel Barreyre, à l'attention des journalistes.

M. Ripert se lève alors, fait mine de ranger ses dossiers. Un instant, se profile l'ombre stupéfiante d'un procès sans accusée et sans avocat. « Je regrette, mais je vous commets d'office », lance le président. « Je ne peux pas être commis d'office, je n'appartiens pas au bureau de Paris », réplique M. Ripert. Pour résoudre cette question de déontologie, la cour fait mander le bâtonnier. Son intervention sera finalement inutile, Nathalie Ménigon ayant pu reprendre ses forces outre-temps.

Entre les interruptions et les incidents, la justice juge donc. Le président retrace d'abord la biographie

de l'accusée : le père chef de chantier souvent absent, la mère déçue d'un cancer, en 1975, après cinq ans de souffrance. Les études abandonnées, le BEPC en poche pour tout bagage. Les petits boulots de caissière dans un magasin de confection de Barbès. Les trois ans de carrière à la BNP, ponctués des notes de ses supérieurs : « Élément sérieux et travailleur » — en 1975, Nathalie Ménigon se voit accusée de « réclamer son salaire comme un perroquet » et « d'adopter une attitude provocatrice et ironique en 1976 ».

Un expert psychiatre vient rappeler à la barre les conclusions d'un entretien, ancien de huit ans. Nathalie Ménigon aurait rencontré l'injustice en faisant la vaisselle, dans sa prime enfance, alors que son petit frère en était dispensé.

Mais la grande surprise des premières heures de ce procès vient de l'accusée elle-même : elle accepte de faire mine de participer. Par des onomatopées tout d'abord : « Pen-être », « C'est possible ». « Je ne me souviens pas très bien », répond-elle aux questions paternelles du président. « J'ai confiance en ce que vous avez écrit sur le papier », assure-t-elle à un moment. Mieux, même : de sa voix étouffée, ce pastin déarçialé,

## M. Pandraud : le droit aux régimes amaigrissants

Invité d'une convention des Clubs 89, réunis à Paris pour apporter leur soutien à la candidature de M. Jacques Chirac, M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, a donné mercredi 17 février son avis sur la grève de la faim des membres d'Action directe. « Faire la grève de la faim, c'est leur droit », a expliqué le ministre. On peut toujours faire des régimes amaigrissants.

Reprochant à « une certaine intelligence » et à « une certaine presse » leur émotion devant un jeûne volontaire, M. Pandraud préfère « penser à la Basse et au général Audran », deux des victimes des attentats d'Action directe.

## M. Chalandon : le gouvernement « ne cédera pas au chantage »

Invité jeudi matin sur les antennes d'Europe 1, M. Alain Chalandon, ministre de la justice, a déclaré par sa part : « Le gouvernement assure la [la] détention [des membres d'Action directe] dans des conditions décentes conformes aux règles de notre code de procédure pénale, mais il ne cédera sûrement pas à ce que l'appelle un chantage ».

« Il ne faut pas se tromper, ce qu'ils veulent, c'est continuer en prison la stratégie du terrorisme qu'ils pratiquaient à l'extérieur. Ce qu'ils veulent, c'est éviter d'avoir à répondre de leurs crimes devant la justice en faisant retarder leur procès. Ce qu'ils veulent, c'est faire reculer l'Etat ».

Pour M. Chalandon, il s'agit d'une « demi-grève parce qu'ils continuent à se nourrir de vitamines ». C'est ce qui explique qu'ils sont encore en vie.

Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

« Le ministre a ajouté que leurs conditions de détention « ne sont pas différentes » de celles des autres détenus des prisons françaises. « Ils sont simplement isolés, un par cellule, et combien de détenus dans nos prisons, qui sont à quatre ou cinq par cellule, ne subiraient-ils pas de la même façon ? ».

accolché à son box, sans cesse au bord de la défaillance, trouve la force de plaisanter. Alors qu'on détaille le nombre de coups de feu tirés, elle corrige le président qui parle de seize cartouches : « Non, 7 et 8 font 15, n'oubliez pas que j'ai été employée de banque ».

## Un an de solitude

Alors, qui donc se retrouve dans le box ? se demande-t-on soudain. Est-ce la dirigeante d'Action directe ou la prisonnière brisée par un an de solitude et près de trois mois de jeûne, qui, dans son terrible flirt avec la mort, aurait retrouvé une innocence presque enfantine ? Lors de l'interpellation suivante, M. Ripert vient expliquer à la presse que « Nathalie Ménigon veut de prendre conscience de ce qu'elle a fait au cours de cette audience. Elle ne réalisait pas ce qu'elle disait. Elle est effondrée ».

De fait, ayant sans doute pesé dans la perfusion une éphémère vigueur, l'accusée retrouve, d'une voix raillée, les accents de la combattante : « Ce qui se déroule ici est inadmissible, explique-t-elle. Je n'ai pas les moyens de répondre comme je le voudrais. On me vole mon identité de révolutionnaire communiste. On me force à répondre à des mots par d'autres mots dans une atmosphère inconsciente. D'ailleurs, je ne répondrai plus. Je n'ai pas la capacité d'assumer ce procès comme une personne humaine ».

Elle tiendra parole. Toute la suite du procès se déroulera dans la plus parfaite indifférence de l'accusée. Un procès dont l'objet même ne présente qu'un intérêt secondaire. Oui, c'est bien Nathalie Ménigon qui, le 13 septembre 1980, rue Pergolèse à Paris, a vidé plusieurs chargeurs sur les policiers qui lui avaient tendu une souricière. Il n'y a à ce mystère ni matière à contestation. A-t-elle tiré deux ou trois chargeurs ? A-t-elle dégainé la première ou cru voir une arme dans les mains des policiers et redouté de se faire assassiner ? L'audience n'a pas permis d'éclaircir ce point.

Après s'être déclaré « choqué par la froideur de l'analyse de Nathalie Ménigon, pour qui « un policier n'est qu'un obstacle sur la route de la liberté sans qu'elle pense une seconde que c'est aussi un être de chair et de sang », le procureur a requis quinze ans de réclusion criminelle.

Reconnaissant des circonstances atténuantes à l'accusée, la cour, après un bref délibéré, l'a condamnée à douze ans, conduisant ainsi cette longue après-midi de happening médico-judiciaire.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## Détournements de fonds à l'AS Saint-Etienne

## Un comptable écorné

SAINT-ETIENNE de notre correspondant

Le comptable de l'Association sportive de Saint-Etienne a été inculpé, mercredi 17 février, d'escroquerie, d'abus de confiance et de faux en écriture et de faux en signature. Gérard Guillot, âgé de quarante deux ans, est soupçonné d'avoir détourné à son profit une somme de plus d'un million et demi de francs sans attirer, pendant plusieurs mois, l'attention des dirigeants du club de football. Le comptable aurait reconnu avoir gardé à plusieurs reprises une partie de la recette après les matches à domicile et équilibré ses comptes au moyen de chèques provenant des sponsors.

Gérard Guillot avait commencé à détourner des sommes modestes, puis ses prélèvements s'étaient aggravés depuis le dernier championnat. Soupçonné d'être de voir se raviver le souvenir du scandale financier qui avait touché le club en 1982, M. André Laurent, président de l'AS Saint-Etienne, a tenu, mercredi, à ramener l'affaire à ses justes proportions, à savoir la malhonnêteté d'un comptable.

J.T.

## DÉFENSE

Au conseil des ministres

## Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 17 février a approuvé les promotions et nominations suivantes.

● **MARINE NATIONALE.** — Est élevé au rang et à l'appellation d'amiral, le vice-amiral d'escadre Alain Denis, nommé inspecteur général de la marine nationale, en remplacement de l'amiral René Beaussant, qui atteint le limite d'âge de son rang le 16 avril prochain.

[Né le 24 août 1928 à Cannes et ancien chef de Naval, Alain Denis a successivement commandé l'escorteur côtier le *Prigone* (1960), l'avisos-escorteur *Victor Schoelcher* (1971), et la frégate *Dugay-Trouin* (1975). En 1978, il commande l'Ecole navale et, en 1981, il est sous-chef d'état-major « matériel » à l'état-major de la marine. En 1984, Alain Denis commande l'escadre de la Méditerranée à Toulon et devient major général de la marine en 1986. Il était vice-amiral d'escadre depuis novembre 1985.]

Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Yves Goupil, qui est nommé major général de la marine nationale.

Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Hervé Le Pichon ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Louis Le Hegarat.

Est nommé commandant l'aviation embarquée et le groupement des porte-avions, le contre-amiral Michel Debray.

● **ARMÉE DE TERRE.** — est

élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Bernard Dupont de Dinechin, nommé major général de l'armée de terre en remplacement du général Albert Biard qui atteint le limite d'âge de son rang le 27 mars.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Michel Couture et Patrice Laumondais ; général de brigade, les colonels Jacques Méné, Etienne Madrenco et Philippe Rémond.

Est nommé : inspecteur de la

défense opérationnelle du territoire, le général de division Jean Cot.

● **AIR.** — Sont promus général de brigade aérienne, les colonels Claude Rosella, René Huere et Philippe Englinger.

Sont nommés : commandant les écoles de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Bernard Gonyon ; commandant en second la défense aérienne et les forces de défense aérienne, le général de brigade aérienne Roger Mathieu ; directeur de la circulation aérienne militaire et vice-président du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne, le général de brigade aérienne Claude Signoret ; directeur adjoint des centres d'expérimentations nucléaires, le général de brigade aérienne Claude Stengel.

● **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jean Bodenez et Michel Colin de Verdère ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Yves Daubas, Marcel Le Guen, Yves David, Daniel Doyen, Maurice Mellano et Bernard Monnerie.

Sont nommés : directeur du service de la surveillance industrielle de l'armement, l'ingénieur général de première classe Gilbert Béranger ; directeur régional (Paris) du service de la surveillance industrielle de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Guy Chardet.

● **Deux supercalculateurs** commandés par le CEA. — Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) vient de passer commande de deux supercalculateurs à la firme américaine Cray Research Inc. pour un montant de 13 millions de dollars, soit un peu plus de 75 millions de francs. Ces deux nouvelles machines, un Cray X-MP/14 SE et un Cray X-MP/26, seront installées l'une au centre d'études nucléaires de Cadarache (Gard) au cours du premier trimestre de cette année et l'autre au centre de Saclay (Essonne) pendant le troisième trimestre.



## CAMPUS

## L'aventure au Québec

L'OFFICE franco-québécois pour la jeunesse a vingt ans. Depuis sa création, en février 1968, soixante mille jeunes Français et Québécois ont participé à ses programmes d'échanges, qui ont tissé un réseau unique de solidarité, de relations professionnelles et de coopération dans les secteurs les plus divers. Pour mieux répondre aux besoins des jeunes de tous les milieux, l'Office n'a pas joué uniquement la carte « voyages découverte-jumelages », mais aussi la « partenariat » pour la réalisation d'entreprises communes.

Organisme bigouvernemental, mais doté de la personnalité juridique, l'Office demeure donc un des points forts de la francophonie. Cette année encore, il apportera son aide à divers projets réservés à des jeunes de dix-huit à trente-cinq ans : stages pratiques dans le cadre de la formation professionnelle, coopération inter-universitaire, développement des liens entre associations ou voyages d'études.

A l'occasion de cet anniversaire, l'Office lance le « Grand Prix de l'aventure au Québec », destiné à concrétiser un projet d'aventure sportive de qualité (inscription jusqu'au 28 mars). Et pour sensibiliser les jeunes Français et Québécois à l'avenir de leur langue et de leur culture, il organise un concours de « nouvelles d'inspiration sur la francophonie ». On devra, par exemple, imaginer quels seront, dans les premières années du troisième millénaire, la place de la francophonie dans le monde et les défis qu'elle devra relever pour ne plus apparaître comme une citadelle assiégée face à la culture anglo-saxonne. Mais toutes les questions et leurs réponses sont possibles. Les manuscrits sont à déposer à Paris ou à Montréal avant le 31 mai.

J. P.

Office franco-québécois, 5, rue Logelbach, 75047 Paris Cedex 17. Tél. : (1) 47-66-04-76.

## Aide juridique

Les étudiants du DESS administration locale de la faculté de droit de l'université de Reims viennent de créer une association Aide juridique et conseil aux collectivités locales. Cette association s'adresse également aux divers organismes et personnes impliqués dans la vie locale.

(A.J.C. Collectivités locales, 57 bis, rue P.-Taittinger, 51100 Reims. Tél. : 26-06-21-21.)

## Hygiène et paranoïa

Les séminaires psychanalytiques de Paris proposent, les mercredis 2 mars, 13 avril, 18 mai et 8 juin, un enseignement sur l'hystérie, la psychose de l'enfant et la paranoïa.

(Séminaires psychanalytiques de Paris, 62, rue de Solna, 75008 Paris. Tél. : 46-53-52-63.)

## Image informatique

Les élèves de l'Ecole universitaire d'ingénieurs de Lille

(EUDIL) organisent le 18 mars une journée-conférence sur le thème L'image informatique dans la production industrielle. Universitaires et industriels feront le point sur l'état des recherches dans ce secteur et des applications qui s'y rapportent.

(EUDIL-Université des sciences et techniques, 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex. Tél. : 20-43-46-08.)

## Patrimoine

Les étudiants du DES de gestion du patrimoine et la jeune chambre économique de Clermont-Ferrand organisent les 10, 11 et 12 mars prochain, leur deuxième « Carrefour de l'épargne et du placement 1988 ». Les locaux de la faculté seront donc ouverts aux visiteurs pour leur permettre de recueillir les informations nécessaires à la gestion de leur patrimoine.

(Faculté des sciences économiques, 41, boulevard Gergovia, 63002 Clermont-Ferrand Cedex. Tél. : 73-83-84-20.)

## M. Jean-Pierre Pierre-Bloch a été inculpé d'infraction au code électoral

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF) a été inculpé, mercredi 17 février, d'infraction au code électoral par M. Claude Grélier, juge d'instruction à Paris. Quelque temps avant la fin de la campagne électorale de 1986, M. Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris, avait fait circuler dans les rues de la capitale des camions publicitaires recouverts d'affiches le représentant, ainsi que son coéquipier, M. Jacques Domini, député (UDF) de Paris. La similitude des faits reprochés aux deux candidats pourrait conduire à l'inculpation prochaine de M. Domini, actuellement impossible du fait de la session extraordinaire du Parlement.

M. Pierre-Bloch a été inculpé d'infraction à l'article L-51 du code électoral qui interdit l'affichage politique hors des emplacements prévus à cet effet, pendant la durée de la campagne officielle, cela dans un souci d'équité entre candidats.

L'inculpation de M. Pierre-Bloch a été provoquée par une plainte avec constitution de partie civile déposée par les « verts » de Paris-Ecologie. Des responsables du RPR ont déjà en maille à partir avec la justice en raison d'autres plaintes des « verts » pour des infractions voisines (Le Monde du 27 novembre 1987).

M. Grélier avait saisi à Paris (19), le 28 janvier, au siège d'une agence internationale de publicité dirigée par M. André Cohen, des comptes relatifs aux dépenses engagées par MM. Pierre-Bloch et Domini

nati pour les besoins de leur campagne. Certaines factures sembleraient avoir été payées en espèces. Le démontage de cette comptabilité pourrait donner lieu à d'autres inculpations.

A sa sortie du bureau du juge, M. Pierre-Bloch a déclaré : « J'ai été inculpé d'infraction à l'article L-51 du code électoral. Il y a eu une enquête de la police pour savoir s'il n'y avait pas de fausses factures ».

« L'enquête a permis d'établir que la campagne avait été payée d'une façon régulière. Le juge s'est retenu contre moi que l'infraction à l'article L-51 du code électoral. Il est à noter que l'affichage mobile ne rentre pas dans le cadre des articles du code électoral qui ne concernent que l'affichage classique, ce qui risque de faire jurisprudence et va permettre de déflorer les droits des candidats ».

de la Folle-Méricourt à Paris (19). Il ne s'est pas étendu aux quatre étages supérieurs de l'immeuble, mais le fumée s'est rapidement propagée et a intoxiqué une trentaine de personnes. Celle-ci on été évacuées par les pompiers et hospitalisées. Les trois fillettes, qui appartenaient à une famille de cinq enfants, étaient seules lorsque l'incendie a éclaté.

● Un colloque sur l'identité française. — Le Grand Orient de France organise à Paris le samedi 20 février, à partir de 9 heures, un colloque sur le thème « Etre Français aujourd'hui », avec la participation de MM. Albert Jacquard, auteur d'« Eloge de la différence », Michel Caron, député régional du Fonds pour les travailleurs immigrés, Michel Hanouin, député (RPR) de l'Isère, Paul Lagarde, professeur de droit, Alain Finkielkraut, philosophe et écrivain, et André Dahmen.

● Trois fillettes périssent dans un incendie à Paris. — Trois petites filles âgées de neuf mois, deux et quatre ans, sont mortes carbonisées dans un incendie mercredi soir 17 février. Le ministre s'est déclaré profondément attristé et a promis qu'elles habitaient au premier étage d'un immeuble situé au 44, rue

de la Folle-Méricourt à Paris (19). Il ne s'est pas étendu aux quatre étages supérieurs de l'immeuble, mais le fumée s'est rapidement propagée et a intoxiqué une trentaine de personnes. Celle-ci on été évacuées par les pompiers et hospitalisées. Les trois fillettes, qui appartenaient à une famille de cinq enfants, étaient seules lorsque l'incendie a éclaté.

● Un colloque sur l'identité française. — Le Grand Orient de France organise à Paris le samedi 20 février, à partir de 9 heures, un colloque sur le thème « Etre Français aujourd'hui », avec la participation de MM. Albert Jacquard, auteur d'« Eloge de la différence », Michel Caron, député régional du Fonds pour les travailleurs immigrés, Michel Hanouin, député (RPR) de l'Isère, Paul Lagarde, professeur de droit, Alain Finkielkraut, philosophe et écrivain, et André Dahmen.

● Trois fillettes périssent dans un incendie à Paris. — Trois petites filles âgées de neuf mois, deux et quatre ans, sont mortes carbonisées dans un incendie mercredi soir 17 février. Le ministre s'est déclaré profondément attristé et a promis qu'elles habitaient au premier étage d'un immeuble situé au 44, rue

de la Folle-Méricourt à Paris (19). Il ne s'est pas étendu aux quatre étages supérieurs de l'immeuble, mais le fumée s'est rapidement propagée et a intoxiqué une trentaine de personnes. Celle-ci on été évacuées par les pompiers et hospitalisées. Les trois fillettes, qui appartenaient à une famille de cinq enfants, étaient seules lorsque l'incendie a éclaté.

● Un colloque sur l'identité française. — Le Grand Orient de France organise à Paris le samedi 20 février, à partir de 9 heures, un colloque sur le thème « Etre Français aujourd'hui », avec la participation de MM. Albert Jacquard, auteur d'« Eloge de la différence », Michel Caron, député régional du Fonds pour les travailleurs immigrés, Michel Hanouin, député (RPR) de l'Isère, Paul Lagarde, professeur de droit, Alain Finkielkraut, philosophe et écrivain, et André Dahmen.

● Trois fillettes périssent dans un incendie à Paris. — Trois petites filles âgées de neuf mois, deux et quatre ans, sont mortes carbonisées dans un incendie mercredi soir 17 février. Le ministre s'est déclaré profondément attristé et a promis qu'elles habitaient au premier étage d'un immeuble situé au 44, rue

de la Folle-Méricourt à Paris (19). Il ne s'est pas étendu aux quatre étages supérieurs de l'immeuble, mais le fumée s'est rapidement propagée et a intoxiqué une trentaine de personnes. Celle-ci on été évacuées par les pompiers et hospitalisées. Les trois fillettes, qui appartenaient à une famille de cinq enfants, étaient seules lorsque l'incendie a éclaté.

● Un colloque sur l'identité française. — Le Grand Orient de France organise à Paris le samedi 20 février, à partir de 9 heures, un colloque sur le thème « Etre Français aujourd'hui », avec la participation de MM. Albert Jacquard, auteur d'« Eloge de la différence », Michel Caron, député régional du Fonds pour les travailleurs immigrés, Michel Hanouin, député (RPR) de l'Isère, Paul Lagarde, professeur de droit, Alain Finkielkraut, philosophe et écrivain, et André Dahmen.

● Trois fillettes périssent dans un incendie à Paris. — Trois petites filles âgées de neuf mois, deux et quatre ans, sont mortes carbonisées dans un incendie mercredi soir 17 février. Le ministre s'est déclaré profondément attristé et a promis qu'elles habitaient au premier étage d'un immeuble situé au 44, rue

de la Folle-Méricourt à Paris (19). Il ne s'est pas étendu aux quatre étages supérieurs de l'immeuble, mais le fumée s'est rapidement propagée et a intoxiqué une trentaine de personnes. Celle-ci on été évacuées par les pompiers et hospitalisées. Les trois fillettes, qui appartenaient à une famille de cinq enfants, étaient seules lorsque l'incendie a éclaté.

● Un colloque sur l'identité française. — Le Grand Orient de France organise à Paris le samedi 20 février, à partir de 9 heures, un colloque sur le thème « Etre Français aujourd'hui », avec la participation de MM. Albert Jacquard, auteur d'« Eloge de la différence », Michel Caron, député régional du Fonds pour les travailleurs immigrés, Michel Hanouin, député (RPR) de l'Isère, Paul Lagarde, professeur de droit, Alain Finkielkraut, philosophe et écrivain, et André Dahmen.

● Trois fillettes périssent dans un incendie à Paris. — Trois petites filles âgées de neuf mois, deux et quatre ans, sont mortes carbonisées dans un incendie mercredi soir 17 février. Le ministre s'est déclaré profondément attristé et a promis qu'elles habitaient au premier étage d'un immeuble situé au 44, rue

de la Fol



# Le Monde DES LIVRES



Michel Leiris : un homme discret pour des confessions extrêmes.

## Le miroir brisé de Michel Leiris

A cor et à cri : une leçon  
de littérature autobiographique

QUATRE-VINGT-SIX ans, Michel Leiris continue d'exercer le métier d'agent secret. Il a beaucoup voyagé. De l'Afrique fantôme de sa jeunesse, il est passé à l'âge d'homme, non sans faire un détour par l'Espagne tauromachique. Mais il aimait, il aime toujours autant la clandestinité. Dans son dernier livre, *A cor et à cri*, Michel Leiris s'interroge sur ce personnage délaissé par la mode, qui « cessa bientôt d'écrire, puis même de parler » pour se venger du silence dont il était devenu la victime. Bizarre histoire qui en dit long sur le malheur d'être ignoré dans les sociétés du paratexte.

Michel Leiris préfère l'incognito. Il refuse d'être un « gibier de presse », et la République des lettres ne fait que l'apercevoir. Seule, peut-être, sa concubine le rencontre. Souscrirait-elle au portrait qu'il trace de lui-même (« Parisien parmi des millions, un vieux petit monsieur mis soigneusement mais avec attention, sans barbe ni moustache et la tête rase, qui n'arrive plus à trouver dans l'écriture un moyen de ne pas être pétrifié à la vue de la Méduse qui loge en lui ») ?

Le paradoxe veut que cet homme discret se prête à des

confessions extrêmes. Même si la chose s'accomplit au détriment de soi, il entend se mettre au net et aller jusqu'au bout de son entreprise. Pour lui, c'est acquiescer sa note. Michel Leiris se considère comme l'obligé de Michel Leiris. Et le vieux monsieur donne encore une leçon de littérature autobiographique.

### Le hurlement d'Artaud

On ne saurait raconter sa vie comme une histoire. Les apparences tranquilles de récit continu sont le plus souvent une tromperie, car elles rendent cohérent ce qui était divers et dispersé. Obéissant aux caprices d'une mémoire indocile et rétractaire à l'ordre, Michel Leiris se dévise dans des fragments de souvenirs qui ressemblent aux morceaux d'un miroir brisé... Ce petit genre à mauvais genre dans le paysage littéraire actuel. Tant pis ! Ce mauvais sujet de Michel Leiris préfère les incertitudes de la vérité aux certitudes du mensonge.

Au gré de ses reminiscences, il médite successivement sur le cri, la parole et le chant. Il se rappelle « la plainte sans nom » qu'un de

ses amis proféra, comme « quelque chose qui reçoit un coup bas ». Mais la plainte de cet homme était dictée par le désespoir d'amour qui s'abaissait sur lui, à la façon d'un oiseau rapace. Michel Leiris entend toujours le hurlement que pousse Antonin Artaud devant une assemblée respectueuse, sinon guindée. Quelque chose de plus que la bienfaisance était menacé, car le cri est resté comme un « enlèvement de la voix ». Michel Leiris, qui a fréquenté les Dogons, nous apprend que ce peuple relie « la parole et le tissage ». Des lors, « on peut assurer que le cri, avec sa violence abrupte, est (...) un trou qui une déchirure dans le tissu de la vie civilisée ».

A quoi sert la parole ? A dissimuler ses sentiments, à « formuler un désir », à « annoncer une nouvelle », ou à « donner un ordre ». Elle sert aussi à conjurer le silence. Michel Leiris s'étonne que l'on évoque le passage d'un ange pour signaler le retour de cette mauvaise bête dévotieuse. Double face des humains : ils recherchent le silence pour se délivrer des tumultes, et s'en effrayent quand il s'installe. Ensuite, ils s'efforcent de le meubler avec des moyens d'infirmité, mais la science dénonce les propos qui sont vains. Notre commerce avec les autres nous permet toutefois de ruser souvent avec la bête vorace, de la distraire et de l'évincer. Lorsqu'elle est vraiment apprivoisée, nous connaissons la luxure de ces conversations qui traitent de la pluie, du beau temps, des mœurs de l'époque ou de ses travers et qui s'interrompent, par moments, sans avoir peur.

### Le sens de l'hospitalité

Tout cela, Michel Leiris ne le dit pas nécessairement, mais il procède à ses invités l'occasion de le dire. Ce qui distingue les grands écrivains, c'est leur sens de l'hospitalité. Et leur manière d'éclaircir les choses sans les dépouiller de leur mystère. Quand on se trouve dans une maison de campagne soudain privée de lumière, à l'heure du dîner, on est reconnaissant envers la personne qui découvre des bougies au fond d'un tiroir. Le lecteur de Michel Leiris éprouve la même sorte de gratitude à son égard.

La chère Mme de Sévigné — qui était la meilleure dans cet art de convoquer quelqu'un s'exerçait le dix-septième siècle, avec des enthousiasmes de débauché — employa l'expression « à cor et à cri » pour dépeindre l'impatience d'un archevêque réclamant son coadjuteur. Michel Leiris n'a pas les façons d'un prélat. Il semble approcher la « confiance de bout du rouleau » que lui fit une vieille parente : « Je ne crois pas en Dieu... Dieu est une métaphore ». Pourtant, il adresse des prières au langage : « Que les mots me cherchent au lieu que je cherche mes mots ! (...) Que, ni héros ni ange, j'atteigne grâce à leur sorcellerie ma stature la moins dérisoire ! »

On retrouve les Dogons. Car les mots, pour Michel Leiris, sont des gris-gris. Il écrit afin de « noyer (son) tourment dans le blanc du papier ». Afin que « la vraie et ultime vérité — vérité sans phrase — cesse de (le) prendre à la gorge », et que, transformée par les vertus du langage, elle devienne « source d'envnement ». Lorsqu'il réussit ce tour de magie, il appelle cela chanter. Mais, à la fin du livre, nous lisons les beaux vers d'un homme qui désespère de ses prières et qui saisit le sentiment de l'inexorable.

FRANÇOIS BOTT.

★ A COR ET À CRI, de Michel Leiris, Gallimard, 188 p., 79 F. Gallimard réédite l'*Afrique fantôme* dans la collection « Tel » (656 p., 85 F.).

## Les messes basses de Truman Capote

Prières exaucées, un livre posthume  
moins drôle que vulgaire.

EN mourant à la veille de ses soixante ans, en 1984, des suites d'une longue et savoureuse habitude et dans un regrettable accident de toxiques, Truman Capote laissa des milliers de lecteurs désolés et quelques vieilles dames des deux sexes en état d'alerte maximale. Allait-il, de l'an-dé-là, mettre ses menaces à exécution, la verrait-on enfin la vengeance du serpent à plumes ? Depuis 1966, il avait promis à son éditeur un ouvrage à l'enseigne de sainte Thérèse d'Avila (« Il y a plus de larmes versées sur les prières exaucées que sur celles qui ne le sont pas »), dans lequel il dévoilerait « tout » sur les coulisses de la société mondaine qu'il connaissait de près, comme un pou connaît son chien, en hôte ingrat.

D'autres ouvrages l'avaient distrait de son projet, toujours remis à plus tard, et on n'en connut que des extraits publiés en revue. Un peu de mystère flotta au moment de sa disparition. On était l'inférieur manuscrit ? Volé par un amant ? Caché dans une consigne automatique ? Ou simplement (c'est le plus vraisemblable) détruit par Capote lui-même ? Pour l'heure, il n'en reste que les trois chapitres parus dans *Esquire*, dont voici la traduction française.

Il y a peu de liens entre *Des monstres à l'état pur*, Kate McCloud et la Côte basque. L'auteur passe de l'un à l'autre en se tenant vaguement à la rampe incertaine d'un fil narratif assez lâche, sous le masque de P. B. Jones, un jeune homme de compagnie en mal de confession. Né bédard, « bébé abandonné au balcon d'un théâtre de Boulevard de Saint-Louis », élevé très tôt dans la chaude affection des camionneurs (« Que n'aurais-je pas fait pour quelques cents de chocolats ? »), il est entré au service de Miss Self comme call-boy tous azimuts, après avoir roulé sa bosse entre Tanger et Paris, à faire le zouave en public et le masqué en privé. Du grain, il ne retient aucune bonne manière, sous prétexte que l'argent vite acquis n'est jamais distingué. Il n'est pas gêné pour autant de le dépenser allégrement et reconnaît

ne pas valoir beaucoup mieux que les cocottes qu'il raille.

Vu par un bouffon comme Jones, au ras des court-pointes, le monde est égal à son grand appétit, fondu dans un seul carnaval, sans hiérarchie. Une fausse comtesse veut un vrai banquier, un danseur, une courtisane. Faulkner est un ivrogne obsédé des Lolitas, Sartre un « louche », Beauvoisine « taupé », Koestler un « nabot agressif », Camus est « grêle, soupçonneux ». D'ailleurs, Paris est un « pissoir en cru », les Français chargés de péchés (suspicion, ladrerie, cupidité, méchanceté, pas moins), c'est à peine si la France ne doit pas son salut à la seule présence du bar du Ritz, où tant d'Américains viennent s'échouer, pensant que c'était un endroit convenable. Au Ritz, au champagne et surtout à la verveine, bizarrement promise au rang d'opium revigorant.

### Vendre la mèche intime

Peu importe, au demeurant, les souvenirs confus de P. B. Jones, son propos est limpide : balancer le plus de monde possible, vendre la mèche intime, secrète, dénoncer avec un rôle de puritan celles et ceux qui partagent les mêmes mœurs que lui, dont l'essor est tel qu'on hésite à jurer que la nature est vraiment contre. Ainsi, un tel, et tel autre, Paul de Grèce, James Dean, mais oui, et Montgomery Clift... vrai ou faux, qui s'en soucie, la technique de Capote est d'accumuler les noms, de « mouliner » un maximum de personnalités et de disposer des célébrités dans le tableau pour accréditer le tout. Ce n'est plus une peinture, mais une rafle : plus un pamphlétaire, un délateur hystérique.

Ce que Proust avait pu révéler, à travers des filtres et des transpositions, n'était pas moins dangereux pour l'auteur que la matière de ses « prières ». Mais on est bien loin, avec ces alcools virulents, des alambics de la distillation proustienne. Plus Capote frappe dur et bas, plus il est facile, comme en témoin son style relâché moins drôle que vulgaire.

MICHEL BRAUDEAU.  
(Lire la suite page 19.)

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Around de l'œuvre de Gustave Flaubert

## Emma, c'est vous et moi

« A U lieu de faire une œuvre, il est peut-être plus sage d'en découvrir de nouvelles sous les anneaux. » C'est Flaubert qui écrivait cela à Louise Colet en janvier 1847. Il parlait de professionnalisme à professionnelle. Il ignorait qu'un jour, enfin, tout lecteur digne de ce nom se considérerait, comme l'amateur d'art, de la « boutique », et prendrait plaisir à savoir comment c'est fait, une histoire inventée. Madame Bovary se suiciderait-elle ? Le bonheur de lire ne consiste plus à attendre, des dévouements dévoilés d'avance par tous les bons résumés scolaires, mais à se demander avec les professeurs, ne serait-ce que pour mieux connaître notre propre imaginaire — car enfin si Emma c'est lui, Gustave c'est aussi vous et moi, — à se demander, dis-je, où diable les auteurs vont chercher tout ça...

C'est très exactement à cet étonnement naïf que tiennent de répondre, sur le ton docte qui les justifie, les récentes disciplines universitaires baptisées critique génétique et narratologie. A l'aide des plans, correspondances et brouillons qui ont précédé le texte définitif, on découvre comment le récit s'est transformé et tend, c'est là sa plus grande séduction, à nous métamorphoser nous-mêmes : telle est, dans *Métamorphoses du récit*, l'ambition de Raymonde Debray Genette, appliquée à Flaubert parce que c'est l'« homme-plume » de Croisset qui a ouvert la crise moderne du roman, et parce qu'il a laissé, on va le voir dans un instant, une masse de documents préparatoires sans égale.

ON sait, en particulier par les lettres à Louise Colet, le défi que s'était lancé l'auteur de *Bovary* : s'absorber totalement de ce qu'il racontait, s'interdire la moindre réflexion personnelle. Il n'y est pas parvenu, bien sûr. Et ses manquements au contrat initial deviennent des informations majeures. Qui, sinon le narrateur, décrète que le bourg d'Yonville est couché le long de la rive « comme un gâfien de vaches faisant sieste au bord de l'eau » ? Qui, sinon l'auteur et selon un art de la suggestion dont nous faisons nos délices, associe la sensation de « berges glissantes » ou de « rivières féeriques », lors de la visite d'Emma chez sa

nourrice, aux prémices d'adultère et aux relents de fausse morale ?

L'intérêt des brouillons est de renseigner moins sur le développement d'un projet arrêté que sur ce qui l'a démenti, sur ce qui est advenu au fil de la plume, sur les bonheurs inopinés de la création. En cela, ils posent plus de questions que le texte abouti ne peut fournir de réponses. Peu d'approches scientifiques de l'écriture réservent à ce point le part du mystère. Claudine Gothot-Mersch en avait déjà fait la preuve, dans sa *Genèse de Bovary* (1986) ; Raymonde Debray Genette aussi, dans son article de revue *Le Chêne et le Sphinx*, repris ici.

MÉTAMORPHOSES DU RÉCIT jette une lumière particulièrement frappante sur les diverses méthodes de description, que l'on pourrait classer par ordre d'effacement croissant du romancier. Balzac, c'est connu, ne s'embarrasse d'aucun scrupule. Il pénètre dans les rues de Saumur, puis dans la maison Grandet, avec l'aplomb rationnaliste d'un cinéaste poussant son « travelling » avant. Stendhal aurait aimé éviter les inventaires matériels, qu'il détestait, mais il n'y échappe pas : le Rouge et le Noir s'ouvre sur une visite presque batzazienne de Verrières, avec recours à un « voyageur » anonyme, auquel le lecteur est sommé de s'identifier. Au fait, le fameux « miroir que l'on promène le long d'un chemin » et qui est censé définir sa manière romanesque, Stendhal ne nous dit pas qui le tend ni qui est supposé le regarder...

Alors que Balzac et Stendhal visent moins à donner le sentiment d'espace que de temporalité, Flaubert combine les deux données à égalité. Soit que les choses apparaissent à un narrateur omniscient, soit qu'elles passent par le regard d'un des personnages, la description flaubertienne obéit au même glissement : de l'exposé d'histoire et géographique vers un fouillis de petits détails, ustensiles de ferme ou bibelots de salon, véritables points de suspension qui font basculer la myopie minutieuse du peintre dans l'aveuglement, et l'hyperréalisme dans le fantastique.

(Lire la suite page 17.)

Cette langue  
qu'on croyait connaître...

HENRIETTE WALTER  
LE FRANÇAIS DANS  
TOUS LES SENS

Ses charmes et  
ses contradictions.  
Tel qu'on le parle,  
tel qu'on l'écrit  
et tel qu'on l'aime.



ROBERT LAFFONT



## A LA VITRINE

## ESSAIS

## Le mythe

## n'a pas bonne presse

Malgré les efforts de la philosophie et des sciences humaines pour réhabiliter le mythe, le mot n'a pas bonne presse, chez les croyants des Révolutions historiques en particulier. On le laisserait volontiers aux Grecs et aux « païens ». Il existe pourtant bel et bien des mythes — des récits fondateurs — dans la tradition juive, en particulier dans le livre de la Genèse, à commencer par les célèbres récits de la Création. Néanmoins, dans la Bible « canonique », la pureté monothéiste a eu tendance à les réduire radicalement.

Il n'en va pas de même dans les commentaires ultérieurs, Talmud et Midrash, qui ne se font pas scrupule d'en raconter, pour justifier des préceptes, des coutumes et des rites incompréhensibles sans eux. La différence entre mythes grecs et mythes hébreux serait précisément le souci moral et politique de ces derniers. Les sabbats et un mythe hébreu rapportés par Graves et Patai sont directement extraits de la Bible ou reconstitués par eux à partir de versets bibliques isolés, mais plus encore à partir du Talmud et du Midrash, avant d'être commentés avec précision. C'est clair et instructif, peut-être excessivement compliqué ; mais la comparaison à l'avantage de restituer tout l'univers mythique du Proche-Orient ancien.

JEAN-LOUIS SCHLEGEL.

★ **LES MYTHES HÉBREUX**, de Robert Graves et Raphael Patai, traduit de l'anglais par J.-P. Lardoux, Fayard, 294 p., 120 F.

## L'homme

## et le « progrès »

Robert Latitudes fait partie de ces mutants qui ont compris à temps que pour être bien dans sa peau, à l'époque de la diffusion rapide des techniques nouvelles, il suffisait d'avoir une teinture de chacune d'elles et, pour le reste, de se comporter en « honnête homme », constamment adaptable et passionné de lecture, de musique, de cinéma, de peinture, enfin de disciplines qui ne servent à rien pour l'augmentation du cash flow de l'entreprise qui vous fait vivre.

Aujourd'hui directeur d'un grand établissement financier, il répond aux questions de Georges Siffert, qui s'est fait, pour la circonstance, une tête un peu trop poussée de Huron. Le thème choisi est « le défi de l'innovation », et l'un des chapitres les plus féconds est celui qui pose la question : est-il indispensable d'aller si vite ? L'homme s'adapte à ce mouvement perpétuel et de plus en plus frénétique ? Ce que nous appelons « progrès » est-il bon pour l'homme ?

Robert Latitudes répond : le mouvement, c'est la vie. Si la crise, c'est le déséquilibre, la vie, c'est-à-dire l'évolution, c'est l'équilibre dans

## EN POCHÉ

★ Une nouvelle collection exploitant le fonds de l'éditeur qui la publie, a vu récemment le jour : « La bibliothèque Albin-Michel ». Une présentation agréable et une première sélection de qualité la mettent sur les rangs de celles qui existent dans cette catégorie — « Les cahiers rouges », Grasset, « L'imaginaire » Gallimard ou « La bibliothèque cosmopolite », de Stock. Parmi les premiers titres citons l'*Anthologie de l'amour sublime*, de Benjamin Péret, l'*Abbé Jules*, un roman anticlérical d'Octave Mirbeau ; un récit historique d'Henri Béraud, *le Vitrail de la lune* ; et aussi Chardonne (*l'Épithème*) et, pour les étrangers : Erskine Caldwell et Thomas Mann.

★ Deux nouveaux titres dans la collection « Folio-Essais » : *le Banquet de Platon*, dans la traduction de Robin avec une préface de François Châtelet, et *le Sacré et le Profane*, une « Introduction générale à l'étude phénoménologique et historique des faits religieux » écrite par Mircea Eliade en 1956.

★ Georges Duby, qui vient d'être reçu à l'Académie française, avait publié en 1979 une série d'études sur *Hommes et structures du Moyen Âge*. La collection « Champs » chez Flammarion réédite ces textes, en deux volumes ; la *Société chevaleresque et Seigneurs et Paysans* (n° 181 et 182).

★ Le *Don Quichotte* de Cervantès, dans la traduction que Jean Cassou avait réalisée pour « La Pléiade » à partir des traductions françaises du dix-septième siècle, est republié en deux volumes en folio (n° 1900 et 1901).

★ Dans « Les cahiers rouges » (Grasset), un récit de Primo Levi, *la Trêve*, qui raconte la libération des camps en 1945 et le retour d'un groupe de prisonniers italiens. Traduit de l'italien par Emmanuel Le Joly.

★ « Le livre de poche » reprend quelques succès récents de la librairie : *les Funérailles de la sardine*, roman avec lequel Pierre Combescot obtenait le prix Médicis en 1986 (n° 6396) ; *la Colère de l'agneau*, de Guy Hocquenghem, publié en 1985 (n° 6373) ; enfin l'essai d'Elisabeth Badinter, *L'un est l'autre*, paru en 1986 et qui parle sur un nouvel « équilibre » entre l'homme et la femme (n° 6410).

une succession de déséquilibres. Ce que nous vivons, c'est un processus d'adaptation. Les transformations des mentalités sont toujours lentes, Fernand Braudel l'a bien montré, mais finalement le changement technique est assez bien absorbé, parce qu'il y a une espèce de régulation par l'invention technique et les habitudes des hommes.

Notre auteur a raison de dire que la curiosité, le goût de connaissances sont inhérents à l'esprit humain et que l'on n'arrête pas le « progrès », mais, dans ce cas, l'on ne voit pas comment ce serait « à l'ensemble des scientifiques de définir les limites à leurs recherches », puisque non seulement ils sont jugés et punis, mais en outre, ils sont plus avides que tous les autres de faire avancer la connaissance. La société, seule, semble-t-il, le pouvoir de créer des obstacles devant certaines dérives de la recherche, dont ne parle pas assez Robert Latitudes.

Il reste que son livre est au centre d'un puissant débat qu'il contribue à élargir avec l'essor qu'on lui connaît.

P. D.

★ **L'APPRENTI ET LE SORCIER**, de Robert Latitudes, Plon, 206 p., 70 F.

## ÉCRITS INTIMES

## Les acidités

## d'Alain Blanc

La revue *Poésie* présente (éditions Rougerie, Montmartre, 87330

Médan-sur-Seine) consacré sa dernière livraison (n° 85, 168 pages, 60 F) aux maximes, aphorismes et dires brefs. Roger Judrin, Alain Andraud, Armand Morio et Seng Ts'an (traduit du chinois par Michel Seuphor) sont au programme ; mais la contribution la plus singulière est celle d'Alain Blanc.

Ce pessimiste hors norme écrit des aphorismes pour pouvoir ricaner à distance de lui-même et, accidentellement, des autres lorsqu'il n'est pas trop fatigué. Bien qu'il considère le suicide comme « un cas clinique de *névrose dépressive* », Alain Blanc s'accorde un délai de réflexion chaque fois qu'il a le loisir d'assister à un enterrement.

Les acidités d'Alain Blanc sont toutes plus réjouissantes les unes que les autres. Parfois, l'auteur se démaquille et apparaît alors un homme tendre pour qui « les arbres servent leur vie avec des feuilles mortes ».

PIERRE DRACHLINE.

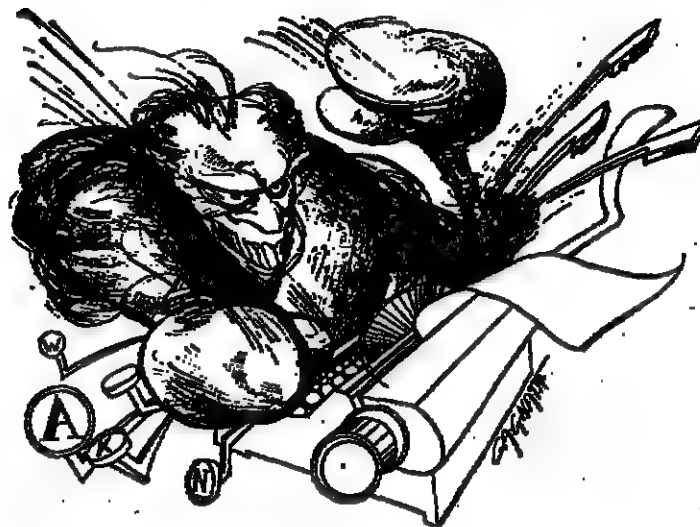
## Les offrandes

## de Christian Bobin

Pour retrouver le chemin parcouru depuis l'enfance, Christian Bobin sème derrière lui des livres aussi discrets que les cailloux du Petit Poucet. On en compte huit aujourd'hui, qui tendraient à s'effacer les uns devant les autres, mais chaque livre, chaque ligne, touche le cœur à vif. Qui a jamais senti la vérité de plus près, assemblée les mots avec un tel bonheur qu'en avançant l'impulsion à traduire l'émotion, restituer l'enchantement, apaiser l'inquiétude, les nous émeuvent, nous enchantent, nous paissent ? L'auteur semble découvrir en même temps que le lecteur une sagesse lumineuse dont l'éclat l'éblouit, la perfection l'intimide. Il s'en approche sur la pointe des pieds, un doigt sur la bouche et soupire : « La grâce d'un seul jour, comme la rosée ? » Quelle langue inventer pour lui rendre l'hommage qu'elle mérite ? Heureux Matisses qui « peint avec des ciseaux, découpe même le ciel des arques de vin pur et des printemps de soie bleue » ! L'écrivain, lui, doit patienter, la plume en l'air, guettant un temps hors du temps, le huitième Jour de la semaine, le terme de sa présence. En silence, il prépare ses offrandes : des fruits, des fleurs, des feuilles et des branches, quelques bribes de chanson, de très anciens souvenirs qu'éclaircit le rire d'une petite fille. S'il « écrit très peu mais encore trop », c'est pour nous enseigner et s'adresser à lui-même : « l'art d'écouter ce qui n'est pas dit ».

De sa vie, il ne parle guère, foute, prétend-il, d'événements à signaler. Ce qu'il nous livre appartient à tout le monde : « le va-et-vient entre la solitude et l'amour », « les grands sentiments qui entrent dans l'âme comme les loups dans la ville » ou « la pluie qui met un peu d'automne sur l'été comme une tache sur une pomme ». Derrière lui, on devine

une maison, la silhouette d'une femme, l'ombre vive d'un enfant, ceux qu'il aime « et qu'il espère encore, même quand ils sont là ». Est-il plus exacte définition de l'amour ? Il a tant à leur dire que, durant leur sommeil, il leur adresse *Lettre pourpre* ou *Lettre d'or*. Ses phrases glissent au fil du papier comme « les araignées d'eau qui inventent la légèreté d'une voie entre les deux éternités massives de la terre et de l'eau ». Elles tissent



CAGNAT.

d'un volume à l'autre une toile diaphane, sans début ni fin, qui porte en filigrane le secret de sa raison d'être. Livre à chacun d'y déchiffrer le sésame.

GABRIELLE ROLIN.

★ **LE HUITIÈME JOUR DE LA SEMAINE**, de Christian Bobin, éditions Lettres vivres, distribution Distig, 80 p., 59 F.

★ **LETTRE D'OR**, de Christian Bobin, éditions Fata Morgana, 55 p., 48 F.

## HISTOIRE

## Tout l'éclat

## de l'hiver

Voilà l'histoire intime d'une saison qu'on dit si souvent « morte ». Martin de la Soudeire est un ethnologue assez poète, un savant trop amoureux des mille parfums de la vie pour n'avoir pas subodoré qu'on pouvait dire l'hiver, là-haut, quelque part en Margérite, quand souffle la « brisa », là où naguère il savait « cueillir la montagne » (voir *le Monde* du 8 août 1986). Car l'hiver fait parler la montagne ; il conte la différence, loin du climat ensoleillé et fébrile, à l'écart du bourgeois calfeutré. L'hiver, il faut savoir y vivre quand le gel et la neige découpent l'horizon du monde. Dès qu'on y a pris ses quartiers, le regard se fait plus vif et plus clair sur les lignes et les choses.

Un livre de cette trempe ne s'oublie pas. On y trouve, à la fois, l'invincible « carnet de bord » du bon enquêteur recueilli dans son hameau, dans l'attente du signal orange des engins du déneigement qui « fraient » les congères vers La Chavade, dans les mille rumeurs et les récits épiques qui tournent autour du « loto » de l'arrière-salle du bar-tabac, dans cette acuité de l'isolement qui pousse les patients de l'hiver au-delà d'eux-mêmes. Une autre vie s'installe, dans la silence blanc, souterrain comme le « tunnel » qui relie le paysan à son étable, plus personnelle, épurée des imaginaires de la déresse et de la veillée.

Cette chronique d'un isolat est complétée par des raids chez le météorologue du sommet de l'Aigoual, chez les gens des Ponts et Chaussées de l'Arèche qui débloquent chaque jour la campagne immobile. Elle saute de montagnes tempérées en espaces canadiens, elle jongle avec les dictons et les poèmes, les images et les drames. Elle braconne avec bonheur.

Cet hiver décollé jusqu'à plus soif, plein d'histoire et de veillées, est un mode de vie et un espace à rêver. Il fallait un bien fier talent pour le dire si haut, à l'heure des « sports d'hiver » à entrain mécanique. C'est fait, répondez-le, dans un de ces livres qu'on n'oublie pas.

JEAN-PIERRE NOUX.

★ **L'HIVER, A LA RECHERCHE D'UNE MORTE-SAISON**, de Martin de la Soudeire. La Manufacture, collection « L'homme et la nature », 268 p., 149 F.

## La passion

## de Julien

## et Marguerite

Diaboliques, dit Barbey d'Aurevilly à leur propos, et à écrit, à la mémoire de ces amants naufragés. Une page d'histoire. Quand la nouvelle parut, Julien de Ravalet et sa

étrangère, surtout poétique, on ne peut que se féliciter de disposer de plusieurs versions. Plus hautes que celle d'Armel Guerne, qui figure dans l'édition des œuvres au Seuil, la traduction de Lewinter est probablement plus proche du texte allemand.

Cette version des *Sonnets* paraît dans les cahiers *Ulysse fin de siècle* publiés à Dijon. L'association qui porte ce nom (2) est dirigée par Alain Coulange et François Cornière. C'est sous l'invocation de l'*Ulysse* de Joyce, imprimé par Maurice Durand, à Dijon, en février 1922 (mois d'août d'ailleurs...), que les animateurs ont placé leur entreprise. Cinq cahiers seront annuellement publiés et vendus par souscription. Les textes seront modernes et inédits ou anciens et méconnus. Parmi les premiers titres : des *Lectures de Paul Celan*, de Roger Laporte ; *l'Enfant voyeur*, de Jacques Borel ; *Ce que parler veut dire*, de Gérard Areguel...

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ **SOUVENIRS SUR RAINER MARIA RILKE**, de la princesse Marie de Tour-et-Taxis, préface de Maurice Betz, Obélisque (11, rue Beaurepaire, 89100 Sens), distr. Distig, 174 p., 82 F.

(1) Le volume des *Œuvres*, de Rilke, consacré à la correspondance (Seuil, 1976), contient un choix de ces lettres. Les éditions Albin-Michel avaient publié en 1960 la correspondance complète de Rilke avec la princesse, dans une traduction de Pierre Klossowski, avec une introduction de Rudolf Kassner. Ce volume vient d'être republié dans la nouvelle « Bibliothèque Albin-Michel » dont nous signalons la naissance dans la rubrique « En poche ».

(2) Association *Ulysse fin de siècle*, c/o F. Dominique, 74, rue de Valenciennes, 21370 Plombières-les-Dijon. Souscription annuelle (cinq cahiers) : 220 F., oblige à libérer à l'ordre de S. Roth, CLCI.

## ROMAN

## « La collectionneuse »

## version Dussidour

Quand le récit commence, André Gabriel a quinze ans. Elle fréquente, en seconde, le cours Jeanne-d'Arc. Elle est la jeune fille brune à qui un motocycliste, traversant avec fracas le jardin des Tuileries, semble donner le signal d'un départ. Des lors, comment supporter l'odeur rance de l'école ou, la table familiale, la soupe de légumes qu'accompagne l'écoute obligatoire du journal télévisé ?

Tandis que son amie Virginie attend de sentir battre son cœur, André, large les yeux, les mains et explore, à corps perdu, un continent nouveau. Mais elle met une observation méthodique à ses subterfuges d'adolescente. Le premier est Hubert le marin, qui lui fait rêver d'éscaliers lointains. Si Paolo ensuite l'initie à des jeux plus pervers, Jacques la ramène à une relative innocence.

Les suivants sont des artistes : Yves le photographe myope, Jean-Philippe le peintre velleitaire, Hervé le poète insomniaque. A travers ces trois-là, André cherche, naïvement, à définir sa propre image d'artiste. « Qui m'aime, de qui suis-je amoureux, ces questions m'importent peu au regard de celle-ci : suis-je capable d'aimer ? »

Car, à la différence de la collectionneuse de Rohmer, André est en outre une lectrice insatiable. Artaud, Lautréamont, Laclos : elle dresse un « catalogue, Patient et raisonné ». Les prénoms des écrivains s'ajoutent et se mêlent à la ronde qui la fait tourbillonner : Frédéric, dit Blaise, parti à bord du Transsibérien, Franz, dont elle hante chaque soir le château, dans ses cauchemars.

On est au début des années 80. Au cinéma, on donne *Julien et Jim* et *la Mégère*. Avec une violence sourde mais dédoublée, André a achevé de quitter une enfance « enivrante », s'ennuie et désespère. Entre elle et Pierre, c'est peut-être l'amour. En tout cas, par-delà ces mois de révolte, elle se sent désormais capable de vivre « sur un accord dissonant avec le monde ».

Dénué de complaisance, ce récit d'apprentissage sort de l'ordinaire. Le regard froid, l'écriture brève, allègrement provocatrice, révèle avec évidence le talent acéré d'une débutante qui clame, avec un enthousiasme ironique : « Vivent les pages noircies !... Vive la noirceur de la littérature et de l'existence ! »

MONIQUE PETILLON.

★ **PORTRAIT DE L'ARTISTE EN JEUNE FEMME**, de Dominique Dussidour, Grasset, 205 p., 84 F.

## S.B. Majrouh, poète afghan assassiné

## Le pouvoir exilé

AFGHAN et poète, c'est-à-dire conteur inspiré, Sayd Bahodine Majrouh a été assassiné à Peshawar le 11 février (le *Monde* daté 14-15 février). L'ancien doyen de la faculté de Kaboul laisse une œuvre imposante, *Ego-Monstra*. Nous en publions ci-dessous un bref passage inédit où se manifeste cette lucidité de la table à caractéristique du poète qu'il était. Ce fragment, écrit en 1985, est extrait du « Cycle IV », intitulé *Le Voyageur de Minuit chez les exilés*.

« Un soir le Voyageur trouve le jeune homme, de retour, devant sa porte. Ils s'installent au dehors, et parlèrent sous la lune éteinte. — Je me suis rendu chez les anciens, et j'ai été reçu par de grands chefs. Leurs tribus les respectaient. L'un d'eux me fit asseoir à son côté sous sa tente étincelante. Nombreux, son escorte ; diligents, ses serviteurs ; savoureux, ses victuailles ; rares, ses fruits. Je le remerciai de son hospitalité, puis, prudemment, lui posai ma question : O Chef vénéré, dis-moi, qu'est-ce que l'exil ?

Il se tut d'abord, caressant sa longue barbe noire, et déclara : — Jeune homme, sache que l'exil vient de l'absence de chef. Sans guide, les hommes sont dans l'exil.

— Et vous-même, pourquoi n'êtes-vous pas ce guide éminent ? — Je me suis présenté, répondit-il. Quelques-uns, courtois, me reçurent avec honneur ; mais ceux-là seulement, et non pas tous.

J'en déduisis que les gens ne ressentent pas un tel besoin. Le chef n'était pas le ramené, ni le réponse. Le chef n'avait jamais réfléchi quant à l'exil. Il avait uniquement pensé au pouvoir, et son pouvoir n'était qu'un exil en dérive. Lui, et bien d'autres comme lui, suivis de leurs escortes, se rendaient chaque jour au bazar et promenaient par les rues leur noblesse recherchée d'un puissant qui les restaurerait dans les privilèges de leur rôle. Le grand chef était un vieil enfant rêvant d'un ancien jouet. Mais l'exil ? ah, l'exil... »

(Traduction et adaptation de Serge Sautreau et de l'auteur.)

سید مجروح



كتاب من اجل

ALA VITRINE

## DU LIBRAIRE

### DERNIÈRES LIVRAISONS

#### ARCHITECTURE

● JEAN-CLAUDE DELORME: *Les Villas d'artistes à Paris*. Ils s'appelaient Louis Sue, Auguste Perret, Pierre Patout, Pierre Chareau ou Le Corbusier. Architectes novateurs, ils vont construire, dans les premières années du siècle, un peu partout dans Paris et sa proche banlieue, des villas, des hôtels particuliers pour une clientèle d'artistes désireuse d'un autre environnement quotidien. Au fond d'impasses du quatorzième ou du seizième arrondissement, au détour d'une rue de Boulogne ou de Meudon, il reste quelques témoignages de cette architecture, qui fut, à l'époque, violemment contestée. Illustrée de nombreuses photographies de Stéphane Couturier, ce livre propose donc une promenade-découverte sur un « rêve pétrifié ». (Éditions de Paris, 15 rue André-del-Sarta, 75018 Paris, 255 p., 195 F.)

#### BIOGRAPHIE

● LOU MOLLGAARD: *Kiki, reine de Montparnasse*. Une biographie d'Alice Prin, dite « Kiki », modèle de Man Ray et de Picasso, qui incarne l'un des mythes du Montparnasse de l'entre-deux-guerres. (Robert Laffont, 334 p., 92 F.)

#### CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Ouvrage collectif: *Laforgue aujourd'hui*. Un recueil scolaire de textes consacrés à l'auteur des *Moralités légendaires*, réunis à l'occasion du centenaire de sa mort, le 20 août 1887. Présentation de James Hiddleston, Notons les contributions d'Yves Bonnefoy, Jean-Pierre Richard, Daniel Grojnowski... Voir « le Monde des livres » du 28 août 1987. (José Corti, 210 p., 125 F.)

#### LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● ISAAC BASHEVITS SINGER: *Le Fantôme*. Nouvelles. Un recueil de textes du Prix Nobel, dont la plupart ont paru dans *The New Yorker*. Traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay. (Stock, 341 p., 120 F.)

● ISMAIL KADARE: *Eschyle ou l'Éternel Perdant*. En évoquant la vie et l'œuvre du grand tragédien grec, l'auteur d'*Avril briel* s'interroge dans ces pages sur la véritable mission de l'écrivain. Traduit de l'albanais par Alexandre Zotos. (Feyerd, 132 p., 69 F.)

#### HISTOIRE

● ELOISE MOZZANI: *Magie et Superstitions, de la fin de l'Ancien Régime à la Restauration*. Au siècle des Lumières et de la Révolution, supposé celui du scepticisme, la magie était encore très pratiquée. Une analyse de la prégnance de l'occultisme dans les différentes classes sociales de cette époque. Préface de Jean Tulard. (Robert Laffont, 457 p., 125 F.)

#### LITTÉRATURE

● FÉNELON: *Les Aventures de Télémaque*. A travers le récit des tribulations de Télémaque à la recherche de son père Ulysse, destiné à l'éducation du jeune duc de Bourgogne, Fénelon se livre à une critique de l'ambition démesurée des souverains, qui lui valut de tomber en disgrâce auprès de Louis XIV. Texte établi avec introduction, chronologie, notes, choix de variantes et bibliographie par Jeanne-Lydie Goré. (Classique Garnier, 633 p., 130 F.)

#### MUSIQUE

● STENDHAL: *L'Opéra italien, notes d'un dilettante*. — Encore aux débuts de sa carrière romanesque, Stendhal assiste au Théâtre italien aux représentations qui marquent la fin du bel canto et l'avènement du chant romantique. Ce livre est le recueil des chroniques musicales qu'il publia dans le *Journal de Paris*, de septembre 1824 à juin 1827. (Michel de Maule, 191 p., 69 F.)

#### RÉCIT

● JEAN-LOUIS CURTIS: *Les Mœurs des grands fauves*. Quatre fictions mettant en scène des créateurs et des intellectuels aux prises avec leurs contradictions. (Flammarion, 191 p., 79 F.)

#### ROMAN

● YVES NAVARRE: *Romans, un roman*. Tour à tour conte, journal, récit, pièce de théâtre, carnet de notes, sept textes composent ce roman qui prolonge, sans intention de le clore, la biographie de l'auteur du *Jardin d'acclimatation*. (Albin Michel, 693 p., 150 F.)

## Passage en revues

### Littérature, poésie

● En marge des plaintes et lamentations sur la médiocrité de la poésie en France, il importe peut-être de s'interroger sur les représentations, les images, que ce genre littéraire véhicule parmi ses lecteurs. L'enquête que publie *Polyphonies* (n° 6, été-automne), réalisée durant l'été 1987 avec la revue *Corpus écrit*, apporte quelques éléments utiles en vue d'une telle analyse. Ainsi, 43 % des personnes interrogées écrivent de la poésie et, parmi celles qui n'en écrivent pas, plus de la moitié en ont écrit. Dans une large mesure donc, le mode d'expression poétique rapproche, quand il ne fait pas se confondre, les rôles du lecteur et de l'auteur. « *Plaisir esthétique* » pour une majorité de lecteurs, la poésie représente, pour 32 % d'entre eux, une « *forme de connaissance* ». A ce propos, Jean-Yves Masson, qui analyse les résultats de cette enquête, a raison d'insister sur la richesse des expressions qui viennent à la plume des personnes interrogées pour qualifier et définir la poésie; richesse qui force le « *respect* » et qui donne à penser: bien au-delà du loisir et de la distraction, la poésie engage une part essentielle de l'expérience humaine. Ce même numéro propose un bel ensemble sur « *le voyage* » avec notamment des poèmes de Hugo von Hofmannsthal, traduits de l'allemand par J.-Y. Masson. (*Polyphonies*, BP 189, 75665 Paris Cedex 14, distribution Distique, 50 F.)

● Poésie et rareté ne se contredisent pas, souvent s'harmonisent, quand l'excès et l'orgueil du vide sans parole n'imposent pas leur pouvoir. Claude Royet-Journoud et les éditions Spectres familiales publient depuis octobre 1987 une revue mensuelle qui a un titre aussi bref que son contenu et réduit que son format, *Zuk*. Ce parti pris en faveur de la brièveté — qui est aussi celui d'une autre revue de qualité et d'exigence



CAGNIAT.

publiée à Amiens par Jacques Darras, *In'hui* — n'enlève rien à la qualité des textes choisis: Jean Daive, Bernard Collin, Edmond Jabès, Dominique Fourcade... mais aussi des poètes américains. (Spectres familiales, 4, rue Gabriel-Péri, 83760 Le Revault-les-Bains, 9 F, abonnement annuel: 100 F.)

● A sa troisième livraison, la *Treizième* confirme, en même temps que sa valeur, ses options et orientations. Elles sont fort différentes de celles de *Zuk*: disons, pour rester, nous aussi, brefs, que la *Treizième* est davantage tournée — référence à Nerval oblige! — vers le mystère que les mots désignent, sans pourtant le lever, que vers celui dont les mots disent savamment la trame. Max de Carvalho, directeur de la publication, propose, outre ses propres textes, un choix de poèmes et de prose d'écrivains brésiliens, inconnus des lecteurs de langue française; citons Augusto dos Anjos, poète moderniste du début du siècle, et, plus près de nous, Ferreira Gullar. (*La Treizième*, 6, rue de Jarente, 75004 Paris, abonnement pour deux numéros: 170 F et 220 F, étranger et soutien.)

● Du Brésil également dans *Banana Split* (n° 20-21), deux poèmes de Carlos Drummond de Andrade, le grand poète mort durant l'été 1987, traduits par Inês Osek-Depér. La même traductrice propose quelques fragments de *Libro do desassossego*, que Fernando Pessoa ne cesse, sous l'identité de Bernardo Soares, d'écrire de 1913 à 1934, un an avant sa mort (1). Toujours dans la brièveté, proposons à la méditation des lecteurs cette affirmation: « *Il y a longtemps que je ne suis pas moi!* ». Dans

le même cahier, la suite d'un *Album allemand* dont le premier volet figurait dans le précédent cahier. (*Banana Split*, 27, avenue du Prado, 13006 Marseille, 30 F.)

● Signalons encore quelques ensembles ou dossiers: un beau cahier « *Asiatique* », Chine et Japon, composé par Jean-Christophe Bailly dans le numéro 8 d'*Allée*. (Christian Bourgois, 60 F.)

● Un *Libre parcours* d'André Dhôtel, avec plusieurs inédits, dans les *Cahiers bleus* n° 41-42. (Logis de la folie, 2, rue Michel-le-Grand, 10000 Troyes, 90 F.)

● Un dossier de textes et de photographies sur Denis de Rougemont dans le numéro 29 de la

revue suisse *Ecriture*. (*Ecriture*, case postale 547, 1001 Lausanne.)

● Dans *Nord*, revue de la société de littérature de cette région, un ensemble sur Marceline Desbordes-Valmore et quelques autres poètes romantiques du Nord. (*Nord*, 73, rue Caumartin, 59000 Lille, 39 F.)

● *Av-delà des polémiques et de l'actualité immédiate*, Laure Leroy et la revue *Nyx* (n° 5) consacrent un dossier à la littérature de Nouvelle-Calédonie. (*Nyx*, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris, 40 F.)

● La société Gérard de Nerval, présidée par Henri Bonnet, fête son dixième anniversaire. Elle publie des cahiers annuels et thématiques d'une très bonne tenue, susceptibles d'intéresser non seulement les universitaires mais également les amateurs de l'auteur d'*Aurélia*. Le dixième numéro est consacré aux *Filles du feu*, livre que Nerval publia en 1854. (Société Gérard de Nerval, 22, rue Guynemer, 75006 Paris, 100 F.)

P. K.

(1) Les éditions UNRS (BP 59, 83490 Le Muy) publient, sous le titre de *Libro de l'insolitude*, un choix plus large dû à I. Osek-Depér, des fragments qui constituent ce livre; choix cependant restreint au regard des cinq cent vingt fragments rassemblés dans l'édition portugaise en 1982.

### EN BREF

● La cinquième FÊTE DU LIVRE DE LIMOGES se déroulera les 4, 5 et 6 mars. Le thème de l'aventure a été retenu pour illustrer une série de manifestations, notamment une conférence sur le *Théâtre* et un marathon de lecture, le samedi 5 mars.

● A l'occasion du bicentenaire d'ARTHUR SCHOENHAEUER, né le 22 février 1788, le Collège international de philosophie organise trois journées de colloques (22-24 février 1988) auxquelles participent, entre autres, Jean-Michel Besnier, Roger-Pol Droit, Elizabeth de Fontenay, Anne Henry, Michel Henry, Michel Hulin, Lucie Irigaray, Christian Jambet, Gwendoline Jarczyk, Robert Marnet, sur le thème « *Schoenhaeuer, actuel ou inactuel?* » (1, rue Descartes, 75005 Paris. Tél.: 46-34-37-78).

● Un Colloque JEAN COCTEAU aura lieu à Montpellier, en 1989, pour célébrer le centenaire de cet écrivain. Pendant trois jours seront étudiés les divers aspects de l'œuvre littéraire, cinématographique et picturale, tout sur le campus de l'université Paul-Valéry qu'en

ville même où une exposition « Jean Cocteau et le Sud » sera présentée. Pour tous renseignements, s'adresser à Pierre Calzavara, université Paul-Valéry, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex.

### Les cohérences de Robbe-Grillet

Le personnage mystérieux du philosophe d'Alain Robbe-Grillet — *Le miroir qui revient*, *Angélique ou l'enchantelement* (*Le Monde* du 5 février 1988) — s'appelle Henri de Corinthe. Est-ce un ami du père, l'auteur lui-même, une figure de légende, personne, tout cela à la fois?

Connaisant le goût de Robbe-Grillet pour les devinettes, on peut s'amuser à chercher l'anagramme d'Henri de Corinthe. Cela donne, à très peu près: RIEN DE COHÉRENT. Un hasard? Allons donc!

WILLIAM SHAKESPEARE

## Hamlet

traduit et préfacé par André Lorant

Collection Bilingue

Aubier

Florent GABORIAU

## chrétiens confirmés le sacrement de la croissance

250 p. 100 F

coll. « Théologie Nouvelle »

éd. Ac

30, rue Madame - 75006 Paris

Diff. Tequi

### — LA VIE DU LIVRE —

#### STAGE D'ÉDITION

Initiation aux métiers du Livre (2, 4 ou 6 jours). Les rouages de l'édition: la direction littéraire et artistique, les services commerciaux, diffusion et distribution, la fabrication, le service de presse, droits étrangers et cession, etc.

S.L.P.E.L. Renseignements et inscription: 45-50-23-30 8, place du Palais-Bourbon 75007 Paris.

#### LIBRAIRIE DES ARTS ET MÉTIERS JACQUES LAGET

BP 23 - 28210 NOGENT-LE-ROI

CATALOGUE FÉVRIER 1988 DISPONIBLE:

Philosophie - Religions  
Histoire - Régionalisme  
Critique littéraire - Voyages  
Envoi contre deux timbres

#### SECRÉTAIRE D'ÉDITION

J. F. 35 ans, 13 ans d'expérience cherche situation auprès de

DIRECTION LITTÉRAIRE ou SERVICE DE PRESSE  
connaissance anglaise  
Tél.: 42-05-24-47

#### LIVRES POLONAIS

et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande  
LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél.: 43-26-51-09

## LES GUERRES INDOCHINOISES

Philippe Franchini



### «Un regard unique»

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le Monde

Deja parus dans la même collection:

- La Guerre Secrète
- La Guerre du Pacifique
- Le Réseau Sorge
- Skorzeny
- La Division Das Reich
- et la Résistance
- La Guerre d'Algérie
- La conquête de l'Algérie
- Adolf Hitler
- Dönitz et la Guerre des U-Boote

PYGMALION / GERARD WATELET

#### LA MICROÉDITION EN LIBRE SERVICE III



Tous vos documents  
Microfilm ou IBM  
sur bande magnétique à 1/2  
LASEMARK

45 bd Richard Lenoir 75011 Paris  
Tél: 48 06 84 01  
Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00



## ● ROMANS

# Pascal Lainé à la recherche de ses origines

L'enfance malmenée et meurtrie de deux petites filles  
nées dans l'ombre de la tour Eiffel...

« PASCAL LAINÉ ? Ah oui ! l'auteur de la Dentellière ! » Rien n'agace autant cet écrivain que le rappel automatique, dès qu'on prononce son nom, de ce roman qui lui valut le prix Goncourt en 1974. Comme s'il n'avait écrit qu'un seul livre ! Or une dizaine de titres ont suivi celui-là, sans l'éclipser. Moins réussite ? Je ne crois pas. Je garde, pour ma part, le souvenir du plaisir très vif que m'ont donné entre autres *Tendres Cousines*, cette comédie érotique et légère, et, plus récemment, *Jeanne du bon plaisir* (1984), une bluette, façon dix-huitième siècle, qui se déroulait sous Louis XV.

Le goût de la parodie semblait guider une création où s'affirmait la maîtrise d'une écriture sensible et ironique. Mais, d'un livre à l'autre, Pascal Lainé changeait de modèle. Dans son quatrième roman, *Si on parlait*, n'était-il pas apparu comme un « fiston de Queneau » ? Il s'essayait aussi à tous les genres. Ces dernières années, il a même abordé le roman policier, créant la série de « l'inspecteur Lester », dont quatre titres ont paru.

Où situer cet écrivain ? On se le demandera encore au moment où il commence, avec *Les Petites Égarées*, une entreprise qui promet d'être cette fois de longue haleine et de vaste ambition. Les dimensions du livre elles-mêmes se modifient. Il ne s'agit plus de deux cents pages, mais de près du double, et en grand format. Le premier volume, donné comme une « première époque », sera suivi au moins de trois autres qui vont balayer l'histoire du vingtième siècle. Pascal Lainé, lassé peut-être des « dégustations » successifs qu'il a revêtus pour « se couvrir » — c'est ainsi qu'il a qualifié ses précédents exercices de style (1) — part à la recherche de lui-même.

## La couturière et l'Alsacienne

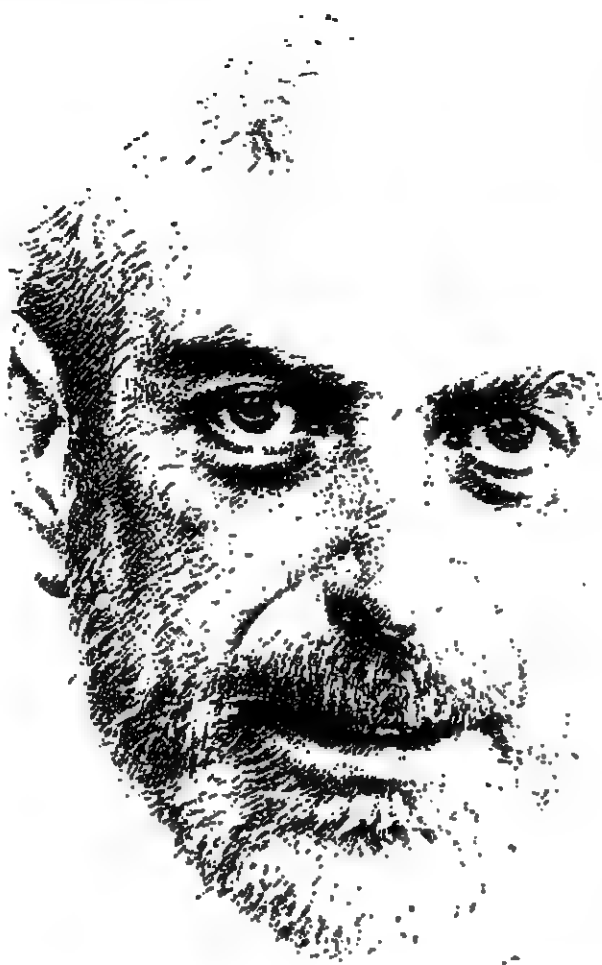
On dira qu'il n'est pas le seul aujourd'hui où l'autobiographie domine à ce point que même les « nouveaux romanciers », comme Nathalie Sarraute, Alain Robbe-Grillet, et ceux qui n'en sont point, comme Patrick Modiano, s'y adonnent. Chacun plie le genre à ses normes personnelles : « tropisme », là, fantasmes de crimes sexuels, et l'enfance d'après-guerre décrite par le troisième roman de Modiano, tout à fait à ses rêves sur l'Occupation.

Ce que nous apporte Pascal Lainé dans *Les Petites Égarées*, c'est un gros roman, tout à fait

## PRIX GÉO-CHARLES



**GÉO-CHARLES**  
PAR FRANS MASEREEL  
4<sup>e</sup> Prix Géo-Charles  
décerné par la Ville d'Enghien-les-Bains  
l'occasion de la Biennale  
« Sport est Culture »  
Prix littéraire destiné à couronner  
une œuvre (nouvelle)  
inspirée par le sport.  
Concours ouvert à tous  
jusqu'au 30 avril 1988  
Règlement complet à  
Prix Géo-Charles  
Musée Géo-Charles  
1, rue Géo-Charles  
93130 ENGHIEUN-LES-BAINS  
Tél. 76 22 58 63



BERENICE CLEEVE

classique, qui semble dater du siècle dernier. Un nouveau pastiche ? Flaubert et son imparfait, son recours au style indirect, son emploi des clichés, idées reçues, phrases toutes faites pour traduire l'esprit d'un temps, son art à mêler le portrait psychologique et l'histoire, sa secrète perception des rapports entre les deux, ne sont pas loin. Ainsi, aux antipodes des recherches modernes, Pascal Lainé, lancé dans la quête de soi, écrit un roman quasi flaubertien.

Il est vrai que l'enfance qu'il nous conte n'est pas la sienne, mais celle de sa mère et de sa tante. Il ressuscite un grand-père, une grand-mère, voire une arrière-grand-mère qu'il n'a pas connus. Il saisit des mentalités qui ne sont plus les nôtres. Quoi d'étonnant à ce qu'il emprunte, pour ce faire, une voie romanesque abolie ? Il lui restitue tout son prestige et tous ses charmes.

Le destin l'a bien servi. Rose et Madeleine ont eu une enfance romanesque, à laquelle la guerre de 1914 sert de toile de fond. Elles sont nées à l'aube du siècle, dans l'ombre de la tour Eiffel, que leur père, ingénieur, a contribué à bâtir. C'est un savant, de souche paysanne, qui croit au progrès et conçoit des inventions qui ne voient jamais le jour. « Il a la géométrie dans la tête », mais rien d'autre.

Il s'est marié rapidement avec une belle et modeste couturière qui habitait les combles de son immeuble. S'est-il seulement aperçu de sa beauté ? Il lui a fait deux filles, entre ses séjours à l'étranger où il construit des ponts. Mais un doute vient à planer sur la naissance de Madeleine, la cadette. La mère, un jour, un soir, s'est abandonnée entre les bras d'un amant et l'avoue. Le père a chassé la femme adultère, qui disparaît. Il épouse sa bonne, une jeune Alsacienne dont il avait déjà goûté la fraîcheur et qui porte un fils de lui. Il confie les deux petites à sa mère. Cette terrible paysanne averse et méchante élève à la dure dans son village, jusqu'à leur dixième année.

À la mort de la vieille femme, le père est tenté de reprendre ses filles, mais la seconde épouse, après, veut régner sans partage. Par une honteuse supercherie, elle convainc son mari d'envoyer Rose et Madeleine dans un lointain couvent. Les fillettes passent au Cœur très pur de Marie les deux premières années de la guerre. Puis elles réussissent à s'enfuir, à revenir à Paris, à retrouver leur

mère, que son abandon a réduite au travail et à une solitude farouchement défendue.

C'est auprès de cette femme à demi détruite que les deux sœurs vont vivre désormais, au milieu de gens humbles mais bons : une ancienne concubine, un émigré polonais qui soupire après la belle dame. Tandis que la guerre se termine, elles apprennent un métier, comptable l'aînée, couturière la seconde. Elles l'exercent. Un projet de fiançailles, sans grand amour, se forme autour de Rose. Devant cet avenir qu'elle croit assuré, la mère, qui commence à perdre la tête, se donne la mort. Rose, juste après être allée présenter le jeune homme à son père, rompra ses fiançailles. Nous sommes en 1922. L'histoire des « petites égarées » s'arrête là, sans que toutefois le livre s'achève.

## La métamorphose du père

Nous retrouvons les deux femmes quarante ans plus tard, au cours d'un voyage en Alsace où elles cherchent en vain la tombe du père. Depuis 1922, elle n'ont plus entendu parler de lui. Ce bâtisseur de ponts aux quatre coins de la planète n'a pas été capable d'établir des liens durables entre ses filles et lui. Elles n'ont même pas été averties de sa mort... « M. l'ingénieur », qui n'est pas plus nommé dans le roman que sa première femme, « la couturière », ni que la seconde, « l'Alsacienne », toujours ainsi désignées, est devenu la proie de l'ancienne bonne qui l'a dévoré. *Les Petites Égarées* établissent le constat d'un échec.

L'auteur, qui n'est intervenu comme narrateur que rarement au cours du récit, participe cette fois au voyage. Ce dernier épisode appartient à ses souvenirs personnels et donne au roman sa portée et son sens. Le père, cet éternel absent, qui n'a pas su aimer ses filles, ni les garder auprès de lui, ni les défendre contre une marâtre, devient le personnage central. On voit un égoïste, un lâche, se métamorphoser, dans l'amour frustré que lui portent ses enfants rejetés du nid, en héros de légende, presque en dieu, avant de retomber dans le néant.

A nouveau, Pascal Lainé sonde l'abîme qui sépare le réel de l'imaginaire. Le réel l'emporte, à coup sûr, dans ce roman qui colle de si près aux petites choses de la vie, pour mieux évoquer les différents cadres et milieux où celle-ci se

déroule : mœurs cruelles de la campagne où l'on tue poules et lapins, grand silence et persécution fœtale du couvent, désordre régnant dans le logement d'une couturière en chambre... Mais les grands événements de l'histoire, la mobilisation, les morts qui se comptent par millions, l'enthousiasme délirant de l'armistice sont également présents, vus, vécus par des personnages auxquels l'auteur se soumet entièrement.

Et pourtant, l'imaginaire ne cesse d'opérer son travail. Il rend magnifiques ou terrifiants les pauvres êtres que nous sommes, jusqu'au moment où, prenant, avec le temps qui passe et apporte ses dégradations, leur juste mesure, nous nous délivrons de leur tyrannie. La figure d'une femme, étonnamment libre et forte, Rose, sort de cette double enfance malmenée et meurtrie. Nul doute que nous la retrouvons dans les tomes à venir. Le premier panneau du retable qui lui est consacré, dans sa facture à l'ancienne, est un riche et grand roman.

JACQUELINE PIATIER.

★ LES PETITES ÉGARÉES de Pascal Lainé, Ramsay/Denoël, 370 p., 110 F.

(1) Dans un recueil d'entretiens avec Jérôme Garcia, *Si j'ose dire*, Mercure de France, (1982).

# La vigilance de Claude Michel Cluny

Le triptyque d'un écrivain d'exigence.

QUEL que soit le genre littéraire où il s'illustre, un bon écrivain ne suit qu'une trajectoire, la sienne, en veillant à ce que le trait ne faiblisse pas. Ainsi de Claude Michel Cluny qui, suivant des modes de création variés, s'élève moins qu'il ne se concentre, apportant à chacun de ses textes la même rigueur, le même allant, une fraternelle unité de ton. Faut-il s'en étonner en ces temps de flot et d'approximation ? Romancier, essayiste, voyageur, poète, il ne s'écartera pas de la voie qu'il s'est tracée en empruntant des registres différents et, poète avant tout, semble apporter la force d'une évidence à ce qu'avance Pessoa, dont il se fait le commentateur : « Pour écrire de la bonne prose, un homme doit être poète, car un homme doit être poète pour bien écrire de toute façon. »

Trois petits livres de C.M. Cluny en apportent aujourd'hui la preuve. *Feuilles d'ombre*, au titre presque whittmanien, est rehaussé d'un sous-titre mystérieux pour beaucoup : « apories ». On désigne par ce terme, nous apprend le Robert, une « difficulté d'ordre rationnel paraissant sans issue ». Les apories poétiques attribuées à un imaginaire Harmodios de Cyrène étaient destinées, précise l'auteur, « à l'enseignement d'un adolescent, peut-être d'un jeune artiste, ou dictées à un « disciple », et se situent dans « l'oblique éclair d'Héraclite ».

En quelques mots, par quelques traits, ces apories semblent, dans leur laconisme, parfois ambigu, affirmer une double disposition :

la disponibilité d'être et le retrait vigilant. Éléments d'une sagesse ? Principes d'une morale ? On en jugera selon que l'auteur mette dans l'un ou l'autre plateau de sa balance des sévérités stoïciennes (« Sache être heureux de peu/Tu n'en seras que plus riche d'être libre de tout ») : des ferveurs épiques (« Goûte à tous les plaisirs sans honte ni préjugés/Toujours un peu en deçà de la faim »), etc. Mais quel que soit l'équilibre cherché dans ce dense petit livre, le filon de la balance reste la rigueur de l'esprit — « N'écris jamais pour te faire plaisir », note Cluny.

Restons dans le jeu des mystères et des incertitudes sur le plan de la fable, ou plutôt de la nouvelle, avec *Disparition d'Orphée*. L'auteur nous invite dans un salon, un soir de décembre 1824, pour s'asseoir en compagnie de quelques beaux esprits : Vivian Denon, ex-sultant des musées impériaux, Talleyrand, Vigny, Bertin l'Ainé, patron du *Journal des débats*, et le peintre Ary Scheffer. Après avoir évoqué la mort récente de Girodet, Vivian Denon révèle un incident dont il fut autrefois l'acteur involontaire dans l'atelier du peintre, à Naples. Girodet, en mal d'inspiration, cherchait à peindre un chef-d'œuvre : il y parvint sous la férule d'un étrange visiteur qui s'imposa comme modèle pour une toile appelée à être maudite... N'en disons pas plus pour ne pas gâcher le plaisir du lecteur.

De la fiction, nous passerons à un petit traité de littérature avec le long commentaire dont Claude

# A la poursuite de Tarzan

À QUOI reconnaît-on un grand reporter opérationnel longue distance, autrement dit un G.R.O.L.D. ? À l'assurance avec laquelle il traverse le hall du Hilton ou de l'Intercontinental et au ton décidé sur lequel il exige une chambre double ! Il peut arriver que, très humblement, l'employé demande : « Mais, puisque vous êtes seul ? » « Pour l'instant ! », répliquera, sans se démonter le G.R.O.L.D. Car il se dit qu'un grand reporter opérationnel longue distance, tel un prince des Mille et Une Nuits, ne saurait rester longtemps seul : le chant des sirènes est l'antidote indispensable au vacarme de l'actualité.

Catherine Welles est une G.R.O.L.D. Elle n'a pas la dégame du baroudeur, mais bien plutôt la piteuse allure de Kathleen Turner au début d'A la poursuite du diamant vert. Sentimentale en diable, elle joue de son charme et de sa naïveté avec un sens si rigoureux de l'autodérision qu'elle en devient presque irrésistible.

## Tant de mauvaises expériences

Et même si elle ne se l'avoue pas, c'est bien à la poursuite du Grand Amour qu'elle, le grand reporter opérationnel longue distance, va nous entraîner, sur un rythme haletant, de Tel-Aviv à Rio, sans oublier San Francisco, où notre romantique se retrouvera couverte de pustules pour avoir été culbutée menu militaire sous un chêne par le jeune premier hollywoodien Robin Mansfield. Cela s'appelle, en Californie, le poison oak, la gale du chêne, et se traite à la cortisone. Toujours bon à savoir.

Avant de dénicher son Tarzan, il faut bien que notre Jane en ait un peu bavé avec les hommes. Chaque liaison s'achève par une remarque désabusée empruntée au héros des Aventures de l'Arche perdue, l'infatigable Harrison Ford : « One more useless experience... » Tant d'expériences inutiles et tant de mousses au chocolat englouties pour adoucir l'amertume des ruptures ne suffiront pas à briser le moral de Jane. Elle n'est pas femme à renoncer à sa part de bonheur et sans doute croit-elle, avec Velvety, qui peut disputer à Harrison Ford le privilège de la sagesse, qu'une mauvaise expérience vaut mieux qu'un bon conseil.

Pour les expériences, Catherine Welles est armée jusqu'aux dents : le PC, le mouvement féministe, les communautés en Californie et même, avec des comparses mormons, un désopilant attentat terroriste. Il n'en fallait pas moins pour qu'elle puisse enfin pister et piéger Tarzan avant de succomber au virus de la maternité.

Annette Lévy-Willard, journaliste à Libération, a su adopter, pour cet adieu à la jeunesse — à sa jeunesse — le ton enjoué des comédies américaines : de quoiqu'il en maintienne, on s'attache à son personnage d'incorruptible romantique, tentant, non sans vaillance, de jouer les G.R.O.L.D. et toute surprise de se retrouver dans les bras d'un faux Bulgare à la poursuite, lui aussi, du diamant vert.

ROLAND JACCARD.

★ MOL JANE, CHERCHEZ TARZAN, d'Annette Lévy-Willard, Flammarion, coll. « Rue Racine », 237 p., 69 F.

Michel Cluny a fait suivre un « essai sur le destin de l'œuvre littéraire » signé Pessoa et rédigé en anglais : *Erostratus*. « La plus grande part de la littérature moderne, note le poète portugais, est de la parole écrite, de la conversation de coin de feu. » Cluny se rallie à l'évidence à cette proposition et « gambade », avec une érudition jamais pédante, sur les terres qu'il aime, aimable visiteur des écrivains de son choix. Il s'en donne en même temps à cœur joie pour opposer l'art et les pouvoirs, la vérité et le faux-semblant, la sincérité et la propagande, occasion rêvée pour se montrer sévère à l'égard de Sartre ou de Camus, virulent à propos de Beauvoir et de Duras, acerbe sur Aragon ou encore pour « la bande » de Tel quel. Une verve assurée et brillante de polémiste sert son propos qui est de conclure sur les dangers que les autorités font courir à l'art alors que « créer n'est que dérision ».

PIERRE KYRIA.

★ FEUILLES D'OMBRE, apories, de Claude Michel Cluny, éditions de la Différence, 96 p., 49 F.

★ DISPARITION D'ORPHÉE, nouvelle, de Claude Michel Cluny, éditions de la Différence, 96 p., 49 F.

★ EROSTRATUS, de Fernando Pessoa, traduit de l'anglais par François Bosso, suivi de LE FLEUVE ET L'ECHO, de Claude Michel Cluny, éditions de la Différence, 158 p., 69 F.

# OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

Dans le stock, ou par la raison de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

Je l'ai lu



## ● HISTOIRE LITTÉRAIRE

## Le voyage terrestre de monsieur Labiche

L'homme qui préférait à tout le métier de faire rire

À la fin du mois de janvier 1888, à Souvigny, en Solonnes, meurt un gros monsieur à l'œil pétillant. Le docteur qui lui pose des sangsues déclare que l'une d'elles n'a rien voulu savoir. Dialogue.

« Et pourquoi ? demande l'homme de théâtre.

« Sans doute n'aime-t-elle pas le sang, répond l'homme de l'art.

« Quand on n'aime pas le sang, on ne se met pas sang-sue ! », s'écrie Eugène Labiche.

Ainsi meurent les enfants revenus de tout, des révolutions et du romantisme : en faisant des mots. Eugène Labiche est fidèle à sa devise : « L'homme n'a été inventé que pour amuser ceux qui le regardent d'une certaine façon. »

Comment devient-on un homme d'esprit qui ne fait de mal à personne ? Comment devient-on Eugène Labiche, auteur d'innombrables pièces et vaudevilles et père éternel du Voyage de monsieur Perrichon, du Chapeau de paille d'Italie ?

Dès 1830, Eugène Labiche s'est échappé de l'usine de glucose de son père, sise à Rueil — de l'épicerie au sucre il n'y a qu'un pas — et, comme tous les bons jeunes hommes, il fait son droit, en écrivant quelques articles. Il participe gaiement à la bataille d'Hernani, il lit Hugo avec ferveur.

Et puis vite, le jeune homme rapide, dont on repère la dent aiguë quand il démolit d'une image un acteur à la mode, fait les choix de son existence. On attendrait une vie légère, un per-



Labiche dans les dernières années de sa vie.

sonnage virevoltant. L'enfant unique et couvé des Labiche cherche au contraire la sécurité. C'est un caractère sérieux, fidèle, en amour, en amitié. Il est constant, responsable, bon maître de son village de Souvigny, bon père, bon ami, bon mari. Il s'en explique dans une lettre très émouvante

destinée à son meilleur ami, Auguste Leveaux — on a peine à le croire ! Il fallait supporter de se nommer Labiche et Leveaux, et on peut rêver que cette fatalité les a poussés tous deux dans la carrière de faire rire.

Donc Labiche écrit à Leveaux. Et il lui décrit la violence des émois qui l'ont saisi devant la peinture italienne, et qu'il est stupéfait, bouleversé, et en réalité inquiet de se découvrir, en 1843, après ses premiers grands succès de vaudevilliste, encore si passionné.

« Mon vieux, écrit-il, je suis empoigné et bien empoigné et en mauvais chemin pour un vaudevilliste. Je voulais entreprendre une comédie, mais j'ai la conscience certaine et triste de ma faiblesse. Je ne suis pas taillé assez grandement ! C'est pourquoi je vais prendre le parti terribles de me laisser vivre tout doucement, et sans effort, entre ma femme, mes enfants et mes amis. »

Il faut donc éviter d'être trop ému, de sortir des rails, savoir qui l'on est, un rieur, « quelques-uns voient triste, moi je vois gai », et ne pas prendre le risque d'être ridicule, ou d'être rejeté, ou d'échouer.

Dès 1851, le voici rivié à son œuvre, à ses triomphes. En 1860, c'est le Voyage de monsieur Perrichon. La manière est parfaitement au point : logique des situations loufoques, ellipses pour croquer les bourgeois qu'il connaît si bien de l'intérieur, une lecture du monde à hauteur d'homme,

sans y regarder trop, parce que cela fait mal. Depuis 1789, on s'est trop agité. Le chemin de fer, comme le remarque Emmanuel Haymann, à qui nous devons la biographie de Labiche, c'est la bonne mesure de l'aventure supportable en 1860. Le risque calculé, à portée de bourse, le quotidien qui se fait rire.

Un rire précis. Est-ce un hasard encore si Nadar est un des amis les plus chers d'Eugène ? Les gags de Labiche sont les instantanés d'une société qui a de belles années devant elle.

En 1877, il se retire, déclarant : « J'ai renoncé à faire rire mes contemporains », tellement il redoutait qu'on lui infligeât le sort subi devant lui par Scribe, un jour : ne plus être aimé.

On découvre alors que ces prétendues grosses farces formaient un théâtre, comme celui de Giraudoux ou de Musset, et qu'il était un délice à lire, à écouter, à voir.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ LABICHE OU L'ESPRIT DU SECOND EMPIRE, d'Emmanuel Haymann, Orban, 332 p., 130 F.

★ LABICHE EN ITALIE D'APRÈS SES CARNETS DE ROUTE, texte présenté par Jean Lambert, Librairie José Corti, « Collection romantique » n° 15, 165 p., 80 F.

— Les Œuvres complètes de Labiche sont disponibles au Club de l'Humour homme, en huit volumes.

— Le théâtre a été publié dans la collection « GF » Garnier-Flammarion.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Emma, c'est vous et moi

(Suite de la page 13.)

Les travaux universitaires de pointe ne visent pas seulement à réjouir une poignée de connaisseurs. Le plaisir des profanes se trouvera augmenté, en relisant Flaubert, par telle ou telle intuition de Raymond Debray Genette sur la manière dont l'auteur de *Bovary* découpe la réalité tantôt en facettes brillantes, tantôt en débris, dont il la peint quadrillée comme par les claires-voies d'une charrette, ou d'une pelissade normande...

CETTE curiosité des profanes pour le « comment c'est fait », il faut remercier l'éditeur Belfond d'avoir mis sur elle avec audace, en lançant dans le commerce un document de 1 000 pages et de 345 francs, sans même l'aide, du moins n'est-ce pas mentionné, de la Caisse des lettres, dont le générosité va souvent à des entreprises moins convaincantes.

Les *Carnets de travail* que voici réunissent la totalité des calepins, plans, brouillons et moindres notes de Flaubert, soit dix fois plus que les 2 000 pages de romans parus, et quelque cent mille heures de travail préliminaire.

Ce n'est pas la première fois qu'on tente de rassembler cette formidable matière première de l'imaginaire flaubertien. Il y a eu notamment les recensions de Louis Bertrand et René Dumesnil, avant guerre, de Marie-Jeanne Durry (1950), de Nadeau pour les éditions Rencontre (1964) et de Maurice Bardèche pour le Club de l'homme (1964). Mais aucune de ces éditions n'atteignait à l'exhaustivité de la somme établie et annotée par Pierre-Marc de Biasi.

Ce jeune universitaire connu pour sa présentation des *Trois Contes* chez Garnier-Flammarion aurait pu se dispenser de chercher des poux à ses devanciers, notamment à Bardèche, comme c'est souvent le cas dans ces surenchères d'érudition, alors que chaque effort nouveau profite des précédents et doit tribut à l'air du temps — aujourd'hui, l'essor de la critique « génétique ». De toute façon, le « B » Biasi fera désormais référence sans difficulté, grâce à sa reproduction intégrale des papiers légués par la « nièce » de Flaubert, Caroline, en 1931 à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris ; grâce aussi à l'historique mouvementé de ces manuscrits, à leur remise en ordre selon la chronologie et la genèse des œuvres, à l'inventaire de la bibliothèque de Croisset, aux bibliographies et index variés.

A chaque lecteur de circuler, au gré de ses préférences et de ses curiosités, dans ce dédale d'ébauches, comme on zigzague dans un lexique. Personnellement, je regrette la relative sécheresse des sources concernant *Bovary*, pour l'élaboration de laquelle il faut se reporter aux lettres, heureusement copieuses, à Louise Colet. J'aurais un faible pour le *Carnet 5* (1869-1874), dans lequel Flaubert amasse science et philosophie en vue de *Bovary* et *Pécuchet*. (Pour les idées politiques, on relira avec amusement son unique pièce, *Le Candidat* — réécrite par le Castor Astral, — dont l'échec mit fin à de vieilles velléités théâtrales ; l'auteur éprouvait trop d'attrance méprisante pour la bêtise, peut-être, ou, comme le suggère malignement George Sand, citée en annexe, trop de goût pour la « réalité » !)

Une impression domine, au sortir de cet amas de notes : très vite, Flaubert semble se désintéresser des détails techniques longuement entassés, il n'y cherche qu'un vague aliment à la rêverie, qui décidera de tout. Comme il l'écrit, en 1875, à la même Sand : par-delà la précision réaliste, son seul but est de « bien écrire ! ».

C'E prodige du style, un enseignant d'anglais, Sylvestre Monod, fait la preuve, par défaut, de ce qu'il est tout. La propos de sa *Madame Bovary* était amusant, en soi. Comme y invite Gérard Genette, dans *Palimpsestes* : pourquoi ne pas récrire *Bovary* « en quittant le point de vue d'Emma » ? Dans la suite et la marge de Flaubert, Monod imagine comment la famille Leblanc, de Ry, marie sa fille au célèbre pharmacien athée et futur décoré. Hélas, rien n'expose à la déception comme les bonnes idées de départ, difficiles à renouveler en route ! Et quelle témérité suicidaire d'en courir une comparaison aussi accablante, de ne donner bientôt d'autre envie que celle... de retourner à la prose du « patron » !

Patrick Meney, quant à lui, compense ces inconvénients par un surcroît de culot. Journaliste, directeur de l'agence Gamme-TV, il ne s'intéresse pas tant à Flaubert qu'à ce qui, de nos jours, rendrait son art impossible. Par hypothèse farceuse, l'œuvre de Croisset est contrainte de récrire *Bovary* en 1988 selon les critères stupides du nouveau « paysage audiovisuel », du porno, de la « pub », du minitel coquin et des sondages. Emma devra mourir plus vite pour ne pas « lasser », trouver des « créneaux », améliorer son « produit ». Charles n'aura plus de première femme, la veuve Buduc n'ayant pas suscité de « sponsors » ; il s'installera à Saint-Tropez, plus « porteur » que Tostes, et roulera en GTI ; Emma « s'écartera » en Amérique avec des complices de série « B », accouchera d'une petite Noire, se prêter aux interviews et se pliera aux souhaits du public, sans échapper toutefois à l'overdose d'antidépresseurs ; et Charles se reconvertisse dans les terrains de golf !...

Meney conduit son pamphlet par l'absurde, en chansonnier, comme s'il « zappait » entre réalité et fiction, hier et demain. Ses meilleurs effets comiques viennent de collages de publicité en guise de dialogues — à la façon de Godard, naguère, — encore qu'à la longue le procédé s'use.

Le pis est que Meney n'exagère et n'anticipe qu'à peine. D'ores et déjà, des adaptations de chefs-d'œuvre sont refusées ou saccagées par les margoulins de la communication dite « moderne », au nom d'arguments à peine plus reluisants, sous leur hypocrisie.

Raison de plus pour célébrer la littérature d'avant ces pollutions, comme un havre d'intelligence et de liberté !

★ MÉTAMORPHOSES DU RÉCIT, de Raymond Debray Genette, Seuil, 316 p., 135 F.

★ CARNETS DE TRAVAIL, de Gustave Flaubert, édition établie par Pierre-Marc de Biasi, Belfond, 1 000 p., 345 F.

★ LE CANDIDAT, de Gustave Flaubert, Le Castor Astral, 102 p., 59 F.

★ MADAME HOMAIS, de Sylvestre Monod, Belfond, 240 p., 92 F.

★ MADAME BOVARY SORT SES GRIFFES, de Patrick Meney, La Table Ronde, 292 p., 89 F.

## Ismail Kadaré



VIENT DE PARAÎTRE :

## Eschyle ou l'éternel perdant

OEUVRES DU MÊME AUTEUR CHEZ FAYARD :

Les Tambours de la pluie.  
Chronique de la ville de pierre.  
Le Grand Hiver.  
Le Crepuscule des dieux de la steppe.  
Le Pont aux trois arches.  
Avril brisé.  
La Niche de la honte.  
Invitation à un concert officiel et autres récits.  
Qui a ramené Doroutine ?  
L'Année noire, suivi de Le cortège de la noce  
s'est figé dans la glace.

SUR LA PROSE ALBANAISE

Anthologie de la prose albanaise,  
présentée par Alexandre Zotos.

FAYARD



## ● HISTOIRE

## Le culte de l'argent

*L'argent a envahi notre actualité quotidienne. Autrefois relégués dans un coin obscur des journaux réservés aux spécialistes, les cours de la Bourse ou ceux du yen alimentent les conversations au Café du Commerce. Ce culte de l'argent-dieu et de l'économie-prophète ne date certes pas d'aujourd'hui; Balzac y voyait déjà la marque d'une chute de l'humanité. Mais son imagination, pourtant féconde, ne pouvait concevoir un monde qui ne se penserait plus qu'au miroir de l'économie.*

*Ce monde, un sociologue de la fin du dix-neuvième siècle, Georg Simmel en avait soupçonné l'émergence. Il avait vu aussi que, contrairement à ce que prétend la nouvelle idéologie dominante, la religion de la monnaie ne mobilise pas les facultés créatrices et le dynamisme de ses adeptes, mais entraîne un effacement général de la vie. Ce que confirment les travaux des historiens qui ont étudié tant la naissance des hommes d'affaires au Moyen Âge que l'histoire financière de l'Ancien Régime : l'esprit d'entreprise et de découverte, lorsque l'argent devient le maître, se dégrade en spéculations et en frivolités de rentiers.*

P. L.

Georg Simmel  
philosophe de la monnaie

Il aura fallu attendre quatre-vingt-sept ans pour que les lecteurs français puissent prendre contact dans leur langue avec un des ouvrages les plus féconds du sociologue allemand Georg Simmel, la *Philosophie de l'argent*. Il faut reconnaître que, même dans son pays, Simmel n'a pas eu la notoriété de ses contemporains Ferdinand Tönnies et surtout Max Weber, sans doute parce que son œuvre est d'une telle complexité qu'elle devait en rebouter plus d'un. Raison de plus pour féliciter les PUF, mais pour regretter aussi que le livre ne soit pas précédé d'une notice sur l'auteur et son temps, les influences qu'il a subies et sa place dans la philosophie et la sociologie, à la charnière des deux siècles.

La *Philosophie de l'argent*, qui suit dans la même collection deux ouvrages traduits du même auteur *Sociologie et épistémologie* (1981) et *Les Problèmes de la philosophie de l'histoire* (1984), présente une des réflexions les plus approfondies qui soient sur le phénomène monétaire. Près de sept cents pages sans une note et avec le minimum de paragraphes vous emportent dans un tourbillon d'abstractions. Si l'on s'accroche fermement, au début, pour

cette forme générale de la vie qu'est l'échange, c'est-à-dire un abandon contre un gain, la quantité de sacrifice nécessaire pour obtenir un objet faisant varier sa valeur. Le désir, en soi, ne pourrait absolument fonder aucune valeur s'il ne se heurtait à des obstacles.

La notion d'argent est l'expression la plus pure de la valeur économique, « le corps dont [elle] s'habille », mais est-elle (a-t-elle) une valeur ? Oui en tant

l'homme possède une valeur absolue qui ne peut être évaluée. Au moment où la majorité des peuples s'oppose à un mouvement inverse, en l'occurrence les représailles juridiques contre les torts et dommages causés par un individu à un autre.

De même, au mariage par achat de la femme qui domine, un moment, dans la majorité des peuples fut substitué le principe opposé de la dot. Quant à la prostitution, dans de nombreuses civilisations primitives, elle n'est nullement ressentie comme dégradante. Aujourd'hui, le déclassé de la valorisation croissante de l'âme humaine et la dévalorisation parallèle de l'argent. La qualité la plus neutre, la plus anonyme de l'argent ne pourra jamais équivaloir à la possession la plus personnelle, la plus « réservée » de la femme. Curieuse constatation : le dégoût de la « bonne » société pour la prostituée s'amoindrit avec l'augmentation du prix demandé à la cliente. La courtisane qui se vend très cher y gagne une « valeur de rareté ».

## La pulsion égoïste

Simmel applique ensuite le scalpel à des situations de corruption, à l'impôt, au travail (où il critique Marx parce qu'il veut ramener toutes les valeurs à l'économique). Comme son parti pris est très scientifique, notre auteur porte peu de jugements, ce qui donne plus de prix à chacun d'eux. Intéressant par exemple de trouver des traces de la « soft-ideologie » en 1900, lorsque Simmel parle du « singulier aplatissement de la vie affective, comparée à la vigueur et à la partialité des époques antérieures ». De même cette notation sur le fait que l'argent ne comportant ni directions ni inhibitions, soit la pulsion subjective respectivement la plus forte, qui, dans les domaines de l'utilisation monétaire, est généralement la pulsion égoïste. Notons aussi ce désabusement pour ce qui est de la prépondérance des moyens sur les fins apportée par l'argent et l'emprise de l'homme sur la nature grâce à la technique « que nous payons en devenant prisonniers d'elle et à renoncer à centrer la vie dans la spiritualité ». A l'époque, de telles affirmations ne couraient pas les rues.

Georg Simmel n'a vraiment pas pris beaucoup de rides. Il était particulièrement opportun de le dépoussiérer, de le sortir du musée des sociologues. L'argent envahit tellement l'actualité quotidienne qu'il faut aussi le regarder autrement que sous sa forme des cours du dollar et de la Bourse.

PIERRE DROUIN.

★ LA PHILOSOPHIE DE L'ARGENT, de Georg Simmel, Presses universitaires de France, collection « Sociologies », 664 p., 198 F.

## Le roi, la guerre et les financiers

FRANÇOISE Bayard dit avoir composé son livre selon la technique du puzzle. On rêve alors d'un jeu à la taille des monuments de glace qui plaisent tant aux Japonais. Écrire l'histoire financière de l'Ancien Régime est, en effet, une entreprise tout à la fois colossale et fragile. Un peu avant ou un peu après 1790, plusieurs jeunes historiens se sont lancés dans l'aventure. Le sujet, dont l'importance avait été soulignée depuis fort longtemps (ne dit-on pas la monarchie morte de ses finances ?), pouvait apparaître comme une nouvelle « frontière » pour l'histoire économique et sociale. Mais les difficultés se mesurent à l'échelle de l'enjeu : des sources retorses, fuyantes, nombreuses mais dispersées, d'une complexité et d'une austérité susceptibles de décourager bien des vocations.

Nous sommes à la saison des résultats. Après le livre de Daniel Dessert (1), en attendant celui d'Alain Guéry — qui ne tente rien moins que de reconstituer les budgets de l'État du seizième siècle au dix-septième siècle — paraît maintenant le *Monde des financiers au XVII<sup>e</sup> siècle*. Daniel Dessert traite de la période 1653-1719, Françoise Bayard s'est attaquée à celle qui précède : 1598-1653, de la fin des Guerres de religion à la fin de la Fronde.

## L'appel aux professionnels

Années cruciales, où s'imposent des formes inédites d'exercice du pouvoir, ce que l'on nomme généralement l'absolutisme. À partir de 1635, le royaume en guerre a accompli un effort financier gigantesque. Bon an, mal an, les Français ont payé. C'est sans doute la preuve que, globalement, ils n'étaient pas si pauvres qu'on avait commencé par le dire. La misère et la révolte ont pourtant, en bien des endroits, accompagné la vertigineuse croissance des dépenses de l'État. De 1618 à 1631, ces dernières augmentent de 66 % ; de 1631 à 1635 (année record), elles sont multipliées par six !

L'administration fiscale traditionnelle n'a pu suivre ; des moyens et des procédures « extraordinaires » ont été mis en place. L'argent manquait, et d'épineux problèmes de trésorerie se manifestaient sans cesse. À une époque où une charrette lourdement chargée de pièces d'or ou d'argent peinait quinze jours durant pour aller de Lyon à Paris, il était souvent impossible de disposer de fonds quand il fallait, là où il fallait. Pas d'autre choix, dans ces conditions, que de modifier les dépenses ou de faire appel aux professionnels de la finance. Bien sûr, depuis bien longtemps, la monarchie avait eu recours à

des prêteurs. La nouveauté, c'était qu'ils allaient mettre le pied à l'intérieur même du système fiscal, puis y pénétrer de plus en plus profondément.

La partie que Françoise Bayard consacre à cette expansion est à la fois la plus austère et la plus précieuse de son livre. Impossible en la matière de se satisfaire de généralités. Il faut évoquer le détail de pratiques souvent tortueuses et toujours embrouillées. Parmi les plus spectaculaires, distinguons ici deux familles : les fermes et les traités. Dans les deux cas, l'État abandonne à des particuliers certaines ressources fiscales, en échange de copieuses et rapides avances. Dans le premier, il signe un bail au plus offrant après une séance d'enchères publiques. Dans le second, il s'agit d'un simple contrat, passé au conseil du roi, qui définit l'objet de l'opération et les conditions financières du recouvrement. Les fermes s'attribuent la levée d'impôts indirects, en place depuis longtemps, comme la célèbre gabelle sur le sel. Les traités, au contraire, se signent au coup par coup. Ils connaissent un développement fulgurant. Au début, ils trafiquent de taxes nouvelles inventées par les « traitants » ou les « donneurs d'avis ». Mais en 1643, les impôts directs eux-mêmes — les tailles — sont pris dans cette tourmente. Les financiers en avancent le montant puis procèdent, pour leur propre compte, à la perception, en association avec les agents fiscaux de l'État.

Ces pratiques paraissent aujourd'hui pour le moins incongrues. Elles furent dénoncées à l'époque mais, pour beaucoup, elles n'étaient condamnables que dans leurs excès. En un temps où les charges publiques étaient asséchées à des biens patrimoniaux, les particuliers qui drainaient les

« deniers du roi » pouvaient sans scandale y prélever leur manne.

Il serait cependant aventureux d'opposer les officiers aux financiers, car il existe de nombreux liens entre les deux milieux, et, plus généralement, avec l'ensemble des puissances. Inutile de revenir sur le mythe du laquais-financier. Bien des traitants sont nobles, ou en passe de le devenir. Et les gentilshommes dédaignent rarement leur alliance. Mais surtout, les financiers dépendent des bailleurs de fonds qui leur accordent confiance et crédit ; parmi eux des archevêques et des princes du sang.

Tout cela ne vaut, bien évidemment, que pour le financier qui a réussi. Françoise Bayard évoque aussi les échecs — 20 à 25 % de faillites — et nous mène à la découverte du monde si mal connu des débutants et des gagnepetits de la finance. Ils servent de prête-nom, capitalisent des miettes, avant de se risquer dans l'approvisionnement des armées en foins, en chevaux, en armes ou en pain. Pour eux, comme pour les plus gros, l'or sort de la guerre. Avec Françoise Bayard, reconnaissons leur succès commun ; ils ont réussi à mobiliser au service de l'État une partie des capitaux de ceux qui échappaient à l'impôt. Succès ambigu à long terme, car les profits de la terre, ou du commerce, en s'engouffrant ainsi dans les appétissantes spéculations des financiers, se détournent d'investissements plus productifs. Début d'une tradition financière.

CHRISTIAN JOUHAUD.

★ LE MONDE DES FINANCIERS AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE, de Françoise Bayard, préface de Pierre Goubert, Flammarion, 622 p., 195 F.

(1) Fayard, 1984.

## Ces trois siècles qui firent le marchand

ON les appelait « pieds-pou-dreux », ces marchands du onzième siècle qui portaient eux-mêmes leur chargement d'une ville à l'autre, dans la poussière des chemins, à la recherche d'un profit qui permettrait de vivre, de racheter un stock de marchandises, et de recommencer. Au quinzième siècle, il reste toujours des colporteurs de fil à coudre et de colifichets, des boutiquiers divers et des cabaretiers, mais ils n'ont plus rien de commun avec les brasseurs d'affaires, négociants et banquiers apparus entre-temps qui, en quelques générations, ont amassé de solides fortunes. Un certain Laurent, du lignage des banquiers florentins Médicis peut être dit « le Magnifique ». Son fils puis son neveu seront papes et son arrière-petite-fille reine de France.

Sans doute de moins prestigieux destins attendent la plupart

des marchands de Lübeck, de Rouen ou de Barcelone. Mais Jean Favier montre, avec talent et érudition, comment, d'un bout à l'autre de l'Europe, des hommes, des familles, ont à la fois créé et leur horizon aux limites du monde et appris à compter, toujours plus, toujours mieux, jusqu'à s'installer dans l'assurance que donne le pouvoir.

Il fallait de l'audace pour aller chercher en Orient qui les épices, qui le soie, qui l'or ; et les Italiens, en particulier, s'y sont entendus à merveille. Mais à partir du moment où l'on construit des galères jaugeant 200 ou 300 tonnes métriques à Gênes ou à Venise, il y faut aussi d'énormes sommes d'argent.

L'audace et la connaissance du vaste monde sont sans doute nécessaires au développement des affaires. Mais la pratique

amène les marchands à s'organiser et à compter ; à tout compter. En s'organisant entre eux, en associant de multiples façons le travail et l'argent, ils ont inventé le capitalisme : rien que cela. En Toscane vers 1350, on distingue très bien le financement d'une entreprise, sa direction, et le salaire.

## Naissance de l'assurance

Si les affaires supposent qu'on prenne des risques, on va bientôt aussi calculer ce risque, et une nouvelle fois compter : l'assurance entre dans le calcul des coûts. Assurance pour ce monde et assurance pour l'autre : on comptera encore le nombre (et donc le prix) des messes nécessaires pour le rachet de l'âme d'un marchand, qui a peut-être pratiqué l'usure

mais qui a sûrement commis les péchés communs à l'espèce humaine. Et quand l'homme d'affaires prend la plume, c'est souvent pour rédiger un mémorial de la vie de sa famille, une genèse de sa fortune, bourré de dates et de chiffres précis. On les appelle *Libres de raison*, et dans son sens original le mot italien signifie veut dire compte. Il y a désormais une religion et une culture propres à l'homme d'affaires.

Parti à l'aventure, le marchand s'est transformé avec le volume pris par ses affaires. Il est devenu l'homme qui compte, de façon toujours plus complexe, celui qui spéculé. « Rares sont les lignages bourgeois qui jouent un rôle dans la vie économique pendant plus de trois générations », observe Jean Favier. Le succès façonne une mentalité de rentier. Le risque est devenu insupportable et

l'homme d'affaires, ou plutôt le fils de l'homme d'affaires, se mue en homme de pouvoir, en administrateur de cité marchande voire en prince, ce qui le place dans un tout autre rapport aux affaires, mais loin de la foire, de la boutique ou de l'atelier.

En faisant parcourir à son lecteur les trois siècles qui ont fait le marchand, Jean Favier renoue avec la grande tradition de l'histoire économique et sociale, fort délaissée chez nous depuis plusieurs années. Il met à notre disposition sa parfaite connaissance des finances médiévales, mais il ne perd jamais de vue que l'homme d'affaires est un homme de chair et de sang avec ses craintes et ses espoirs, dans ce monde et dans l'autre.

MICHEL SOT.

★ DE L'OR ET DES ÉPICES, de Jean Favier, Fayard, 482 p., 120 F.

Joël, in Lito



## D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Marina Tsvetaïeva, la gloire posthume

★ MARINA TSVETAÏEVA. *Un itinéraire poétique* de Véronique Lossky, Sofia, 406 p., 220 F.

★ INDICES TERRESTRES (1917-1919), de Marina Tsvetaïeva, traduit de russe par Véronique Lossky, Côté d'Émeraude Éditions (12, av. du Général-Leclerc, 75014 Paris), reliure avec rabat marquée-page, 250 p., 97 F.

★ MON POUCHKINE, suivi de POUCHKINE ET POUCHKOV, traduit de russe par André Markovitch, Côté d'Émeraude Éditions, 136 p., 79 F.

★ LETTRES D'EXIL (1948-1957), par Ariane Effron et Boris Pasternak, traduit de russe par Simone Luciani, préface d'Irina Emeljanova, Albin Michel, 220 p., 120 F. (à paraître le 25 février).



Silhouette de Tsvetaïeva par E.S. Krongolova (1920).



Autoportrait de Pouchkine (1823).

nécessairement que l'on aime l'immortalité», écrit Tsvetaïeva. «Savoir mourir, c'est savoir surmonter l'égoïsme, c'est-à-dire savoir vivre.»

Chez Tsvetaïeva, la biographie est indissociable de l'œuvre; son art amplifié à l'infini la tragédie d'une existence qui «a voué à un isolement total, à l'exaspération des passions et des tensions, à une brutalité des rythmes et des mots. C'est l'ère Ehrenbourg, qui fut un ami de longue date, qui, le premier, rompit le silence en 1935 en publiant quelques vers de ce «poète maudit», oublié depuis quinze ans, et évoqua sa fille, Ariane Effron, libérée depuis peu des camps le nom de Tsvetaïeva est devenu l'objet d'un culte en URSS. Les Soviétiques la découvrent; on se rend en pèlerinage à Elabouga, dans la République tartare, pour voir le site de la maison — qui n'est plus — où elle s'est pendue le 31 août 1941; on se recueille sur la tombe (viale) que sa sœur a fait dresser dans la cinquième du village en 1981; on l'écrit parcimonieusement —, et deux tomes d'œuvres choisies (complètement introuvables) ont paru à Moscou en 1980; au théâtre de la Tchécoslovaquie, on répète un de ses poèmes dramatiques, *Phèdre*; bientôt, on fera des posters avec ses photos...

EN France, peu à peu, sa comptabilité — mais, peut-être en être autrement, était donnée la difficulté extrême de la traduire — l'œuvre nous est dévoilée; chaque publication nouvelle est un événement qui nous bouleverse, comme il a bouleversé nos contemporains (le *Tu es pleine de talent* — géniale, lui écrit Boris Pasternak (...)). On le dira un jour à son sujet — ou bien on ne le dira pas. Peu importe (...). L'important, c'est ce que tu fais, l'important, c'est ce que tu construis un monde que vient couronner l'énigme du génie. » (Lettre du 25 mars 1926.) Pas-

ternak, qu'elle adore, mais ne rencontre jamais, et qui entretient avec sa fille Ariane en Sibérie une correspondance dans laquelle l'écrite se montre bouleversante.

Quatre livres paraissent ensemble. De et sur Tsvetaïeva. Sous-titrée *Un itinéraire poétique*, la biographie de Véronique Lossky est un travail de plus de vingt ans qui, par l'étude des documents et des entretiens avec ceux qui l'ont connue — amis, ennemis, amateurs de poésie, — nous permet d'aborder en connaissance de cause une œuvre qui est aussi un vaste autoportrait construit tout au long de la vie. Par chance, les deux petits volumes intitulés *Indices terrestres* et *Mon Pouchkine*, chez Côté d'Émeraude (4) — deux merveilles de goût, de beauté et de sérieux, tant par la présentation que par la traduction — éclairent, par l'œuvre même, la biographie.

Moscouite, comme Pasternak son contemporain, Marina Tsvetaïeva — née en 1892 — est la fille d'un professeur d'histoire de l'art, fondateur du Musée des beaux-arts (aujourd'hui Musée Pouchkine). Elle se souviendra toujours d'une merveilleuse jeunesse: elle écrit des vers à six ans, et découvre Pouchkine, son premier poète, (son premier poète assassiné). («*Sur Pouchkine, écrit-elle, j'ai d'abord appris qu'on l'a tué. Après j'ai appris que Pouchkine est un poète et que d'Antoine est un Français.*») Elle apprend le français à sept ans, compose de la poésie en allemand à dix ans, part seule à seize ans en France, où elle voit Sarah Bernhardt dans l'*Alphonse*, publie son premier recueil — *l'Album du soir* — à dix-huit ans. L'année suivante, en 1911, à Kolobneï, en Crimée, elle rencontre Serge Efron, encore lycéen, s'enflamme, l'épouse contre l'avis de sa famille traditionnelle-ment antisémite. Désormais, sa vie tout entière va dépendre de cette passion.

DANS *Indices terrestres*, terrible, fort et émouvant, écrit comme une lettre à son mari, elle raconte la vie quotidienne au temps de la révolution. Dans le train qui, en octobre 1917, la ramène de Crimée vers son mari et ses deux filles — Ariane, cinq ans, et Irina, six mois, — pendant trois jours et trois nuits, elle ne cesse d'écrire son angloise devant ce qu'elle va trouver à Moscou: «*S'il est tué je vais mourir.*» Elle qui a pour ses filles une véritable adoration s'étonne d'elle-même: «*Pas une pensée pour les enfants. Si S. n'est pas, je ne suis pas, donc eux non plus. Elle ne vivra pas sans moi, elle ne voudra pas, elle ne pourra pas. Tout comme moi sans S. à Serjole sera, quel qu'elle fasse, l'axe de toute sa vie: «Si Dieu accomplit le miracle de vous garder en vie, je vous suivrai partout comme un chien.»* Au moment de partir de France, en relisant ce texte, elle ajoutera cette note, terrible d'acceptation lucide: «*Et voilà, je vais partir maintenant comme un chien.*» Marina Tsvetaïeva, Venise, le 17 juin 1939 (vingt et un ans plus tard).

Naturellement antioviétique, Marina, dont le mari rejoint l'armée blanche dans le Sud, va éprouver la faim, la peur, le froid; elle raconte le «grenier-cabine» qu'on lui a laissé dans la maison devenue «communautaire», la rampe de l'escalier qu'elle débâta à la hache pour allumer le poêle, l'obsession de manger lorsque le pain vaut 200 roubles le kilo, la corvée de ravitaillement à Tambov pour tenter d'échanger quelques mètres d'indienne rose contre du millet, le travail imbecile au Narkomnat — le commissariat aux nationalités qui dirige Staline, — l'unique travail de bureau «rémunéré» qu'elle ait jamais accompli et qui lui donne droit aux cartes de ravitaillement et à sa part d'un infime piteux de pommes de terre gelées. La solitude surtout, et la pauvreté qui ne va plus cesser. En 1920, le bébé Irina meurt de faim. Marina décide de rejoindre son mari en emigration. Elle retrouve Serjole en mai 1922, à Berlin, après quatre ans et demi de séparation, «un homme grand et maigre» que sa fille ne reconnaît pas. La famille va s'installer en Tchécoslovaquie, non loin de Prague. Un fils naît qu'elle surnomme Mour, comme amour... Fin 1925, elle s'installe à Paris (Bellevue, Meudon, Vanves), où elle restera treize ans, avant de décider de retourner en Russie, où son mari et Ariane l'ont précédée. Avec son fils, elle s'embarque au Havre via Viroville et arrive à Moscou le 18 juin 1939, apprend que sa sœur a été arrêtée en 1937, assiste à l'arrestation d'Ariane fin août, puis en l'automne à celle d'Efron, qui sera fusillé à une date inconnue.

Qu'avait-elle su à Paris des activités prosoviétiques de son mari, ancien officier dans les armées blanches, devenu un des permanents d'une Union pour le retour à la patrie, puis un agent des services secrets soviétiques? Obligé de

partir lorsque, en 1937, il fut mouillé dans l'assassinat d'un agent secret qui refusait de poursuivre ses activités au service de Moscou... Pour quelle raison décide-t-elle deux ans plus tard de quitter la France? La misère? La solitude? L'insistance de son fils Mour? L'hostilité que lui témoignaient la plupart des émigrés? Le désir d'être lue en Russie, alors que le dernier livre édité de son vivant, *Après la Russie*, le fut en 1928? «*En Russie, je suis un poète sans livres, ici, un poète sans lecteurs.*» «*Le sentiment qu'avait Tsvetaïeva de ne pas être à sa place dans l'émigration parisienne était tout à fait justifié, écrit Véronique Lossky. Parmi les nostalgiques de la poésie raffinée et décadente de Pétersbourg ou les symbolistes moscovites superbes, Tsvetaïeva, avec sa voix forte, la violence de ses passions, de ses harangues et de ses invectives ne pouvait que détonner.*»

DANS son *Histoire de la littérature russe soviétique*, (L'Âge d'homme, 1985), Marc Sionime, qui dirigeait la revue *La liberté de la Russie* (Volia Rossii) à Prague et qui fut l'ami et l'éditeur de Tsvetaïeva, évoque l'ascétisme et l'ouïgisme envers elle-même de celle que ses ennemis littéraires avaient surnommée «*amazone de la poésie*». Accusée d'être trop égotique, elle répond: «*La seule tâche de l'homme sur la terre est la découverte de sa propre vérité: les vrais poètes sont toujours prisonniers d'eux-mêmes. Cette forteresse est plus solide que celle de Pierre-et-Paul.*»

La conclusion de la forme, la syntaxe qui galope, l'invention linguistique, rendent sa poésie presque intraduisible. Alors, jetons-nous sur ces fiches qui nous sont données à lire enfin *Indices terrestres* et *Mon Pouchkine*, cette œuvre superbe, écrite de poète à poète, qui trahit le rapport intime qu'elle entretenait avec son dieu Pouchkine. Et aussi ces *Indices terrestres*, chronique aiguë des années terribles...

Et nous ne sommes pas au bout des mystères. Avant sa mort en 1975, Ariane a décidé de confier tout ce qui concernait sa mère aux archives d'État de l'URSS; mais avec interdiction de les consulter avant l'an 2000... L'avenir, donc, appartient à Marina la rebelle, qui, en 1919, dans son grenier de Moscou, demandait qu'on inscrive sur sa tombe: «*Fin de rire.*»

(1) Selon les pays, les transcriptions et l'usage du traducteur, l'orthographe latine change: Zveïeva; Cveteva; Tsvetaeva; Tsvetaïeva.

(2) Deux cycles de poèmes repris dans *Tentative de jalouse* et *Le Poème de la montagne*, le *Poème de la fin* — avaient déjà paru en édition bilingue (L'Âge d'homme, 1984).

(3) L'édition des poèmes réunis en cinq volumes est en cours aux Éditions Russes de New-York.

(4) Un tout «petit éditeur» passionné qui relie elle-même ses livres — fort beaux. Elle avait édité en 1986 un autre Tsvetaïeva admirable: *Neuf lettres avec une dixième retenue et une onzième reçue*.

## L'« âge d'argent » des lettres russes

Le premier volume d'une grande Histoire de la littérature russe.

LES lettres russes, ces temps-ci, sont à l'honneur. Avec, coup sur coup, le prix Nobel de Joseph Brodsky et le livre longtemps attendu de Gérard Conio, *Le Constructivisme* (2 vol., éd. L'Âge d'homme). Avec, enfin, chez Fayard, dans la même série qui nous a donné naguère une *Histoire de la littérature japonaise* et celle de la littérature polonaise d'un autre Nobel slave, Czesław Miłosz, le premier volume d'une monumentale *Histoire de la littérature russe*.

Cette dernière est à mettre en parallèle avec l'*Anthologie de la poésie russe* qu'un de ses maîtres d'œuvre, E. Etkind, nous a proposée il y a quelques temps (éd. La Découverte, 1983). On y retrouve le même soin: introduire l'homme comme la tendance, exhumier le méconnu et restaurer ce que l'on croit connu, remplacer les enjeux et donner à penser (le tout dans une langue claire, qui nous prend comme un roman d'aventures), mais sans jamais cesser d'adopter un strict parti de rigueur scientifique, qui fera de cet ouvrage le livre de référence en la matière, y compris pour les spécialistes.

C'est peu dire que cette *Histoire* comble une lacune. Le dernier travail comparable — homonyme — était l'œuvre d'un slaviste italien, Ettore Lo Gatto. Mais son *Histoire*, traduite chez Desclée de Brouwer en 1965, n'est plus disponible depuis une douzaine d'années. Le nouvel ouvrage qu'offre Fayard est révélateur du mouvement de «rattrapage» des-

siné depuis quelque temps en ce domaine. L'entreprise n'a d'égale dans aucune langue, tant par l'ampleur du projet que par la rigueur de composition. Le tout couvrira l'ensemble de la littérature russe. Il est prévu sept volumes. Après un premier volume allant des origines aux Lumières, deux volumes, formant le deuxième tome, seront consacrés au dix-neuvième siècle (*l'Èpoque de Pouchkine, le Temps du roman*) et trois volumes — le troisième tome — au vingtième siècle (*l'Âge d'argent, la Révolution et les Années 20, Gels et dégels*). Un septième volume, enfin, traitera des *Problèmes généraux de la littérature russe*.

## Une «renaissance» de tous les arts

L'Âge d'argent paraît en premier. C'est donc par le milieu que s'ouvre cette histoire. Car l'âge d'argent, la période allant des dernières années du dix-neuvième siècle jusqu'à la révolution, est le point nodal de la littérature russe, aboutissement de la tradition classique et qui forme un surgira un formidable épanouissement qui, stoppé net par la réaction des années 30, devra s'endurcir dans des formes plus sèches de survie. En vingt ans à peine, et plus vite qu'ailleurs, l'esthétique bascule, la pensée, la langue explosent. Théologie, philosophie, théâtre et poésie trouvent là le point de

fusion où s'opère une renaissance comparable à celle du romantisme allemand. Le fantastique, le diabolique rôdent dans les coulisses de cette époque heureuse et angossée, antichambre de la guerre et de la révolution. Après l'interrogation tchekhovienne, Chestov marque la pensée du sceau de l'irrational. Stanislasvski réinvente le théâtre. Symbolisme, akmeïsme, futurisme se dépassent et s'affrontent. Sur ce terrain, apparaît une moisson de poètes qu'il dégage de la langue des «*ismes*», créent leur œuvre originale dans les années à venir et ne sont donc pas encore étudiés ici (Essenine, Maïakovski, Mandelstam, etc.).

Après des articles faisant le point sur les tendances-clés de l'époque, l'éclairage est porté sur tel ou tel créateur suivi s'il le faut hors même des limites temporelles de l'âge d'argent. Cette plume, répondant au besoin de ne pas s'enfermer dans un cadre temporel figé, participe de la rigueur du travail. Un rappel du statut de l'écrivain avant 1917 (il n'est pas un des écrivains étudiés qui ne verra son destin disloqué par l'après-Octobre: émigrations ou même liquidation pure et simple comme dans le cas de Goumliev) et l'étude de l'an 1913 enrichissent l'aspect historique.

Les arts non littéraires sont aussi évoqués: la musique et l'avant-garde plastique. Ici, un regret: pourquoi ne pas avoir cité le génie qu'était le peintre Tchouïkovitch, précurseur de l'abstraction, ici mentionné pour sa

seule activité musicale? Mais peut-être est-il prévu pour clore la fin du dix-neuvième siècle. Attendons...

E. Etkind, G. Nivat, I. et V. Strada se sont entourés d'une équipe internationale qui donne la mesure prométhéenne de l'œuvre. Il en résulte, cependant, une certaine hétérogénéité dans l'appareil bibliographique. Chacun a mentionné les ouvrages qu'il a utilisés. La mention des traductions existantes manque parfois, ce que déplorera le lecteur français non spécialiste. Conscients du problème, les auteurs assurent qu'il sera résolu dans le septième volume. En revanche, il n'y a pas de redites, un tour de force à saluer pour ce type d'ouvrage.

Comme on saluera l'aspect nouveau de l'entreprise. Conçu par des scientifiques, l'ouvrage n'a pourtant rien de rigide, de figé, de fermé. Cette *Histoire* atteint pleinement ses buts. Elle donne envie de lire, elle donnera envie de traduire.

RÉGIS GAYRAUD.

★ HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE RUSSSE, dirigée par E. Etkind, Georges Nivat, Vittorio Strada et I. Serman, Fayard, 784 p., 390 F.

— Signalons aussi le roman de Friedrich Gorenstein: *Le Rachet*. Né à Kiev en 1932, cet auteur, victime de la censure soviétique, s'est exilé à Berlin-Ouest. *Le Rachet* dépeint la misère et les crimes de la guerre. (Gallimard, trad. du russe par Lily Denis, 200 p., 85 F.)

## Truman Capote



Vu par Cécil Beaton.

(Suite de la page 13.)

Et pourtant, l'échec est probablement à la mesure de son ambition et du désir qu'il avait de ce livre impossible: la tentation de «*tout dire*», de donner «*les vrais noms*», de casser le jouet qui le nourrissait et l'amusait tant, était suicidaire. En accouchant de son œuvre inviolable, Capote s'enfonçait lui aussi dans la mort à grands verres. Il est décevant d'en juger ainsi à la lecture de ces pages assez vaines, mais c'est là que l'auteur a choisi, dans ce qu'il imaginait être une trahison inévitable, de s'achever.

L'entreprise aura fait d'autres victimes, sans doute. Une est connue, qui figure dans la *Côte basque* sous le nom d'Ann Hopkins. Il s'agit, à peine transposée, de l'histoire de la jeune Anne

Eden, qui épousa le milliardaire William Woodward et le tua accidentellement en 1955, le prenant pour un cambrioleur. Elle fut acquittée par la justice, par son milieu. Pas par Capote qui, vingt ans plus tard, après un déjeuner au restaurant la *Côte basque*, dans la 55<sup>e</sup> Rue Est à New-York, avec deux camarades de la haute, rédigea ces quelques pages pour *Esquire*. M<sup>me</sup> Woodward prit du cynisme une semaine avant la parution d'octobre 1975. Etait-ce une si bonne idée, Truman? Un ami l'aurait plutôt conseillé de tenir chaque jour son journal. A jeun et pour la postérité.

MICHEL BIAUDEAU.

★ PRIÈRES ÉKAUCÉES, de Truman Capote, traduit de l'américain par Marie-Odile Fortier-Massé, Grasset, 257 p., 96 F.

marchand



# Culture

## CINÉMA

« Trois hommes et un bébé », de Leonard Nimoy

### Copie non conforme

Aux séances de presse, les journalistes ont reçu une brochure enroulée de rose comme une boîte de dragées, et annonçant « Mary, 17 février 1988 ». Date du baptême du bébé représenté successivement par Lisa et Michelle Blair (bonjour les filles !) et de la sortie de la version américaine de *Trois hommes et un couffin*, dont le titre est légèrement modifié.

Un événement ? Aux États-Unis certainement, puisque la brochure de presse nous apprend, le film de Leonard Nimoy a déjà fait 100 millions de dollars de recette avec mille huit cents copies en circulation. En France, on ne sait pas encore, on ne

peut pas savoir. Il faut, bien sûr, compter sur la curiosité.

Le public s'imagine comparer avec le film de Coline Serreau, succès populaire s'il en fut. Il va retrouver, en gros, la même histoire. L'architecte Peter Mitchell (Tom Selleck), l'acteur Jack Holden (Ted Danson) et l'auteur de bandes dessinées Michael Kellam (Steve Guttenberg), célibataires endurcis, partagent, à New-York, un grand appartement. Jack s'en va tourner un film en Turquie. Une de ses conquêtes, Sylvia (Nancy Travis), dépose sur le seuil de l'appartement un couffin contenant un bébé, Mary, dont

l'acteur est le père sans le savoir. La vie des trois amis sera changée, et il y a un quiproquo avec un autre « paquet » annoncé : un petit colis de drogue qui attire l'attention de la brigade des stupés et provoque un mauvais coup des trafiquants.

On connaît, oui ; on ne reconnaît pas. L'américanisation du sujet (avec des professions différentes pour deux des protagonistes) peut se concevoir. Mais les producteurs et les scénaristes ont « ciblé » tous les publics, y compris celui des enfants et adolescents. Il faut s'amuser solement — à quel bon réflexe ? — des mésaventures de trois moes

empruntés dans les bibérons et les couches.

*Trois hommes et un bébé* tient de la bande dessinée. Tom Selleck se définit par sa moustache et ses cuisses de fervent athlète, Ted Danson par ses mouvements de mâchoire et sa frimpe de bellâtre, Steve Guttenberg par ses airs penchés romantiques. La mise en scène de Leonard Nimoy est plate, fonctionnelle, même dans les séquences d'action ajoutées. Le dernier plan semble annoncer une future comédie musicale. Il y aurait peut-être là un nouveau filon.

JACQUES SICLER.

Rencontre avec Jeffrey Katzenberg

### Le Midas de Hollywood

Trente-six ans, producteur, entre autres, du *Clochard de Beverly Hills*, la couleur de l'argent et de *Trois hommes et un bébé*, Jeffrey Katzenberg a la réputation de changer en dollars tout ce qu'il touche...

Un jour, de passage à Paris avec son collègue Ricardo Montalvo, Jeffrey Katzenberg visionne sur cassette un film encore inédit *Trois hommes et un bébé*, « en français, sans sous-titres, avec quelqu'un qui traduisait au fur et à mesure ». Mais tous les deux reconnaissent les qualités de l'histoire et en parlent à leur patron Michael Eisner « qui en est tombé amoureux ». De l'idée ? « Absolument ».

Il achètent donc l'idée mais pas le produit. Ils ont du flair, la sortie américaine du *Couffin* est un flop. « Le circuit du film d'art, celui du film étranger, et la distribution normale, n'ont rien de commun. Ce n'est pas seulement une question d'échelle : ce sont des industries différentes. Trois hommes et un couffin n'a pas eu de succès aux États-Unis, cela ne signifie pas que l'idée ne se prête pas à un remake ».

D'abord, Coline Serreau devait adapter et mettre en scène le *Couffin* américain. Deux semaines et demi avant le début du tournage, tombe un communiqué : Coline Serreau ne réalisera pas le film. Raison officielle : des problèmes de santé (raison la plus communément utilisée à Hollywood, ainsi que les « divergences d'opinion sur le plan créatif » l'équivalent de la « cruauté mentale » dans les divorces à l'américaine). A l'arrivée, le film, coproduit par le producteur français du *Couffin*, Jean-François Lepetit est signé Leonard Nimoy. Que s'est-il passé ? Jeffrey Katzenberg joue à fond l'esprit d'équipe et affirme que son film respecte à 75 % Coline Serreau.

Il existe un mythe Katzenberg. Il est dit en, le seul exécutif hollywoodien qui, presque tous les soirs,

délaisse les projections privées pour aller au cinéma en salle avec le public. Le matin, les poubelles de Bel Air débordent de scénarios à peine ouverts, mais un texte posé sur son bureau le vendredi après-midi, sera lu pendant le week-end et recevra une réponse dès le lundi matin.

Jeffrey Katzenberg, avec Barry Diller, aujourd'hui président de la Fox, et Michael Eisner, son patron dans l'empire Disney, a fait partie de la trinité Paramount. Sous son règne sont sortis *Flashdance*, *Wit-*

ness et quelques autres succès commerciaux. Il est né Park Avenue, dans les beaux quartiers de Manhattan. Au lycée, il avait organisé un cercle de poker. Il a fait des débuts dans la politique aux côtés de John Lindsay, futur maire de New-York. « C'était en 1963, je devais avoir quinze ans. Je m'étais blessé au genou et j'ai dû rester à partir de vacances. J'avais entendu parler d'adolescents bénévoles qui participaient à la campagne de Lindsay, et ça m'a paru intéressant et une chose amusante l'autre... »

### La réaction de Coline Serreau

« Selon Jeffrey Katzenberg, *Trois hommes et un bébé* représente aux trois quarts votre propre interprétation du *Couffin* ».

— Oui.

— Décors construits sur vos indications ; techniciens, acteurs choisis par vous...

— C'est vrai.

— Scénario conforme au vôtre.

— Ce n'est pas faux.

— Une approche plus optimiste — de votre choix... ?

— Oui.

— Et l'apport le plus important de Disney a été de vous entourer de collaborateurs de talent.

— (Pause. Elle rit) Oui. Oui, oui. Il y a aussi d'autres vérités mais peu importe. J'ai pour principe absolu de ne pas parler de la cuisine interne. Je préférerais ne pas intervenir pour l'instant. Je le ferai peut-être plus tard.

— La décision de quitter le film à deux semaines et demi du tournage a été de votre fait ?

— Totalement. Ils ont été très bien, chez Disney.

— Motivé avancé : des problèmes de santé.

— Voilà.

— Raison officielle ou vraie raison ?

— Raison officielle... donc vraie raison.

— Y a-t-il une chose dans votre contrat qui vous interdisait de porter l'affaire en place publique ?

— Non. Il n'y a jamais eu de clause pareille. Je n'ai pas eu de problèmes de pouvoir avec eux.

— On a peine à croire le thème : « Elle était malade. Hésard terriblement malheureux ».

— C'est ce qui se dit dans les chers en vil ?

— On vous imagine mal, même déguisée, renouant à votre bébé.

— Oui... (Un temps.) Ce n'est pas si simple. L'important pour moi est ceci : le film a ses défauts, on peut lui reprocher ceci ou cela. Je n'aurais probablement pas choisi ces accessoires ni ce mobilier, j'aurais tourné différemment, j'aurais peut-être arrêté une diabolique plus souple et plus fine, ils n'auraient pas été contre ; au contraire, c'était entendu ainsi. Ce n'est pas grave. Le film est chaleureux, il ont mis un soin énorme à ce qu'un courant d'amour passe et le sujet a profondément touché le public américain. Pour moi, mission accomplie.

H. B.

« Le Maître du logis », de Carl T. Dreyer

### La femme qui se libère

Trois films de Dreyer viennent d'être réédités. Jour de colère (1940) et Ordet (1954), sont des œuvres célèbres. Mais, depuis un triomphe fait par la critique française à Paris, en 1926, le Maître du logis était tombé dans l'oubli.

En 1925, lorsqu'il commence, à Copenhague, le tournage du *Maître du logis*, Dreyer s'est déjà fait connaître par six longs métrages. Or celui-ci, tiré d'une pièce de théâtre, la *Chute du tyran*, de Svend Rindom, va être, chose rare pour le cinéma muet, un modèle d'analyse psychologique. Viktor Frandsen, bourgeois (Johannes Meyer), tient sa femme Ida (Astrid Holm) en esclavage domestique. Égoïste, autoritaire, il exige un ordre impeccable, et Ida, accablée de travail, tombe malade. Mads, l'ancienne nourrice de Viktor (Mathilde Nielsen), lui conseille de quitter, un temps, son foyer, d'aller se reposer à la campagne. Ida part. Mads s'installe à sa

place, même la maison à sa guise et donne une rude leçon au tyran, qui s'humilie, comprendra ses torts envers son épouse.

Il n'y aurait là qu'un banal drame bourgeois si Dreyer, avec une totale perfection technique, n'avait, à partir de détails réalistes de la vie quotidienne, traduit un conflit intérieur (l'asservissement moral d'Ida) qui se dénoue, peu à peu, grâce à l'intervention d'une autre figure féminine, celle de la vieille nourrice, qui pour3 rait être un peu sorcière. Elle « réveille » Ida, l'aide à se libérer, elle jette, en somme, un sort à Viktor et la transforme.

### Devant la loi de l'homme

Dreyer fit construire en studio un appartement de deux pièces-cuisine, espace clos, obéissant, dont on sort rarement (la cave et le grenier, la cour intérieure de l'immeuble, quelques plans d'extérieur). C'était, pour l'époque, une référence au théâtre de chambre qu'on retrouve dans certains films allemands. Pour Dreyer, les gros plans, la présence symbolique des objets (la pendule, l'oiseau en cage) transforment l'es-

pace théâtral en « prison » où la femme se courbe devant la loi de l'homme. L'espace est réduit, les images rigoureusement cadrées, les contrastes du noir et du blanc renforcent l'impression d'enfermement. Le jeu des acteurs est très concentré. Et, d'une certaine manière, tout cela annonce *Jour de colère* et *Ordet*, en passant par la Passion de Jeanne d'Arc, réalisée en France en 1927.

Il y a quelque chose d'admirable dans la mise en scène, passant d'une géométrie qui semblait immuable à une confusion des éléments esthétiques. Par là se manifeste l'évolution psychologique qui, dans la dernière partie, représente l'évolution de la condition féminine. Au-delà du réalisme, qui fut tellement joué, le film distille un mystère : celui des êtres, d'une nature féminine sortant d'un gangne social imposé, et qui voit s'ouvrir des possibilités de vie nouvelles. Oui, beaucoup de choses étaient en germe ici. Et pourquoi pas *Gertrud*, le dernier film de Dreyer, où Nina Pons Rode se montre trait exagéré, intrinsèque vis-à-vis de l'amour et choisissant, avec sérénité, la solitude ?

J. B.

### A Hollywood

#### Neuf nominations pour les Oscars

#### au « Dernier Empereur »

Le *Dernier Empereur*, de Bernardo Bertolucci, a obtenu, mercredi 17 février à Hollywood, neuf nominations pour les Oscars qui seront proclamées mercredi 24 février. *Broadway News*, de William Hurt, est nommé sept fois ; *Empire of the Sun*, de Steven Spielberg, *Liaison fatale*, d'Adrian Lyne, et *Monstrous*, de Norman Jewison, remportent six nominations. Tous ces films, à l'exception d'*Empire of the Sun*, ont été sélectionnés pour l'Oscar du meilleur long métrage, de même que la réalisation de John Boorman *Hope and Glory*. C'est la première fois dans l'histoire des Oscars qu'aucun des réalisateurs nommés n'est américain.

Jack Nicholson, pour son interprétation dans *Lone Wolf*, a obtenu la neuvième nomination de sa carrière pour l'Oscar du meilleur acteur. Il sera en concurrence avec Robin Williams (*Good Morning Vietnam*), Michael Douglas (*Wall Street*), William Hurt (*Broadcast News*) et Marcello Mastroianni (*Les Yeux noirs*). Pour la meilleure actrice, Meryl Streep (*Ironweed*), Cher (*Moonstruck*), Glenn Close (*Liaison fatale*), Holly Hunter (*Broadcast News*) et Sally Kirkland (*Anna*) ont été nommées.

### Tout Brigitte Bardot



BB et Dario Moreno dans « Voulez-vous danser avec moi ? »

Dès le *Trou normand*, on a senti comme un petit creux pour le vert jardin des pompiers. Dans *Marina*, fille sans voiles, où elle courtait sur un flot désert dont son père était le gardien, nous occupions la position, éminente, du phare. Après *Cette sacrée gamine*, nous sommes partis massivement en *Week-ends* avec Neron. Puis Védin vint, pour le meilleur, le pire, et l'entre-deux. On ne compte plus, on se critique plus, il n'y a plus rien à demander après la *Vérité* et le *Mépris*. Deux grands films, certes, surtout par elle. Paros qu'elle n'y montre comme jamais et qu'on devine déjà qu'elle va s'en aller. Pas loin, du reste. Elle prend sa retraite anticipée, mais ne se retire pas vraiment. Elle qui fut tant aimée et si mal, parce qu'en elle se cache une idée du naturel à certain revenue au galop, ne se prive

pas de nous rappeler quelques évidences sur la part de la nature, de l'animal en nous, chères âmes, pas si simples ni négligeables. Et maintenant que le retour à l'ordre moral est annoncé, en attendant l'année de tous les vacanciers, il est urgent de rappeler Madeleine Bardot à notre plus souvenir et de lui faire publiquement le bisou.

MICHEL BRAUDEAU.

\* Rétrospective Brigitte Bardot, au Relais-Médias, 3, rue Champollion, 75005 Paris. Tél. : 43-54-42-54. Au programme : *Le Trou normand*, *Marina*, fille sans voiles, *La Lumière d'en face*, *Cette sacrée gamine*, les *Week-ends* de Neron. En affichant la *marquise*, *Et Dieu créa la femme*, *Le mariage est trop belle*, *Une Parisienne*, les *Rijnders* du clair de lune, *En cas de malheur*, *Bardot s'en va-t-en guerre*, *Voulez-vous danser avec moi ?* la *Vérité*, *Vie privée*, *La Môme*, *Chère Brigitte*, *L'Œuvre et la Peuple*.

### Deux disparitions

#### Charles Delaunay fondateur de « Jazz Hot »

Charles Delaunay, fondateur de la revue *Jazz Hot* est mort mardi 16 février à Charentilly. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Fils unique des peintres Sonia et Robert Delaunay, Charles Delaunay, né le 18 janvier 1911, avait commencé comme affichiste chez Pathé, où il fit notamment un portrait de la chanteuse Yvette Guilbert. Passionné de jazz, il fut dans les années 30 avec Jacques Panassié, le propagandiste en France de la musique de Duke Ellington et de Louis Armstrong. Fondateur en mars 1935 de la revue *Jazz Hot*, Charles Delaunay fut à l'origine de la création du quinzaine du Hot Club de France, avec Stéphane Grappelli et Django Reinhardt et suivra la carrière du guitariste gitan jusqu'à la

mort de celui-ci, au début des années 50.

Organisateur de concerts et producteur de nombreux enregistrements de jazz, Charles Delaunay créa aussi en 1948 la marque discographique Vogue, qui s'illustra longtemps par la qualité de son catalogue jazz. En 1949, Charles Delaunay organisa le Festival de jazz de Paris avec une affiche qui réunissait Sidney Bechet, Charlie Parker et Miles Davis.

Propriétaire d'une impressionnante discothèque (plus de 40 000 disques), Charles Delaunay avait fait don de ses enregistrements de jazz à la Bibliothèque nationale en 1980.

C.F.

### Al Cohn saxophoniste de jazz

Le saxophoniste et compositeur de jazz Al Cohn est mort mercredi 17 février à Stroudsburg, en Pennsylvanie. Il était âgé de soixante-deux ans. Partenaire du saxophoniste Zoot Sims dans les années 50, Alvin Gilbert Cohn avait aussi joué dans les orchestres de Buddy Rich et de Woody Herman.

**MUSÉE RODIN**  
77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne  
60 DESSINS DE  
**RODIN**  
extraits du premier volume de  
L'INVENTAIRE  
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h  
DU 16 DÉCEMBRE AU 14 MARS

### AUDITORIUM DES HALLES

Jeudi 25 février 88, 20 h 30

### BERIO, BERG SCHENBERG

Linda HIRST, mezzo

Michel PORTAL, clarinette

Carlos ALSINA, piano

ENSEMBLE MUSIQUE VIVANTE

Direction : Diego MASSON

Location : 3 FRANC

Peytel : 45-63-88-73

LAURE PRIETO  
du 19 au 26 février  
du 19 au 26 février  
du 19 au 26 février

### AUX BOUFFES DU NORD

LA SALLE DELIRE... ZIZI A TROUVÉ SON  
ESPACE AUX BOUFFES DU NORD,  
C'EST UN ENCHANTEMENT.

LE MONDE  
ZIZI JEANMAIRE EST MAGIQUE  
TÉLÉRAMA

DERNIERE  
LE 28 FÉVRIER

COCHONS  
DIRECTION MAGASIN  
LOCATION 42.38.2

مكتبة



## Culture

### DANSE

« JardinCour », de Susanne Linke

### Toscanini et l'ange

Une création de l'Allemande Susanne Linke pour le Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris. Un ange est venu de chez Wim Wenders...

La danse contemporaine met son point d'honneur à nous montrer des choses incompréhensibles. Un sujet, une narration, un scénario ? Faut-il donc ! Vieilles lunes. Un Jean-Claude Gallota, qui ose braver nous décrit quatre types de rapports amoureux (Docteur Labus, un chef-d'œuvre), fait figure d'exception : partout ailleurs, le non-sens règne. Qui sont ces gens, qui font-ils ensemble, pourquoi changent-ils fréquemment de costumes, mystère. Le collage hétéroclite est de rigueur dans la bande-son (chez Bernardo Monte, récemment, cela allait du grognement de cochons à la Barcarolle des Contes d'Hoffmann) ; l'oreille, moins cartésienne que l'œil, l'accepte plus volontiers.

Imprévisible alchimie du théâtre : sans avoir compris, il arrive que nous soyons captivés. La sauc

prend, on ne prend pas. Elle ne prend pas, la semaine dernière, dans l'Horloge en folie, de François Verret et Anne Koren : malgré la séduction des deux chorégraphes-interprètes, ce cinéaste agité et cette Fregoli ne parvenaient pas à nous intéresser. Elle prend, aujourd'hui, dans JardinCour, de la chorégraphe allemande Susanne Linke, que vient de créer le GRCOP (Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris).

Le fond et le côté droit du plateau sont fermés par une haute muraille oblique, grise, percée d'une porte que soulève une barre de néon. Sur un violent coup de tonnerre, entre un homme en manteau long (Jean-Christophe Paré), portant une valise et une paire de grandes ailes blanches. Bonjour Wim Wenders. Il fait le tour du plateau, pose sa valise dans un coin, dispose ses ailes au centre du plateau et s'étend dessus. Les grondements d'orage continuent. L'ange se redresse, fait jouer ses oreilles, se secoue, exécute des mouvements bizarres ; cherche-t-il à entrer dans sa peau d'homme ?

Entrent par la porte une dizaine de danseurs. Ils affluent et refluent comme des vagues, d'avant en arrière ; ils marchent ou dansent le plus souvent ensemble, tantôt l'ange

se mêle à eux, tantôt il médite ou s'assoupit dans un coin, très calme. La bande-son fait maintenant entendre les fameuses répétitions de la Traviata, par Toscanini, et ce n'est un coup de génie car lorsque l'intérêt pour les danseurs faiblit on écoute passionnément les vociférations de Toscanini, ce qu'il essaie d'obtenir de l'orchestre, sa façon de chanter lui-même les phrases mélodiques. Dans le groupe éclate une violente dispute, à propos de la justesse d'un mouvement. Ou bien la petite rousse (Martine Clary) sort un carnet et essaie d'interrompre ses camarades : « Est-ce que ça vous a aidé de commencer la danse classique avant la contemporaine ? Allez-vous au cinéma ? Suivez-vous un régime ? ». Tous sortent. Reviennent les filles, en fourreau noir et bottillons vernis ; elles prennent des poses face au public ; concourent Pina Bausch. Toscanini est fou furieux. Plus tard, l'ange sortira de sa valise un nuage en carton, les filles défilent en mamequins de haute couture, drapés de robes froissantes.

On n'a rien compris, on vous l'a dit, mais on a passé quelques minutes plutôt agréables.

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Centre Pompidou, jusqu'au 21 février.

« Je ne vois pas la femme cachée dans la forêt » de Mathilde Monnier

### Crabes et haricots sauteurs

La première création de Mathilde Monnier séparée de Jean-François Duroure. Surréalisme, cocasserie et violence. Une réussite.

La question agitant le petit monde de la danse depuis qu'il avait appris la séparation de Mathilde Monnier et de Jean-François Duroure, auteur bisopale à succès. La mort de Monnier-Duroure, serait-ce aussi bien que Monnier-Duroure ? Qui avait le talent ? Elle ? Lui ? Les deux ? Une première pièce à conviction vient d'être apportée au Théâtre de la Bastille. Titre : Je ne vois pas la femme cachée dans la forêt. Anteurs : Mathilde Monnier. Réponse : elle a du talent.

On retrouve très fortement le climat de Mort pour rire, qui nous avait envoiés au Théâtre de la Ville en décembre dernier (c'était Monnier-Duroure). Deux doigts de surréalisme, deux doigts de cocasserie, un doigt de violence, le tout saupoudré de théâtralité. Le cocktail est très mode. Mais il est efficace.

La note surréaliste est confiée le plus souvent à un garçon moité

chave et très dodu, plus comédien que danseur. Il tient, avec un léger accent anglais, des propos incohérents (il veut s'acheter « un petit quelque chose », tantôt dans la forêt, tantôt dans le désert). Les yeux bandés, il court sur le plateau en hurlant : « Mademoiselle, mademoiselle ». Ou bien, l'air béat, il est assis sur une sorte de pléonaste, tandis qu'un autre, de la planche supérieure, fait tomber sur sa tête des petits carrés de papier blanc, comme des flocons de neige. Au même moment, un film minuscule est projeté sur un pan de rideau, montrant une tempête de neige.

La cocasserie réside parfois dans l'emploi des costumes ou des accessoires. Entrant, par exemple, trois boules de laine, secouées d'un fou rire blémié comique (ce sont des grandes robes rabattues sur les têtes). Parfois dans l'impossibilité physique d'accomplir quelque chose : un danseur s'est coincé le bras derrière la tête et fait des efforts douloureux pour le décrocher. Une créature en anorak, couchée sur le sol, ne parvient pas à se relever : elle fait des bonds de poisson au fond d'une barque, c'est très drôle, mais son corps doit ressembler à un morceau de bleu d'Auvergne

après cette performance. La violence se manifeste ainsi dans des exercices isolés ou le plus souvent dans les rapports entre danseurs : un petit brun avide d'affection se fait trébucher par celui au sol, dix fois, vingt fois par cet autre qui le teste de s'accrocher.

S'il y a un peu trop de figures obligées de la danse contemporaine, comme les courses en tous sens sur le plateau, il y a aussi de jolies trouvailles chorégraphiques : un fil de crabe, un duo de haricots sauteurs ou ce très beau pas-de-deux au ralenti de danseurs cacahouates. La bande-son, comme il est d'usage, colle des brèves de musique à des bruits divers, des aboiements de chiens très lointains ; il y a aussi beaucoup de silence. Cela semble se passer dans un pays où il fait froid : pallas, manteaux, bonnets, gilets de patineurs et grands gestes des bras pour se réchauffer.

Suite du feuilleton la semaine prochaine, toujours au Théâtre de la Bastille : Jean-François Duroure présente à son tour sa création à part entière.

S. d. N.

★ Théâtre de la Bastille, jusqu'au 21 février.

● Françoise Huster quitte le Rond-Point et revient à la Comédie-Française. — La comédienne Françoise Huster qui avait quitté en mars 1987 la Comédie-Française et dirigé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988 le Théâtre du Rond-Point renonce à collaborer avec Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud et reviendra à la Comédie-Française à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain avec un contrat de pensionnaire. Conséquence immédiate : le ministère de la culture et de la communication va renouveler pour un an la concession du Théâtre du Rond-Point et son soutien financier à Jean-Louis Barrault.

● RECTIFICATIF. — Le coût des travaux annoncés par le premier ministre, Jacques Chirac, et concernant la rénovation du Centre Pompidou s'élève pas à 200 000 millions de francs comme il a été indiqué par erreur mais, bien sûr, à 200 millions de francs.

BANLIEUES BLEUES du 19 FÉVRIER au 19 MARS 1988 5<sup>e</sup> édition

COMPLET LOCATION : 4 FNAC - RENSEIGNEMENTS AUTRES CONCERNS : TEL. 43.85.66.00

NOUVEAU La Galerie des amis du dessin Dessins anciens et modernes de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LE MONDE

## Communication

Après l'éviction d'Yves Mourousi

### Les méthodes de la direction suscitent un certain malaise à TF 1

« Ce n'est évidemment pas à ma demande que j'ai été éliminé du journal de 13 heures », a déclaré à l'AFP, le 17 février, Yves Mourousi. Le journaliste conteste ainsi la version de la direction de TF 1 selon laquelle il avait « demandé à être délogé de la charge du journal de 13 heures jusqu'au second tour de l'élection pour assumer la responsabilité d'émissions spéciales programmées pendant la campagne officielle » (Le Monde du 18 février).

Le présentateur affirme n'avoir eu connaissance de sa « démission » le 16 février qu'au sortir de l'Elysée où il venait d'interviewer le président de la République, et alors qu'il entendait bien poursuivre des discussions engagées le matin même avec la direction de la chaîne, Patrick Le Lay, Etienne Mougeotte et Michèle Cotta.

C'est au cours de ces discussions qu'Yves Mourousi a formellement refusé de présenter en alternance « son » journal avec Jean-Pierre Pernaut. C'est ce der-

nier, journaliste de trente-sept ans, qui officiera dès le lundi 22 février sur les antennes de TF 1. Salarié de la chaîne depuis 1975, il a déjà présenté les journaux de 23 heures et de 13 heures, et fait du reportage pour les services économique, informations générales ou tourisme.

Il présentera son journal en solo : la complice d'Yves Mourousi, Marie-Laure Augry, l'accompagne dans sa disgrâce, sans en avoir été informée à l'avance. La direction déclare cependant lui faire prochainement « des propositions très intéressantes, tous les sondages montrant que la continuité du 13 heures, c'est elle ».

La « retraite » d'Yves Mourousi a provoqué un certain malaise dans la chaîne. Devant les méthodes « à la hussarde » de la direction d'abord. Sur les causes de ce départ, ensuite. Beaucoup de journalistes, par exemple, se demandent si l'information dans

son ensemble ne sera pas un jour victime de la nouvelle loi de l'audience. La direction de TF 1 apporte « le plus ferme démenti à ces rumeurs », affirmant que « tout sera fait pour que l'information, l'un des points forts de la Une, soit et reste la meilleure sur le plan de l'audience et de l'image ». Mais il est vrai, ajoute-t-on, « que nous ne sommes pas une antenne rigide et que nous nous réservons la liberté de modifier les choses qui ne fonctionnent pas ».

Autre victime de l'audience — ou plutôt d'une inadéquation entre les coûts de l'émission et son public potentiel, — Stéphane Collaro, dont le contrat d'exclusivité avec la Cinq cesse « d'un commun accord ». « Colloquioshow » déjà remplacé depuis un mois par un téléfilm (Le Monde du 8 janvier), est donc définitivement supprimé. « Mondo Dingo », que l'animateur produit et anime le dimanche soir, est en revanche maintenu.

La nomination d'un administrateur provisoire

### Les dirigeants du Provençal font appel

Dans le conflit qui l'oppose au groupe Hachette au sujet de la prise de contrôle par celui-ci le 2 juillet 1987 du groupe Le Provençal, M. Anne-Marie Laffont-Leonhardt, actionnaire du groupe de presse marseillais et ancien directeur adjoint de Var-Matin, a marqué un point en obtenant le mercredi 17 février, par une ordonnance de référé du tribunal de commerce de Toulouse, la nomination d'un administrateur provisoire à la tête des sociétés Le Provençal et Var-Matin (nos premières éditions du 18 février).

La mission de cet administrateur provisoire, M. Henri Bor, de Toulouse, est limitée à la gestion sociale du groupe, sans empêchement sur la politique rédactionnelle et l'exploitation des journaux. Les dirigeants du groupe Le Provençal se sont bornés à « prendre acte » de la décision et ont aussitôt interjeté appel devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui statuera le 16 mars prochain.

Dans ses attendus, le président du tribunal de commerce de Toulouse, M. Jean Avena, constate que M. Laffont-Leonhardt « ainsi que les sociétés Compagnie provençale de communication et Maxwell Media, qui se sont jointes à son action — ont été victimes d'un concert frauduleux qui a eu pour conséquence de les évincer d'un projet d'acquisition portant sur plus de 50 % des parts des sociétés Le Provençal et République Var-Matin ».

Le président du tribunal estime par ailleurs que les autres griefs présentés par M. Laffont-Leonhardt « ne sont pas moins sérieux », notamment l'augmentation de capital de 40 millions de francs décidée

le 9 janvier dernier par les organes dirigeants du groupe et réservée aux obligataires (1).

Le président du tribunal justifie enfin longuement la nomination d'un administrateur provisoire, lequel, rappelle-t-il, a notamment la fonction « de porter remède à toute crise sociale quelle qu'en soit la cause (...) ».

Dans un communiqué, les dirigeants du groupe Le Provençal ont « pris acte de la décision » en rappelant que « le différend (...) ne concernait qu'une minorité d'actions et ne mettait nullement en cause une situation financière qui était, et demeure, particulièrement favorable ». M. Laffont-Leonhardt « souligne et rassure de constater que la justice a estimé nécessaire de protéger nos droits légitimes d'actionnaires (...) ». « Le seul objectif poursuivi par Hachette, ajoute-t-elle, était de me contraindre soit à vendre, soit à tout accepter en silence ». Selon l'ancien directeur adjoint de Var-Matin, les augmentations de capital du groupe « décidées dans la précipitation » étaient destinées à la « lamener définitivement ».

GUY PORTE.

(1) Deux augmentations de capital ont en fait été décidées, l'une de 40 millions de francs réservée aux actionnaires — à laquelle M. Laffont-Leonhardt a souscrit un prorata des actions détenues par sa famille — et l'autre de 40 millions de francs réservée aux obligataires du groupe : un pool bancaire (20 millions), les fiduciaires de Christophe Riboud (15 millions) et un industriel marseillais, M. Edmond Lecourt (5 millions).

### EN BREF

● Réaction de la CNCL à la plainte de Radio-Contact. — La CNCL a réagi mercredi 17 février, à l'annonce de la plainte pour « faux en écriture publique » que vient de déposer Radio-Contact, une radio associative de la région parisienne non reconduite par la CNCL (Le Monde du 18 février). Dans un communiqué, la commission dénonce ce qu'elle qualifie de « détournement de procédure pénale pour tenter de remettre en cause ses décisions ». Elle « constate qu'après la forfiture, la corruption et le trafic d'influence, on cherche aujourd'hui à nouveau à faire pression sur elle ; les irrégularités invoquées sont inexistantes ; on voit mal sur quel surplus comment elles pourraient constituer une infraction pénale ». Enfin, les membres « rappellent que les décisions du 22 juillet 1987 ont été arrêtées à l'unanimité après plusieurs semaines de délibération et que ces décisions ont été rendues publiques le 24 juillet avec l'accord de tous ».

● Les forces de l'ordre assurent la reprise des émissions de RFO Guadeloupe. — En grève depuis jeudi dernier (Le Monde du 16 février), la station de Radio France outre-mer (RFO) en Guadeloupe n'était plus accessible mercredi 17 février qu'à trente-huit personnes figurant sur la liste dressée par la direction. Travaillant sous la protection des forces de l'ordre, ces employés non grévistes — essentiellement des occasionnels — confonduement depuis mardi soir un programme télévisé quasi normal sur

l'un des deux canaux de RFO, jusqu'alors « déshérités » par le programme minimum (2 heures par jour). La direction affirme vouloir ouvrir des négociations, mais sans qu'elles remettent en cause la diffusion de France-Inter et d'Antenne 2 outre-mer. De leur côté, les syndicats exigent le départ des forces de l'ordre et le respect du droit de grève.

● L'Office de publicité générale, actionnaire de « Minute », en dépit de bilan. — L'Office de publicité générale (OPG), propriété de M. François Fabre et de M. Maurice Brébart, vient de déposer son bilan. Régisseur de la publicité de plusieurs journaux agricoles, l'OPG contrôle, en outre, la totalité de la société éditrice de Marie-France, Points de vue-images du monde, récemment mise en redressement judiciaire (Le Monde du 3 février). L'OPG contrôle aussi, indirectement, la Société européenne de publications et d'éditions Mercaux (SEPEM), actionnaire de la société éditrice de Minute et du Crapouillot. Le dépôt de bilan de l'OPG ne devrait cependant pas avoir d'incidence sur la société éditrice de Minute, qui est bénéficiaire.

● Pearson lance une OPA sur l'éditeur américain Addison-Wesley. — La filiale américaine de Pearson (groupe qui contrôle le Financial Times, et les éditeurs Longman et Penguin) vient de lancer une OPA de 283 millions de dollars sur l'éditeur américain Addison-Wesley.

Après la démission de M. Bruno Rohmer

### « L'Express » inquiet de son avenir

La rédaction du Groupe Express est émue et inquiète. A l'appel de leur société des rédacteurs, les deux cents journalistes du groupe se sont réunis le mercredi 17 février afin de « faire le point » des événements récents. La création du nouveau groupe d'édition Le Groupe de la Cité, due à l'alliance de la Générale occidentale (propriétaire du groupe de presse) et de CEP Communication, a beau laisser les activités de presse à l'écart, elle n'en a pas moins un retentissement sur l'hébergement. En témoigne la démission de M. Bruno Rohmer, PDG de l'Express depuis l'été dernier, et son remplacement par M. Willy Stricker, directeur général adjoint de la Générale occidentale, qui fut aussi directeur de la rédaction de la Société générale de presse. Nommé à l'Express jusqu'en juin, M. Stricker a le titre d'administrateur délégué dans les fonctions de président.

Dans un communiqué, la rédaction a regretté le départ de M. Rohmer, évoquant son sens de « la concentration étroite avec la rédaction à laquelle il avait rendu confiance ». Mais les journalistes de l'Express s'inquiètent aussi de l'avenir du journal. M. Stricker a bien confirmé Yann de l'Écoute à la direction des rédactions et promis « qu'aucune révolution n'aurait lieu ». Toutefois, selon la rédaction, « en dépit des déclarations de M. Ambrose Roux, PDG de la Générale occidentale, l'hypothèse d'une éventuelle revende ne semble pas écartée ». Les journalistes estiment que « toutes ces conditions rendent difficile le travail de la rédaction » et souhaitent des précisions de la part de la nouvelle direction. « Depuis six mois, le journal s'était stabilisé, note un rédacteur, M. Rohmer avait des projets (nouvelle formule, nouvelle maquette, etc.). Les événements récents le plongent à nouveau dans la spirale de l'incertitude ».

Y.-M. L.

● Le projet de quotidien européen de M. Maxwell. — M. Robert Maxwell vient d'annoncer la nomination de M. Jean Schait comme directeur de la publication d'un projet de quotidien européen. Publié en anglais, à partir de janvier 1989, ce quotidien à l'ambition de « devenir une voix qui compte en Europe » et traitera de politique, de culture et d'économie, aussi bien que de sports ou de phénomènes de société. Jean Schait a travaillé ces dernières années sur deux projets de quotidiens, qui n'ont pas vu le jour : Grand Paris, de M. Paul Diré, et Omega,

### STAGES INTENSIFS ANGLETERRE ALLEMAGNE

36 à 60 heures de cours Février/Pâques/Été 5<sup>e</sup> à première Spécial Bac/Special Prépa. Toute l'année : étudiants, adultes Documentation gratuite : EUROLANGUES 35, bd des Capucines 75002 PARIS Tél. (1) 42 61 53 35

### Tout Brigitte Bardot



55 et Marie-Alexandre, dans

Charles Delaunay fondateur de Jazz Hot

Charles Delaunay fondateur de Jazz Hot

Al Cohn saxophoniste de jazz

AUDITORIUM DES HALLES

BERIO, BERIO, SCHENBERG

RODIN

RODIN

RODIN









# UNIR DEUX FAMILLES A TOUJOURS POSÉ DES PROBLÈMES.

Où les jaloux prétendent  
qu'il n'en veut qu'à sa dot.

Faux. L'alliance proposée entre  
Merlin Gerin et Télémécanique  
n'est pas une opération financière.

C'est un rapprochement qui  
s'inscrit dans une stratégie industrielle  
de développement volontariste  
pour les deux entreprises.

Où de méchantes langues  
assurent qu'ils sont mal assortis.

Faux. Merlin Gerin et  
Télémécanique sont des partenaires  
naturels. Ensemble ils maîtrisent  
la distribution et l'utilisation de  
l'énergie électrique.

Leurs fabrications sont  
complémentaires et ainsi chacun  
pourra conserver son outil industriel.

Tous deux sont présents aux  
premiers rangs mondiaux  
et dégagent des bénéfices équivalents.

Où les médisants jurent  
qu'il ne saura pas la respecter.

Faux. Comme il a respecté  
l'identité de Merlin Gerin, Schneider  
s'engage à respecter celle de

Télémécanique. Les politiques sociales  
de ces deux entreprises sont  
indissociables de leur succès. Elles ne  
seront pas remises en cause.

Schneider est le premier à  
reconnaître que Télémécanique  
développe un système d'intéressement  
et de partenariat remarquable.

Où les envieux affirment  
que leur union n'a pas d'avenir.

Faux. Ensemble Merlin Gerin  
et Télémécanique seront plus  
compétitifs dans leur secteur.

Ils résisteront mieux aux grands  
concurrents mondiaux nés de  
rapprochements récents et qui  
exploitent déjà, eux, les synergies  
techniques et commerciales.

Ensemble, appuyés par la  
puissance du groupe Schneider, ils  
amplifieront et accéléreront  
leur développement international.

Ensemble ils pourront négocier  
en position de force de nouvelles  
alliances mondiales. Ensemble  
ils seront mieux armés pour gagner  
les grandes compétitions de demain.

**SCHNEIDER**

CONFÉRENCES







Le Carnet du Monde

Naissances

Daniel et Béatrice WOLFROMM, ainsi qu'Alexandre, ont la grande joie d'annoncer la naissance de

le 7 février 1988, 15, rue Littré, 75006 Paris.

Julie et Marion, sont ravies d'annoncer la naissance de leur frère, Benjamin,

le 9 février 1988, chez Claude SAINT-PATRICE et Gérard GRZYBEK, 15, rue Renoir, 77450 Esbly.

Océ et Jean-Marie COHEN SOLAL, Julien et Antoine CHAMBERYON, ont la joie d'annoncer la naissance de

le 30 janvier 1988, 49, rue du Général-Leclerc, 92130 Issy-les-Moulineaux.

On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Lucien AMY, née Lucienne Boulet, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Ferdinand des Terres, 17, rue d'Arnauld, Paris-17<sup>e</sup>, à 10 h 30.

Pas de fleurs.

M<sup>me</sup> Louise Berrobi, son épouse, Hubert Berrobi, Remy Berrobi, Le professeur Alain et Zaira Berrobi, Colette et Michel Bouhnik, Yvette et Yacov Seadon, Liliane et Emile Talbot, Daisy et Abraham Amot, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de

M. Meir (Miro) BERROBI, le 18 février 1988, à Ashkelon (Israël).

Les obsèques auront lieu le vendredi 19 février, au cimetière d'Ashkelon.

La famille tient à rappeler le souvenir de

Hector Hal BERROBI, décédé accidentellement le 25 juillet 1958.

303 Rahov Habanin, Ashkelon (Israël).

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C<sup>o</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Jean-Pierre et Catherine Bianco-Dunand, ses parents, Juliette, Hélène, Maxime, Adrien et Alicia, ses frères et sœurs, M<sup>me</sup> Georges Dunand, M<sup>me</sup> André Boccon-Gibod, ses grands-mères, Henri et Charlotte Carassonne et leurs enfants, Pascal et Dominique Boccon-Gibod et leurs enfants, Didier et Laure Boccon-Gibod et leurs enfants, Nicolas Chevasse-Agois, ses oncles, tantes et cousins, ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane BLANC-DUNAND, survenu le 13 février 1988, à l'âge de vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 20 février, à 15 heures, en l'église Saint-Michel de Chamont, suivie de l'inhumation au cimetière de Chamont.

60, route de Versailles, 91400 Orsay, 150, chemin des Avouilles, Les Pôles, 74400 Chamont.

On nous prie d'annoncer le décès de

colonel J.-C. CHEVALLIER, officier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année, le 14 février 1988.

L'inhumation a eu lieu le jeudi 18 février 1988, en l'église Notre-Dame-d'Anges, à Bihorel (Seine-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, quai du Havre, 76000 Rouen.

M<sup>me</sup> Jean Chrétien, M<sup>me</sup> Madeleine Touboul, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jacques Chrétien, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Yvonne Conat, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Pierre Chrétien, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Brander et leurs enfants, M<sup>me</sup> Jeanne Chrétien et ses enfants, M<sup>me</sup> Marcelle Labanet, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CHRÉTIEN, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite, croix de guerre 1914-1918, 1939-1945, officier de la Résistance, de l'Empire britannique Distinguished Service Order (DSO), officier de l'Ordre du Mérite des États-Unis, chevalier de l'Ordre de Georges I<sup>er</sup> de Grèce, médailles 1914-1918, Verdun, Italie, 1939-1945, Maroc, etc.,

survenu le 12 février 1988, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 15 février 1988, en l'église de Malbouzon.

9, rue de l'Écheval, Paris-19<sup>e</sup>.

M. Bruno PHILIPPE, ingénieur ESE,

survenu le lundi 8 février 1988, à son domicile, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le vendredi 12 février 1988, en l'église de Notre-Dame de Champagne-sur-Oise (Val-d'Oise).

26, rue François-Collet, 95600 Champagne-sur-Oise.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges RIOUX, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Victor Le Gorgeu, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Raymond Glas, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LE GORGEU.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 18 février 1988, à 10 h 45, en l'église de Noy-sous-Verdun.

— Champagne-sur-Oise. Paris. Levallois-Perret. Aubusson.

M<sup>me</sup> Bruno Philippe, son épouse, Isabelle et François Bouillot et leurs filles, Olivier Philippe, ses enfants et petites-filles, M<sup>me</sup> Paul Pauly, sa belle-mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bruno PHILIPPE, ingénieur ESE,

survenu le lundi 8 février 1988, à son domicile, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le vendredi 12 février 1988, en l'église de Notre-Dame de Champagne-sur-Oise (Val-d'Oise).

26, rue François-Collet, 95600 Champagne-sur-Oise.

M<sup>me</sup> Robert Labarre, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Georges Labarre, Anne-Laure, Céline et Claire, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Claude Labarre et Christophe, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Claudine Monne, sa maman, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Monne, Pierre-Félix et Dominique, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Marcel Monne, Marcel-Stéphane, Philippe et Olivier, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Faure, Pierre et Sylvie, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Guegnon et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Fernand Voisembert et leurs enfants, ses frères, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Aulais et Bosse, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Robert LABARRE, née Claudine Monne,

endormie dans la paix du Seigneur, le 17 février 1988, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 février, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame d'Aussel, place d'Aussel, Paris-16<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Cloud.

10, square Henry-Paté, 75016 Paris.

M<sup>me</sup> Michèle Rosier, sa fille, a la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre LAZAREFF, née Hélène Gordon, fondatrice du magazine *Site*,

survenu le 16 février 1988, au Lavandou, dans sa soixante-dix-huitième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 19 février 1988, à 11 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, entrée porte principale.

Des dons peuvent être adressés à l'Association Franco-Alzheimers, 49, rue Mirabeau, 75006 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 18 février.)

M<sup>me</sup> Catherine Le Gorgeu et ses enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Victor Le Gorgeu, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Raymond Glas, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LE GORGEU.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 18 février 1988, à 10 h 45, en l'église de Noy-sous-Verdun.

— Champagne-sur-Oise. Paris. Levallois-Perret. Aubusson.

M<sup>me</sup> Bruno Philippe, son épouse, Isabelle et François Bouillot et leurs filles, Olivier Philippe, ses enfants et petites-filles, M<sup>me</sup> Paul Pauly, sa belle-mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bruno PHILIPPE, ingénieur ESE,

survenu le lundi 8 février 1988, à son domicile, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le vendredi 12 février 1988, en l'église de Notre-Dame de Champagne-sur-Oise (Val-d'Oise).

26, rue François-Collet, 95600 Champagne-sur-Oise.

Maroussia, Olga, Sophie, ses filles, Ludmila, Alexandra, Lara, ses petites-filles, Anne et Oreste Zalytsky, Irina Botoukhine, ses neveux, Auguste Chestakoff, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

Vladimir Alexandrovitch POTEMKINE,

survenu le 13 février, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 16 février en l'église de Sainte-Geneviève-des-Bois.

128 bis, rue de la Tombe-léonore, 75014.

85, rue Vercingétorix, 75014 Paris.

M<sup>me</sup> René Raynaud, ses enfants, ses petits-enfants, Toute sa famille, Ses amis, ont le grand chagrin de faire part du retour à Dieu de

M. René RAYNAUD,

survenu le 16 février 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Lhomme, le vendredi 19 février, à 9 h 30.

Le Vieux-Logis des Truffières, 72340 Lhomme.

M<sup>me</sup> Georges Rioux, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Clément et ses enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Rioux et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francis Rioux et leur fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges RIOUX, professeur des universités émérite, président de la Société française de psychologie du sport, et d'éducation physique, vice-président du Comité international Pierre-de-Coubertin,

survenu le 15 février 1988.

Le service religieux en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, à Paris-12<sup>e</sup>, sera célébré le vendredi 19 février, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

22, rue Sibuet, 75012 Paris.

M<sup>me</sup> Jean-François Rudel et ses enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Rudel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-François RUDEL,

survenu le 16 février 1988, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 février, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye, place Charles-de-Gaulle.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Lazare de Montpeller.

Fleurs remplacées par des dons pour la lutte contre le cancer.

24, rue Diderot, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du *Carnet du Monde*, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Georges et Sophie Vallon et leur fille, Serge Vallon et Judith, Alain et Monique Vallon et leurs enfants, Aimée Fay-Vallon Et la famille Simon, Daniel Philipo Et tous ses amis, ont le regret d'annoncer le décès après une douloureuse maladie de

Jacques VALLON, photographe et préhistorien, cofondateur avec son frère Georges, du Centre archéologique des Chênes verts.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité, le 17 février 1988, à Montpellier-Grummont.

« Que le paysage immémorial de son pic Saint-Loup l'accueille. »

Anniversaires

Il y a un an, le 19 février 1987, disparaissait à Paris

Philippe HELLMANN.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu, en y associant le souvenir de son père.

François-Xavier HELLMANN,

décédé à Strasbourg, le 31 janvier 1975.

STERN GRAVEUR depuis 1840

Gravure de médailles pour événements et commémorations

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.81 - 45.08.06.45

M<sup>me</sup> Rouffiangès, ses enfants et petits-enfants, demandent à tous ceux qui l'ont connu et estimé une pensée en souvenir de

Marcel ROUFFIANGES,

pour le septième anniversaire de sa mort.

Messes anniversaires

Le 19 février 1987,

Jean-Noël PERREAU,

nous quitte.

Une messe anniversaire sera célébrée le 19 février 1988, en l'église de Chamole (39800 Poligny).

M<sup>me</sup> Jean-Noël Perreau demande une pensée à ceux qui lui restent fidèles.

Manifestation du souvenir

Souvenir de Verdun, célébré le 20 février, à 15 heures, en la Grande Mosquée, 3, rue Quatrefoies, Paris-5<sup>e</sup>, celle-ci fut édifiée en 1926, en hommage aux cinquante mille musulmans morts pour la France et pour un monde libre. Sont invités tous les anciens combattants.

Soutenances de thèses

Université Paris-III, le samedi 20 février, à 13 h 30, salle Bourjao, M. Denis Vernant : « La philosophie mathématique de B. Russell. La thèse logicienne : 1903-1913 ».

Université Paris-I, le mercredi 24 février, à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Jean-Pierre Watte : « Aspects du néolithique et de l'âge du bronze en Seine-Maritime ».

Université Paris-I, le samedi 27 février, à 9 h 30, salle 310, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Hassan Rahmeh-Roodphahi : « Les relations entre la France et l'Iran de 1954 à 1979 ».

HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 42-48-17-11

Téléc. : Drouot 842280

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-83-12-68

Les expositions auront lieu le matin de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, à l'entrée de la vente.

LUNDI 22 FÉVRIER

S. 1. - Tableaux, argent, meubles. - M<sup>me</sup> LE BLANC.

S. 3. - Précieux objets de vitrine. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 4. - Bibelots, meubles et Extrême-Orient. - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.

S. 6. - 14 h 15, monnaies antiques, françaises, étrangères, médailles, jetons. M. Page : expert, bons meubles, objets mobiliers. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

S. 10. - Bon mobilier. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 11. - 14 h, 80 000 cartes postales. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, expert : M. Benelli.

S. 16. - Objets de vitrine. - M<sup>me</sup> ROBERT.

MARDI 23 FÉVRIER

S. 3. - Suite de la vente du 22/2. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 9. - Atelier Mary. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.

MERCREDI 24 FÉVRIER

S. 1-7. - Tableaux anc. et 19<sup>e</sup>, piano Steinway, beau mobilier du 18<sup>e</sup> estampillé. - M<sup>me</sup> LIBERT, CASTOR.

S. 2. - Souvenirs de la restauration des Bourbons. - M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.

S. 3. - Arts primitifs, antiques. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 5. - 14 h 15, joaillerie, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, experts : M. Fromanger, Véronique Fromanger.

S. 16. - Bib. et meubles. - M<sup>me</sup> BONDU.

JEUDI 25 FÉVRIER

S. 1. - 14 h 30, collection de M. Strasburger : importante orfèvrerie anglaise des 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, orfèvrerie française. - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 6. - Tableaux modernes, estampes anciennes et modernes. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 9. - 14 h 15, livres anciens, Buffon : *Histoire naturelle des oiseaux*, important ensemble de livres anciens et du 19<sup>e</sup> siècle sur Paris. - M<sup>me</sup> DELORME, experts : MM. Guérin et Courvoisier.

VENREDI 26 FÉVRIER

S. 1. - Suite de la vente du 25 février. - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 2. - Tableaux anciens et modernes, objets de curiosité, bons meubles. - M<sup>me</sup> CHARBONNEAUX.

S. 4. - 14 h 15, collection de M. Chabon, dessins, aquarelles, gouaches, peintures. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, experts : MM. Puchet et de Louvaincourt.

S. 10. - 14 h 30, faïences et porcelaines des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, expert : M. Lefebvre.

S. 12. - Objets d'art et d'ameublement. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

J. LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.

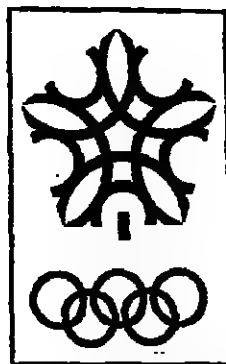
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

loterie nationale					
LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER					
Tous ces numéros gagnent des lots					
Numéro	Primes et lots	Valentins	Valentins	Valentins	Valentins
0	30	200	200	200	200
1	11	200	200	200	200
2	15322	20 000	10 000	200	200
3	43	200	200	200	200
4	014	100	100	100	100
5	40	200	200	200	200
6	01401	20 000	10 000	200	200
7	0777	200	200	200	200
8	0778	200	200	200	200
9	0779	200	200	200	200
10	0780	200	200	200	200
11	0781	200	200	200	200
12	0782	200	200	200	200
13	0783	200	200	200	200
14	0784	200	200	200	200
15	0785	200	200	200	200
16	0786	200	200	200	200
17	0787	200	200	200	200





# Sports

## Les XV<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver à Calgary

### Psychoses canadiennes

Il y a comme un petit vent de panique qui souffle sur Calgary. Ce n'est pas le « chinook » qui est la cause de cette montée de l'inquiétude dans la cité olympique, même si ce dernier a provoqué, mercredi 17 février, l'annulation des épreuves de luge et de saut au trampolin de 90 mètres. Non ! Le danger vient du SIDA.

« Les Jeux c'est la fête, mais les gens prennent-ils assez de précautions ? » s'interroge le responsable du comité de soutien aux victimes du SIDA, M. Doug Morin. Pour lui, la distribution de huit cents préservatifs par jour dans les milieux à risques de la cité pétrolière n'est pas à la mesure du danger.

A l'heure actuelle, les services de santé du Canada ont recensé quatre-vingt-trois cas de SIDA dans la province de l'Alberta, dont quarante-sept pour les 640 000 habitants de Calgary.

Les Jeux ont attiré dans la ville des milliers de personnes venues des États-Unis et d'Europe où l'épidémie est plus répandue qu'en Canada. Impossible de savoir pour l'instant si les distributeurs de préservatifs installés dans le village olympique sont utilisés par les athlètes. « De toute façon, ils ont d'autres préoccupations que le sexe en ce moment », dit un officiel.

Le SIDA n'est pas le seul motif d'inquiétude des services de santé canadiens à l'occasion des Jeux. La flamme olympique en est un autre. Un astucieux fabricant de gadgets, en effet, commercialise, pour la plus grande joie des enfants, une réplique en plastique de la torche qui a servi à transporter la flamme d'Olympie au stade McMahon. Cela ressemble à un flambeau de procession. Inoffensive en plein air, cette torche soignée a provoqué trois incendies dans les maisons — en bois — où elles avaient été laissées allumées imprudemment. En intervenant, les pompiers se sont aperçus que la coupelle dégage un gaz toxique en se consumant. Ces émanations pourraient

être mortelles pour quelqu'un qui aurait la malchance d'en inhaler. Tous les moyens d'information ont donc été mis en œuvre par le capitaine des pompiers pour prévenir ce risque.

Deux mille dollars pour la prévention du SIDA. Presque autant pour la prévention des incendies. Devant la gravité des deux menaces, les journaux de Calgary ont traité les deux informations sur un pied d'égalité. Décidément, toutes les médailles d'or ne sont pas décernées sur le podium olympique...

A. G.

#### HOCKEY SUR GLACE : les États-Unis battus par l'URSS (7-5)

### Superman casse sa crosse

Le hockey sur glace est le sport des Jeux olympiques d'hiver qui passionne le plus les Canadiens. Et la rencontre États-Unis-URSS s'annonçait comme le match le plus passionnant du tournoi. Elle le fut, mercredi 18 février, bien que les Américains ne soient pas parvenus à battre les Soviétiques.

CALGARY  
de notre envoyé spécial

Pour les Américains, Superman ne doit décidément pas être seulement un héros de bande dessinée. Il semble y croire comme des enfants au Père Noël. En tout cas, pour les dirigeants de la fédération de hockey sur glace américaine, il y avait un homme providentiel qui devait leur permettre de secouer l'hégémonie soviétique dans le tournoi olympique. Il s'appelle Brian Leetch et joue défenseur. Il a dix-neuf ans et a été sacré meilleur espoir des États-Unis. Il a aussi déjà été acheté par les New York Rangers, une des plus puissantes équipes du championnat professionnel nord-américain, dont, pour tous les spécialistes, il devrait être la grande vedette des dix prochaines années.

Voici comment la revue *Sports Illustrated* a commencé son reportage sur Leetch : « A la fin des entraînements, Brian va se coller derrière la barre en plaçant ses coudes au patinoir. Un de ses coudes qu'il se met à une dizaine de mètres et lui tire trois palets en direction du visage. Bing ! De véritables boulets lancés à plus de 200 kilomètres heure. Eh bien, il n'a même pas un geste de recul. Il ne s'effleure pas. Rien ne lui fait peur. »

Un type pareil ne peut être que Superman, n'est-ce pas ? D'ailleurs, il est le seul de toute l'équipe américaine à ne pas avoir suivi le drastique système de qualification. Blessé à un genou le premier jour du regroupement des cent meilleurs espoirs des États-Unis, en août 1987, il n'a pas pu suivre le stage au bout duquel une formation de vingt-sept joueurs a été composée.

#### Le souvenir de Lake Placid

Nos confrères d'outre-Atlantique ne tarissent pas d'éloges sur la combativité et le courage de ce requin qui, par la taille et la force, fait penser au footballeur argentin Diego Maradona. Mercredi soir, il ne les a pas déçus lors de la rencontre avec l'URSS. Pour la ténacité, il n'a, en effet, craint personne. Ayant cassé sa crosse en tirant au but, il n'a pas hésité à se baisser « à mains nues » à la poursuite d'un contre-attaquant soviétique et à se jeter sur le palet pour le détourner de la cage. Un peu à la manière d'un soldat qui ferait un rempart de son corps pour sauver son capitaine de la mitraille. C'est pourtant un héros vain. Avec un peu plus de technique, Leetch n'aurait pas à faire de ces gestes désespérés — dont, il est vrai, le public nord-américain raffole — pour défendre ses buts.

Ainsi, dans un combat singulier contre son vis-à-vis Fetisov, il a subi l'humiliation de ce que, en football, on appelle un petit point. Le palet glisse entre ses patins par le défenseur soviétique n'eut plus qu'à rentrer dans la cage du gardien américain, un peu distrait.

Ce but risque de donner des cauchemars à Leetch pendant longtemps. Il a, en effet, coupé net l'élan des Américains, qui faisaient une furieuse remontée. Le bombardement du gardien Mylnikov n'avait guère de résultats, et les hommes de Vladimir Titkov menaient 6-2 au terme des deux premiers tiers-temps. La situation semblait tellement désespérée pour les Américains que la chaîne de télévision ABC avait suspendu la retransmission du match.

Mais les coéquipiers de Leetch se déchaînaient à l'attaque des vingt dernières minutes : un peu comme le

Toute l'agressivité des Américains survoltés dans cette classe de Todd Okerlund sur André Khomoutov.



chinook, ce curieux vent local qui, au cœur de l'hiver canadien, fait remonter le thermomètre de 30 degrés brusquement, la sélection de Dave Peterson faisait fondre l'emprise soviétique. Allait-on assister au même renversement de situation qu'à Lake Placid il y a huit ans quand, dans la minuscule patinoire olympique, les Américains avaient provoqué la sensation des Jeux de 1980 en battant les « rouges » réputés invincibles ?

La foule vibrante. Au-dessus de la patinoire, un écran géant exhortait le public à soutenir les Américains : « Criez ! Plus fort ! Encore, à la charge ! », s'inscrivaient en lettres électroniques sur le tableau d'affichage où apparaissaient encore, avec en fond sonore une charge de cavalerie, un abrégé fou de joie vidant son coï, une poule dardant du croupion, une vague géante déferlante ou un pied battant la mesure. En dix minutes, le score passa de 6-2 à 6-3.

La mécanique jusqu'à là parfaitement huilée des Soviétiques s'était mise à grincer sous la pression. Leur système de jeu très élaboré ne semblait pas avoir de parade au hockey-commando des Américains.

Tout était donc encore possible — ABC avait d'ailleurs repris la retransmission du match — quand l'erreur de Leetch, deux minutes avant la fin du temps réglementaire, mit un terme à tous les espoirs américains.

Ce fut la rage au cœur que les « Yankees » quittèrent la glace après qu'un dernier but leur eut été refusé à seize secondes de la fin : ils avaient poussé le gardien soviétique et le palet dans les filets ! Il fallut toute l'habileté des arbitres pour éviter une lourde frappe à la suite de laquelle le signal d'une bagarre générale.

ALAIN GIRAUDO.

#### SKI ALPIN : le combiné

### Place aux seconds couteaux

L'épreuve du combiné de ski alpin a été remportée, mercredi 17 février, par l'Autrichien Hubert Strolz, qui a réussi les meilleurs résultats au terme des deux manches de slalom et de la descente qui composent cette nouvelle série olympique. Il a devancé un autre Autrichien, Bernhard Gstrein, et le Suisse Paul Accola.

Vainqueur de la descente, la veille, le Suisse Pirmin Zurbriggen a « enfourché » un piquet lors de la seconde manche du slalom. Franck Piccard avait connu la même mésaventure au cours de la première. Grâce à la quatrième place de Luc Alphand et à la sixième de Jean-Luc Crétier, le « groupe des polyvalents » français garde quand même le moral.

CALGARY  
de notre envoyé spécial

Affronter le vent qui soufflait sur le mont Allan réclamait beaucoup de courage mercredi. Bien peu de spectateurs se sont décidés à emprunter les nacelles du remonte-pente pour se hisser jusqu'à l'aire d'arrivée des épreuves de slalom. Il est vrai que le chemin n'était pas aisé, car après une séance de balnéaire au-dessus des sapins, les ténarins devaient encore emprunter un petit chemin, mi-pierre mi-neige, pour se rendre au spectacle.

Domage pour les absents, car ils ont raté une scène assez rare : la chute des champions. Le festival a commencé au cours de la première manche lorsque Franck Piccard est sorti de la piste quatre portes avant la fin du

parcours. Le jeune coureur n'a pas choisi de gaieté de cœur d'interrompre ainsi sa chasse à une deuxième médaille. Il n'a pas non plus voulu imiter les trois concurrents qui l'avaient précédé dans cette trajectoire originale. Non, il a simplement mal réagi à quelques séparées trajectoires de la piste. « Je me suis sans doute déconcentré un peu trop tôt », reconnaissait le skieur en expliquant que cette erreur lui avait provoqué « un choc énorme, comme si on m'avait tiré un membre ».

Belle image pour décrire la rage qui l'avait saisi lorsqu'il s'est rendu compte que la réussite n'était pas pour aujourd'hui. Le rêve de médaille s'est envolé. La déception a fait surface quelques secondes, puis le jeune garçon s'est ressaisi très vite. « Je me rends compte que je suis de mieux en mieux », a-t-il dit, « mais attention ! Je ne suis pas sûr d'être prêt pour la descente ».

Après une rapide collation, il n'a pas hésité à rechasser ses skis pour assister à l'arrivée de la deuxième manche. Il voulait encourager ses coéquipiers, Luc Alphand et Jean-Luc Crétier, qui étaient encore dans la course. Mais il souhaitait aussi surveiller son rival suisse, Zurbriggen, qui figurait encore sur le tableau d'affichage et cela rendait le Français légèrement jaloux.

Alors il a regardé l'Allemand Markus Wasmeier sortir de la piste. Il a regretté qu'Alphand ne « force pas plus pour arracher quelques centièmes de seconde supplémentaires à l'infirmité chronométrique ». Il a surtout surveillé le temps de celui qui le fascine le plus. Appuyé sur ses bâtons, il a

observé le Suisse négocier quelques virages, puis il l'a vu « enfourcher » un piquet, perdre son équilibre et chuter, tel un pantin désarticulé.

L'échec d'un champion comporte toujours une part de tristesse. L'aventure s'arrête brutalement sur un piquet, c'est sûr. Un murmure a parcouru les rangs des techniciens audiovisuels courbés derrière leurs appareils. Le spectateur Piccard, lui, a accusé un petit mouvement de recul. Puis avec un sourire il a glissé : « Finalement, avec Zurbriggen, nous sommes insaisissables ».

#### « Compétition en rabais »

Exilé du Suisse vainqueur de la descente, après le Français qui l'avait talonné, la course s'ouvrait aux seconds couteaux. La route du podium ne comportait plus d'obstacles pour un Autrichien de vingt-cinq ans, « connu » pour n'avoir jamais remporté la moindre victoire internationale. La gloire pour le spécialiste des slaloms et des slaloms géants qui s'était contenté d'une sixième place lors de cette épreuve aux derniers Jeux olympiques.

La première médaille d'or du combiné — cette discipline vient d'être introduite aux J.O. — récompense un skieur suffisamment polyvalent pour affronter des disciplines différentes. Mais quelle valeur aura cet or ? Michel Vion, titulaire du premier titre de champion du monde de combiné, attribué à Schladming (Autriche), ne s'aventure pas à l'affirmer. « Le titre m'a surtout apporté un peu plus de confiance en moi », répond l'ancien coureur de l'équipe de France. En 1982, ce résultat avait enchanté une équipe tricolore privée depuis plusieurs

années de médailles. Mais Michel Vion savait que ses camarades du cirque blanc attachaient beaucoup moins d'importance à cet « exploit ».

« Certes, on oublie vite la discipline et on garde seulement le titre », confie-t-il. Lui a profité de ce succès pour obtenir un emploi chez un fabricant de ski. Aujourd'hui, il est responsable pour la société Dynastar, des relations avec les coureurs. L'homme fréquente toujours le circuit et a gardé des liens privilégiés avec les compétiteurs, ce qui lui permet d'affirmer que « le combiné n'est pas considéré comme une épreuve importante ».

D'autres habitués du ski alpin parlent de « compétition en rabais » : inférieure seulement pour l'essentiel des J.O. dont la longueur a été augmentée. Toujours à la recherche de droits de retransmission pour la télévision, les organisateurs ont choisi une épreuve en trois parties, ce qui permet d'offrir aux téléspectateurs plus d'images de skieurs en action. « Un véritable combiné devrait comprendre des épreuves de slalom, de slalom géant et de descente », estime Michel Vion. Cela serait sans doute fort compliqué à mettre en œuvre. Pourquoi ne pas avoir retenu la formule de la Coupe du Monde, qui prend en compte la descente et le slalom parallèle ?

Partant du principe qu'un titre est toujours bon à s'accrocher à la boutonnière, des coureurs se sont néanmoins jetés dans cette nouvelle bataille avec les seconds. Zurbriggen, qui semblait vouloir rattrapper toutes les médailles, a accepté le challenge. La chance ne lui a pas souri, mais il lui reste encore quelques épreuves pour signifier à tous qu'il est le champion.

SERGE BOLLOCH.

#### SKI DE FOND : la polémique sur les transfusions

### Bon sang ne saurait mentir

La Finlandaise Marjo Matikainen a interrompu, le mercredi 17 février, dans l'épreuve du 5 kilomètres, la série de succès des skieurs de fond de l'Union soviétique. La pression des représentants de ce pays se maintient, puisque Tamara Tikhonova et Vida Ventana ont empêché les deux autres médailles. Cette suprématie, traduite par six places sur trois podiums, s'exerce sur... fond de polémique autour des transfusions sanguines.

CALGARY  
correspondance

La fragilité n'est qu'apparente. Elle est petite, blonde, légèrement potelée et ses yeux bleus en amande en font une Sissi scandinave. Marjo Matikainen a mordu, avec une énergie du diable, le ligne d'arrivée du 5 kilomètres tracé à la encre rouge dans le neige de Canmore.

Championne du monde sur la distance depuis l'année dernière, elle s'imaginait pas qu'il lui faudrait autant souffrir pour arriver, cette fois, dans l'histoire olympique, à l'âge de vingt-trois ans. Une heure après l'arrivée patinoire de celle qui assure la suppléance de Marja-Liisa Kirvesniemi à la tête du box-office du ski de fond finlandais, c'est un visage reposé et détendu qui accueille les journalistes pour la traditionnelle conférence de presse de la championne. Marjo la douce, raconte l'indéniablement légère qui s'est emparée d'elle, malgré une lourde frappe à la suite de la chute d'arrivée déjà envahie par les drapeaux blancs croisés de bleu.

#### L'aven de Canille

Les Soviétiques sont nerveux. Ils sont visés en priorité depuis lundi, à la suite d'une déclaration de l'entraîneur du Canada Marty Hall, d'origine américaine, après le triomphe d'Algis Prokurorov et Vladimir Smirnov, dans le 30 kilomètres : « Dans le cas des Soviétiques, je ne m'interroge pas sur ce qu'ils appliquent sous les skis, mais sur ce qu'ils ont subi à l'organisme de leurs skieurs. »

Marty Hall dut préciser son accusation. Il se dit alors convaincu que les grands entraîneurs du début des Jeux olympiques, version nordique, avaient subi des réinjections de sang plus riches que la normale en oxygène, quelques jours avant leur arrivée au Canada.

Depuis, le faux mystère du « blood doping » remplit les colonnes de la presse canadienne et ouvre les journaux télévisés. La

polémique n'est pas nouvelle et ne présente aucun aspect précisément anti-soviétique. Vladimir Smirnov, Vida Ventana, Raisa Smetanina et leurs compagnons ne détiennent pas le privilège de soupçon. En 1985, aux championnats du monde de ski nordique disputés à Seefeld, en Autriche, les Finlandais avaient subi les mêmes accusations, après des débuts spectaculaires.

Deux années plus tard, pour cette même compétition organisée cette fois à Oberstdorf, en République fédérale d'Allemagne, les Italiens avaient été visés à leur tour. Il est vrai que le double succès de Marco Albarello (sur 15 kilomètres) et de Maurizio De Zolt (sur 50 kilomètres) parut à beaucoup incongru.

L'absence de preuves annule à tort les accusations. Pourtant, le fléau existe bel et bien. Trois mois avant l'ouverture des Jeux de Calgary, l'Américain Kerry Lynch, spécialiste du combiné nordique, avait fini par avouer à ses dirigeants alertés par des rumeurs, que des transfusions sanguines lui avaient permis de remporter la médaille d'argent des championnats du monde d'Oberstdorf.

Cette confession lui valut une année de suspension. Aujourd'hui encore, certains traitent le pauvre Kerry de Canille.

LIBERT TARRAGO.

#### Les résultats

##### Hockey sur glace

Groupe B (troisième journée)  
RFA bat Autriche ..... 3-1  
Tchécoslovaquie bat Norvège ..... 10-1  
URSS bat États-Unis ..... 7-5  
Classement : 1. URSS et RFA, 6 pts ; 2. Tchécoslovaquie, 4 ; 4. États-Unis, 2 ; 5. Autriche et Norvège, 0.

##### Patinage de vitesse

5 000 mètres  
1. Gustafsson (Sué.), 6 min 44 s 63 ;  
2. Visser (P-B), 6 min 44 s 98 ; 3. Kemkers (P-B), 6 min 45 s 92 ; 4. Van Helden (Fr.), 6 min 57 s 69 (record de France ; ancien record : 7 min 1 s 43 par le même).

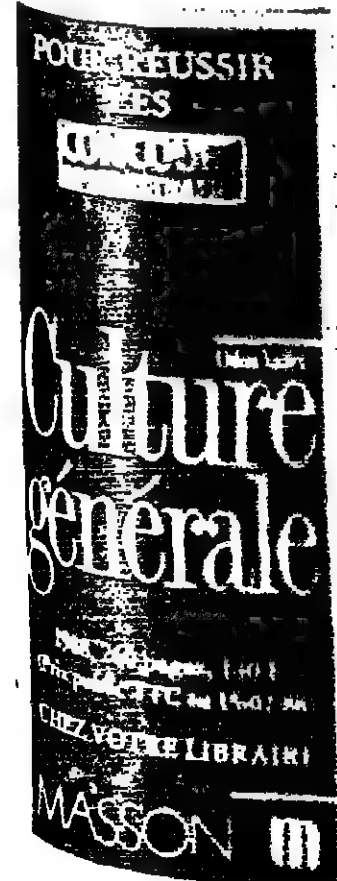
##### Ski alpin

Slalom de combiné  
1. Accola (Sui.), 1 min 24 s 93 ;  
2. Bittner (RFA), 1 min 25 s 64 ;  
3. Gstrein (Autr.), 1 min 25 s 82 ; 4. Alphand (Fr.), 1 min 28 s 47 ; 11. Crétier (Fr.), 1 min 38 s 52.  
Classement général : 1. Strolz (Autr.), 36,55 pts ; 2. Gstrein (Autr.), 43,45 ; 3. Accola (Sui.), 48,24 ; 4. Alphand (Fr.), 57,73 ; 6. Crétier (Fr.), 62,98.

##### Ski de fond

5 Kilomètres hommes  
1. Matikainen (Fin.), 15 min 04 s 04 ; 2. Tikhonova (URSS), 15 min 05 s 03 ; 3. V. Ventana (URSS), 15 min 11 s 01.

• TENNIS : Tournoi de Milan. Le Français Yannick Noah s'est qualifié mercredi 17 février pour le deuxième tour du Tournoi de Milan en battant le Tchécoslovaque Karel Novacek (6-1, 7-6). La veille, Henri Leconte s'était également qualifié pour le deuxième tour.





## SOMMAIRE

■ Les différentes formules du traitement social du chômage semblent aujourd'hui épuisées. Seule une croissance forte pourrait créer des emplois (lire ci-dessous).

■ L'inflation en France est maîtrisée. On ne prévoit pas

d'augmentation supérieure à 1,8 %, voire 1,4 %, sur le premier semestre 1988 (lire ci-dessous).

■ Dette internationale. Les innovations financières mises au point par les débiteurs et les créanciers du tiers-monde masquent leur

incapacité à trouver une solution de fond (lire page 29).

■ Nouvelle étape dans la concurrence des services financiers : Suez crée une nouvelle banque Crédisez, qui regroupe trois de ses filiales dans le crédit aux particuliers (lire page 29).

## Incertitudes sur l'évolution du chômage

### Le traitement social à bout de souffle

Et si la subite aggravation du chômage enregistré au mois de décembre dernier (+ 0,6 % en un mois, - 0,5 % en un an) n'était pas un accident ? Soucieux des prochaines échéances, des responsables politiques s'agitent. Certains ont tenté de forcer l'allure, comme M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, donnant l'ordre à l'ANPE de radier les jeunes chômeurs qui refuseraient des stages de TUC (le Monde du 5 février).

De nombreux indices donnent à penser en effet que l'évolution sera négative au cours du premier trimestre 1988, ce, au moins, que le chômage restera stable après les fortes baisses de la fin de l'année 1987. « Si l'on fait un pronostic, se hasarde à dire un spécialiste, l'annonceur maintenant des résultats en dents de scie. »

Le phénomène tient à plusieurs causes, fortement imbriquées. D'abord, et comme l'année précédente, le volume de l'emploi total - salarié ou non - ne bouge pas, malgré les TUC (travaux d'utilité collective) et les SIVP (stages d'insertion à la vie professionnelle). Sans ces formules de maintien dans l'activité, il continuera même de diminuer en valeur absolue. Les pertes oscillent entre 100 000 et 150 000 emplois sur deux ans, selon des calculs encore confidentiels.

« Si l'emploi n'augmente pas, le chômage ne peut réellement diminuer, indique un technicien qui donne à son observation la rigueur d'un théorème. Or, alors, il faut admettre que la politique poursuivie pour objectif de modifier une évolution naturelle. Ce qui est démontré par le traitement social. »

#### Fatigue des dispositifs

Justement, une évaluation réalisée par la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances circule depuis peu, selon laquelle l'effet de l'ensemble du dispositif aurait permis de soustraire 243 000 personnes au chômage en 1987. De deux choses l'une. Ou les moyens engagés pour 1988 sont équivalents et même supérieurs à ce qu'ils étaient précédemment, afin de compenser une aggravation due, aussi, à la croissance démographique (180 000 actifs supplémentaires). Ou bien il faut s'attendre à « un choc en retour », les chômeurs momentanément évités revenant sur le marché du travail. « Quand il y a un traitement social massif, commente un ancien utilisateur de ces techniques, toute la difficulté réside dans la sortie. » « Cela ressemble à l'escalator qui ne finit pas de grimper », ajoute, de son côté, un directeur de cabinet ministériel très au fait des mécanismes employés.

Dans tous les cas, relève-t-on, le cadencement des mesures pourrait être à l'origine des doutes

On s'attend à une évolution du chômage en dents de scie au premier trimestre 1988, avec au mieux une stabilisation. Les mesures de traitement, qui, en 1987, auraient permis à 243 000 personnes d'éviter l'ANPE, arrivent à saturation.

actuels. Lancés très tôt, et à fortes doses, le programme risque de s'essouffler de façon précoce. Les premiers stagiaires d'opérations en faveur des chômeurs de longue durée ont commencé à réapparaître sur les listes de l'ANPE. Ces réinscriptions sont tout juste compensées par les nouvelles entrées en formation. Les formules qui ont retardé l'arrivée de 116 000 jeunes, à la rentrée d'automne, donnent des signes d'épuisement. Leur seul bienfait statistique sera bientôt d'avoir maintenu 60 000 jeunes supplémentaires dans le système scolaire, grâce aux recommandations de M<sup>me</sup> Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle.

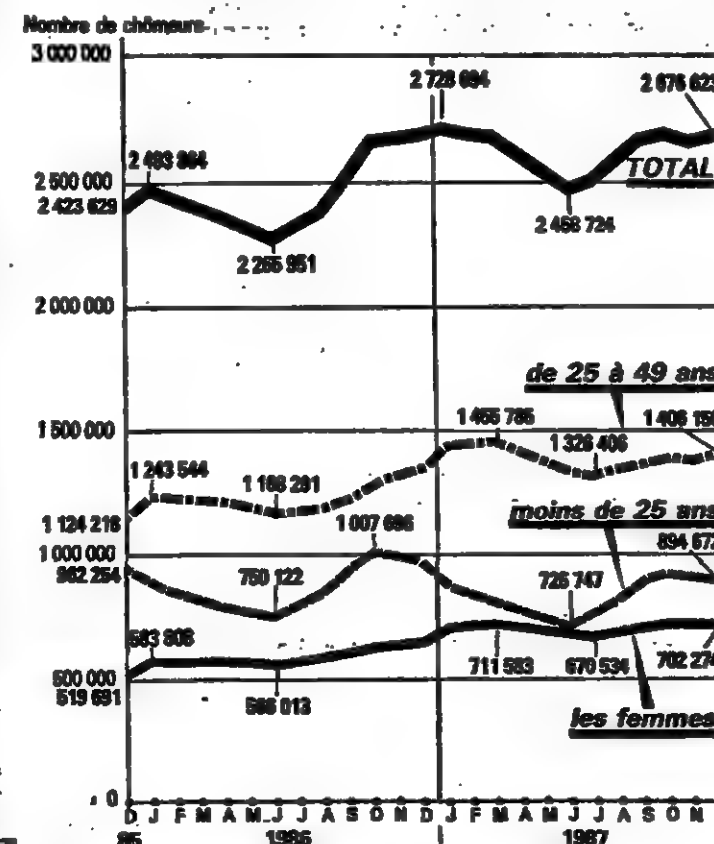
Un peu partout, on note une fatigue des dispositifs, voire une saturation. Les mesures n'ont plus aucune « élasticité », observent les praticiens, qui affirment « ne plus pouvoir bourrer les stages de qualité ». L'appareil de formation et les divers organismes, énormément sollicités, ne peuvent aller au-delà. On en est parfois arrivé à une phase de rejet. La pression exercée sur l'ANPE, par

de licenciement aurait favorisé les suppressions de postes pour les salariés adultes et même âgés. A preuve, le chômage des moins de vingt-cinq ans baisse et celui des vingt-cinq-quarante-neuf ans, particulièrement des femmes, s'est dangereusement accru.

#### Un marché dominé par la flexibilité

Ensuite, le développement de l'emploi précaire (stages, contrats à durée déterminée, intérim, temps partiel) rend l'évolution de l'emploi encore plus sensible au moindre aléa. Cela peut se traduire aussitôt par une remontée du chômage. Plus de la moitié des demandeurs d'emploi à l'ANPE après avoir perdu l'un de ces emplois fragiles, et plusieurs spécialisés voient dans ce fait le résultat d'un marché dominé par la flexibilité.

Aux effets de substitution, l'emploi des jeunes venant remplacer celui des plus âgés, s'ajoutent



exemple, où un rythme accéléré est imposé depuis le printemps, à des conséquences néfastes. « Pour les chômeurs de longue durée en stage, on peut tout juste maintenir le stock », constate un expert. « On a assuré le gavage, ajoute-t-il, et il est impossible d'en rajouter une couche, et il n'y aura donc pas d'effets supplémentaires. »

Selon d'autres experts, les différentes mesures de traitement social, combinées avec les changements législatifs intervenus depuis 1986, ont profondément modifié la structure, voire le fonctionnement, du marché de travail.

Usés jusqu'à la corde, dévalorisés aux yeux des jeunes, les TUC vont vers le déclin. Les stages SIVP s'affaiblissent, et les contrats d'adaptation, qui ne bénéficient plus de l'exonération de charges sociales, sont « moribonds ». Les formules de formation en alternance patiment, et pourraient connaître le même sort que les TUC.

Si ces dispositifs ont absorbé, comme on l'imagine, la faible croissance de création d'emplois, leur désaffection ne tardera pas à faire sentir ses effets, alors même que la fin de l'autorisation administrative

deco une vulnérabilité nouvelle, amplifiée par les variations de la conjoncture économique.

En fait, il reste peu de moyens disponibles pour corriger le trajectoire. D'ici l'automne, la conjoncture sur les derniers trimestres encore utilisables. La dépense de recherche d'emploi pour les chômeurs non indemnisés de plus de cinquante-cinq ans fait l'objet d'une intense campagne. Elle a déjà permis d'augmenter de 207 % en un an le nombre de radiations, et les lettres aux « intéressés » se multiplient. La dépense de recherche d'emploi, toujours, mais cette fois à l'égard des chômeurs de plus de cinquante-cinq ans et six mois, assurés d'une allocation, va connaître « une relance », après avoir fourni 60 000 radiations en 1987. Là encore, les ministres se font pressentir.

Restent les stages que l'on propose de toute urgence, quand il y a encore des places disponibles, ainsi qu'un témoignage des chômeurs en fin de droits, écartés d'une si brève marque d'intérêt, après des mois de silence. On les oriente, avec parfois menace de radiation à la clef, vers des formations de quatre semaines, rémunérées à 7 000 F par semaine.

## BILLET

### L'inflation maîtrisée

Il y a un an éditée par l'INSEE la hausse des prix de janvier 1987 : + 0,9 %. Un résultat exceptionnellement mauvais, qui s'expliquait par l'abandon en France de toute réglementation pour la première fois depuis cinquante ans.

De fortes hausses s'étaient immédiatement ensuivies dans de nombreuses professions de services, tout spécialement chez les garagistes et les coiffeurs, dans les blanchisseries et les cafés. On se rattrapait — avec parfois quelque exagération — d'une longue période dirigiste, qui, à partir de 1982 (blocage décidé par le gouvernement Mauroy), avait complètement infléchi les comportements dans ce secteur. Pendant quatre ans, en effet, les prix des services avaient augmenté au même rythme que la moyenne des prix, alors que, traditionnellement, existe un écart (1,7 point par an), du fait de gains de productivité plus faibles que dans le reste de l'économie.

Un an a passé, et les prix des services continuent d'augmenter rapidement : de 5 % en rythme annuel sur les six derniers mois de 1987. Le résultat de janvier ne sera connu qu'à la fin de la semaine prochaine, mais il montrera, d'après nos informations, des hausses encore fortes chez les garagistes, les coiffeurs, les hôtels, les cafés, les restaurants. Une façon comme une autre de fêter un an de liberté. L'indice d'ensemble pourrait donc avoir augmenté plus vite que les mois précédents (0,1 % en novembre et décembre). Probablement d'un pourcentage voisin de 0,3 %, les hausses de loyers accentuant cette tendance à l'accélération.

Le rythme de l'inflation devrait, par la suite, retrouver la modération qui fut sienne au second semestre 1987, avec probablement une exception en avril du fait du relèvement des

loyers (la loi Ménégaud joue davantage cette année), de la hausse des tarifs d'EDF et du relèvement des prix du tabac (10 %) pour financer la Sécurité sociale. Il y aura aussi des relèvements à la SNCF, à la RATP mais des baisses — encore — sur le téléphone.

On peut raisonnablement prévoir que les prix des produits manufacturés resteront sages du fait de la faiblesse des hausses à la production. Aussi, sur l'ensemble du premier semestre, l'inflation pourrait se limiter à 1,5 %, peut-être même un peu moins, ce qui serait sensiblement inférieur au 1,8 % prévu par l'INSEE à la fin de l'année dernière. L'offre dépassant en permanence la demande, les prix pétroliers baissent en effet plus qu'il n'avait été envisagé, absorbant au passage les hausses de TIPP (taxes intérieures sur les produits pétroliers) décidées par le gouvernement.

Un élément tout de même pourrait perturber momentanément ce bel ensemble : un hiver tardif qui endommagerait gravement les arbres fruitiers et autres plantations. Un risque sérieux certes du fait de la douceur inusitée de janvier. En 1956, il avait fait très doux au tout début de l'année. Puis, catastrophes, il avait gelé trente jours consécutifs, à des températures d'environ - 20 degrés. Les prix des fruits et des légumes avaient atteint des sommets. Toute une politique économique avait alors sombré dans cet hiver tardif et glacé.

La pire n'est heureusement pas toujours sûre. Pour l'heure, la désinflation qui nous rapproche lentement des rythmes allemands reste, pour la France, la plus noble conquête de ces dernières années.

ALAIN VERHOLLES

## PHILIPS « ZÉRO POSITIF »

Après avoir défrayé la chronique récemment, le Monde du 30 janvier 1988, l'on s'aperçoit que le groupe n'arrondit plus les angles.

Face à des résultats décevants à son goût ces dernières années Philips a décidé de délocaliser ses activités industrielles en Europe au profit de la zone dollar (l'Extrême-Orient en particulier). La contrepartie de cette nouvelle stratégie, 20 000 emplois supprimés à travers le monde.

En France, au moins 2 000 emplois sont supprimés :

- Ventes de sociétés (Oméra-Cenod).
- Fermetures de centres industriels (Aubusson-Flers).
- Rejet de solutions de reconversion crédibles.
- Chômage partiel ou total dans l'ensemble de ses centres industriels.
- Arrêts ou transferts de certaines fabrications.
- Et, le plus grave, réduction de l'effort de recherche et de développement (moins 6 % en effectif).

Ces processus d'exclusion sont pris sans la moindre concertation avec les partenaires sociaux au nom de la recherche du profit maximum immédiat, et il n'y a aucune garantie pour que cette chirurgie réussisse.

La CFDT a analysé la situation, fait des propositions et exige des mesures autres que des plans de restructuration à jet continu.

Pour arrêter le massacre de l'emploi, il faut :

- La diminution du temps de travail.
- L'arrêt des heures supplémentaires, couramment pratiquées dans les centres Philips.
- Le développement du temps partiel.
- Une nouvelle répartition des activités en Europe, en tenant compte des investissements déjà réalisés, du savoir-faire, des qualifications des équipes et des futures productions.
- Une consultation soutenue sur les perspectives industrielles et sociales avec les comités d'entreprise et d'établissement, les comités de groupe, les instances nationales et internationales (Fédération Européenne de la Métallurgie, FEM).

## POUR DEMAIN, PHILIPS DOIT DIALOGUER

CFDT

Inter Philips

POUR RÉUSSIR LES CONCOURS

## Culture générale

1988, 260 pages, 140 F (Prix public TTC au 15-02-88)

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

MASSON







# Commission de Bruxelles ralentissement de l'activité

La Commission de Bruxelles a annoncé un ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire. Les prévisions pour 1988 sont moins optimistes que celles de l'année dernière.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

## L'enquête annuelle de la Commission

**Les investissements physiques des entreprises françaises progresseraient de 5,5 % en francs constants en 1988**

La Commission de Bruxelles a publié son enquête annuelle sur l'activité économique. Les prévisions pour 1988 sont moins optimistes que celles de l'année dernière. Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

Le ralentissement de l'activité économique dans les pays de la zone monétaire est dû à une diminution de la demande intérieure et à une baisse des investissements.

# Économie

Le Monde • Vendredi 19 février 1988 29

## ÉTRANGER

Mexique, Brésil, Argentine

### La gestion de la crise s'affine le problème de la dette reste entier

Certains y voient simplement un moyen de gérer la crise au cas par cas. D'autres dénoncent un logisme de l'abandon. Les négociations aux-quelles s'adonnent depuis cinq ans et demi les créanciers et débiteurs pour sortir du piège de l'endettement du tiers-monde ont de quoi laisser rêver, en dépit du déblocage de certains dossiers : augmentation des moyens d'intervention de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, prise de conscience du cas particulier des pays les plus pauvres, généralement africains.

Après avoir assisté dans les années 70 à un gonflement largement artificiel de la dette — les banques ne savaient plus à quelle nation du tiers-monde offrir des crédits alors avantageux — on tente, depuis la quasi-faillite mexicaine de l'été 1982, de trouver les moyens, souvent tout aussi artificiels, d'en assurer le remboursement.

Ventes de dettes sur le marché parallèle, conversion de créances en actif ou en obligations, les moyens employés sont de plus en plus subtils. L'opération lancée par le Mexique, s'en est une preuve supplémentaire. Séduits, techniquement, par un montage qui leur permet d'échanger — moyennant décade — tout ou partie de leurs créances contre des obligations gagées sur des bons du Trésor américains, le monde bancaire international manque d'enthousiasme à l'idée d'entrer dans le jeu. Il réagisse à admettre officiellement ce qui existe déjà plus discrètement sur le marché parallèle : une dette implicite qu'une dette peut ne pas être totalement recouvrable. Ce nouveau pragmatisme sera à la base de l'ajudication mexicaine du 26 février prochain. A cette date, les banques intéressées auront dû faire connaître la dépréciation de leurs créances qu'elles sont prêtes à accepter.

#### La décision du Brésil

Appelés à se prononcer au préalable sur la levée de la cause imminente l'égalité de traitement entre tous les créanciers — la formule proposée par le Mexique crée une nouvelle catégorie, les créanciers obligataires — nombre de banques ont donné un accord conditionnel. L'une des conditions posées consiste à demander que les institutions de crédit acceptent la solution mexicaine ne soient pas pour autant déliés de l'obligation de participer à l'octroi d'argent frais si le besoin s'en faisait sentir à Mexico. Les banques moyennes ou petites qui voyaient dans l'opération *Mexique* une façon rentable de se désengager totalement de ce pays risquent d'être refroidies dans leur élan.

En attendant le verdict des juristes qui devront décider si un accord conditionnel équivaut à une acceptation ou non de la levée de la clause d'égalité de traitement, la solution mexicaine apparaît de plus en plus comme un ingénieux montage aux retombées limitées. Le secrétaire américain au Trésor n'a rien dit d'autre lorsqu'il a assuré, en

termes diplomatiques, que l'absence de succès éclatant lors de l'ajudication du 26 février ne saurait être assimilée à un échec.

Les Brésiliens feront-ils mieux ? Pour le moment, le soulagement l'emporte devant la décision de Brasília de revenir à des schémas classiques où le parrainage d'une politique de rigueur assurée par le Fonds monétaire international permet de débarrasser les discussions avec le comité représentatif des banques créancières. Ce dernier s'est déclaré prêt, à la ville du Carnaval, à envisager une solution inspirée d'un précédent mexicain — encore — consistant à rééchelonner les échéances de 1987 à 1993, soit quelque 50 milliards des Brésiliens à l'égard des banques.

Ce rééchelonnement sur 20 ans s'accompagnerait de l'attribution de 5 milliards d'argent frais — Brasília estime avoir besoin de plus de 7 milliards — et d'une diminution des taux d'intérêt.

Une impression de déjà vu qui ne manque pas de sel. Après avoir laborieusement élaboré un montage de ce genre sur le Mexique, en 1987, les banques avaient juré qu'on ne les y prendrait plus. Mais même si les Brésiliens qui mettent au point le détail d'un plan devant comporter des échanges de dettes en actifs ou en obligations font à leur tour preuve d'imagination, le problème de fond sera loin d'être réglé. Leur dette reste la première au monde avec 114 milliards de dollars, celle du Mexique suit de près avec 105 milliards.

Quant à l'Argentine, bon troisième avec 50 milliards, elle pèse en dépit de ses efforts pour présenter à ses créanciers un « menu » appétissant afin de réduire son endettement. Il a fallu la mise au point d'un crédit-relais de 550 millions de dollars pour que Buenos Aires puisse attendre le dénouement des négociations avec le FMI et parviennent, peut-être, à la solution proposée, à reprendre les discussions avec les banques créancières. Ses caisses sont pratiquement vides — 700 millions de dollars de réserves — et son redressement économique toujours sans hypothèque.

Chaque cas est certes particulier. Mais aucun de ces trois « géants » de la dette, qui cumulent à eux seuls près du quart de l'endettement du tiers-monde et jouent de ce fait à tour de rôle les pays tests de la crise, n'a trouvé la panacée. Les banques, échaudées par des refinancements sans fin, avancent à reculons ; les organismes multilatéraux et les gouvernements créanciers évitent le pire ; les dirigeants des pays débiteurs jouent, souvent dans le désordre, l'ambiguïté et la sauvegarde de la démocratie sans parvenir à retrouver le chemin d'une croissance suffisante.

Et les pays endettés dans leur ensemble, continuent de rembourser plus qu'ils ne reçoivent. Le monde à l'envers.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

## REPÈRES

### Logement

#### Construction en baisse aux Etats-Unis...

Les mises en chantier de logements ont reculé de 1,9 % en janvier pour tomber à leur niveau le plus bas depuis la fin de la dernière récession de 1981-1982, indique le département du commerce. En rythme annuel et en données corrigées des variations saisonnières, ces mises en chantier avaient enregistré une chute de 15,5 % en décembre. Cette évolution tend à confirmer les prévisions qui font état d'un ralentissement de la conjoncture américaine cette année. C'est ainsi que la société d'études privées, Mc Graw-Hill Information Systems estime à près de 4 % en 1988 la baisse probable des commandes dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

#### ...production industrielle en légère hausse

Confortée par la poussée des exportations américaines, allégées des taxes par la baisse du dollar, la production industrielle a progressé de 0,2 % en janvier aux Etats-Unis, annonce la Réserve fédérale. Par rapport à janvier 1987, la

hausse atteint 6 %. Mais la contraction des dépenses des consommateurs s'est fait sentir dans le secteur automobile où la production a baissé de 7,4 % en un mois en janvier 1988. Les activités minières ont baissé de 0,6 %.

### Conjoncture

#### Net ralentissement en RFA

L'institut de recherches économiques de Berlin-Ouest Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) prévoit un net ralentissement, voire un recul, de l'activité économique en Allemagne fédérale au premier trimestre 1988.

Selon l'institut, le produit national brut (PNB) ouest-allemand devrait « au mieux » stagner au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 1987, en données corrigées des variations saisonnières. Une stagnation refléterait toutefois une progression de 2 % par rapport au premier trimestre 1987, note DIW.

L'institut fonde ses prévisions pessimistes sur le recul constaté des entrées de commandes de l'industrie, en particulier pour les biens d'investissement.

## AFFAIRES

Coup de théâtre dans les huiles alimentaires

### Saint Louis va céder Lesieur à Ferruzzi

« Il n'existe pas de synergies entre Ferruzzi et Lesieur », estimait en novembre dernier M. Bernard Dumon, le PDG de Saint Louis (1), manifestant ainsi son refus de voir passer le numéro un français des huiles dans le giron du groupe agro-alimentaire de Raoul Gardini. Face à l'offensive de ce dernier, qui avait acquis 13 % du capital de Saint Louis en disant ne pas « qu'il s'agit d'huiles », M. Dumon avait même fait appel à Worms, son principal actionnaire, pour renforcer sa position dans Saint-Louis (de 19 % à 29 %) et constituer avec quelques autres un noyau dur destiné à neutraliser l'offensive transalpine.

Dans la soirée du 15 février s'est pourtant joué un véritable coup de théâtre : à l'issue d'un conseil d'administration houleux, les actionnaires ont finalement cédé au chant des sirènes italiennes, acceptant de céder l'activité « corps gras » de Lesieur (90 % de son chiffre d'affaires) à Ferruzzi (2), pour un montant qui atteindrait 1,5 milliard de francs. Cet épilogue-surprise a effacé d'un trait le scénario évoqué avec insistance ces dernières semaines, suivant lequel Saint Louis envisageait un rapprochement avec le géant hollandais Vandemoortele pour constituer un grand groupe européen des corps gras. Cette solution, que M. Dumon semblait souhaiter, avait elle-même évolué. Vandemoortele proposait finalement une prise de contrôle de Lesieur.

Comprenant que la partie prenait un tour d'OPA furtive, Ferruzzi est revenu à la charge, variant sembler le trouble parmi les actionnaires, en particulier chez le premier d'entre eux, Worms et Co. Appelé à la rescousse

par Bernard Dumon pour se protéger contre l'italien, il apparaît en bout de course que celui-ci a finalement préféré l'offre plus alléchante de Ferruzzi, privilégiant ainsi la dimension financière de l'opération sur la stratégie agro-industrielle que laissait entrevoir la solution belge.

Au terme de cette opération qui reste à officialiser, Saint Louis redevient presque exclusivement un groupe sucrier et marginalement agro-alimentaire (avec William Saurin et Royal Champignon). Il appartient à ses actionnaires principaux de déterminer quel sera le meilleur usage à faire des 3,5 milliards de francs dont ils disposent au lendemain de la cession de Lesieur Corps gras, qui vient après celle de Lesieur-Cottelle (produits d'entretien), pour 2 milliards de francs, l'été dernier. Quant au « roi vert » de Ravenna, Raoul Gardini, déjà numéro un du sucre et de la trituration de soja en Europe, il accorde sa présence dans la filière oléagineuse. Il ne détient aucune position dans l'huile de tournesol, qui est l'huile la plus consommée en France. L'acquisition de Lesieur lui permet de compléter cette lacune. Le PDG de Ferruzzi n'a en outre jamais caché son intention de faire de Lesieur un « cheval de Troie » destiné à accentuer dans l'Hémisphère la consommation d'huile de soja.

ERIC FOTTORINO.

- (1) Lesieur a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 7,6 milliards de francs.
- (2) Le chiffre d'affaires de l'ensemble des sociétés du groupe Ferruzzi est de l'ordre de 10 milliards de dollars, et l'endettement est de l'ordre de 1 milliard de dollars.

Dans la bataille pour la Générale de Belgique

### M. De Benedetti resserre ses rangs

Cerus, le holding français de l'Italien Carlo De Benedetti, a pas relevé le prix proposé pour l'OPA (offre publique d'achat) qu'il a lancé le 15 février sur 15 % du capital de la Société générale de Belgique (SGB). Fixé à 4000 F belges (soit 645 F français) contre 3400 F belges initialement, ce prix se situe actuellement 25 % au-dessus du cours officiel de l'action SGB à la Bourse de Bruxelles (5000 FB le 17 février).

En revanche, Cerus a annoncé le 17 février avoir exercé la veille son option d'achat sur les 2 millions de titres SGB détenus par son allié, la banque d'affaires française Duménil-Lobé, conformément à l'accord rendu public le 18 janvier dernier (le Monde du 19 janvier). Cerus a également acheté à Duménil 700000 bons de souscription d'actions émis par la SGB. Ces achats représentent un montant de 1,4 milliard de francs et ont permis à Duménil de réaliser une plus-value de 165 millions.

Bien que Cerus s'abstienne de tout commentaire sur les raisons qui l'ont poussé à exercer à cette date son option, rien n'empêche de penser que cette opération a un lien avec les rumeurs qui couraient depuis le début de la semaine selon lesquelles Suez, autre participant, contre M. De Benedetti, dans la bataille pour la SGB « ramasser » des titres Duménil pour mener en sorte une contre-attaque sur les lignes arrière de Cerus. Cette idée de voir son allié subir l'influence de son rival ou vouloir de mettre fin aux « fantômes » ? Le holding de M. De Benedetti affirme en tout cas avoir agi dans un « souci de clarification ».

Par ailleurs la Royale Belge a cédé les titres (4,5 % du capital) qu'elle

détenait dans la SGB à un partenaire « plus proche » de la Vieille Dame qui pourrait être les Assurances générales. La Royale Belge, compagnie d'assurances qui a échappé l'an dernier à une tentative de prise de contrôle du groupe AXA, est détenue à 34,6 % par l'UAP, à 10 % par la Générale de Belgique et à 15 % par le groupe Bruxelles-Lambert, lui-même lié à Paribas par sa filiale belge Cobepe. Du coup, certains interprètent la cession opérée par la Royale Belge comme le fait que Paribas n'aurait plus un rôle de premier plan.

C. B.

### Pour lutter contre la concurrence des banques Suez réorganise son secteur « crédit aux particuliers »

La Compagnie financière de Suez a annoncé la création d'une nouvelle banque, Crédisuez, qui détendra la totalité du capital de trois de ses filiales spécialisées dans le crédit aux particuliers, la banque La Hémin (immobilier), la banque Sofinco (consommation et équipement des foyers) et la compagnie d'assurances La Hémin-Vie (filiale à 44 %). Au capital social de 1 milliard de francs, avec des fonds propres de 1,36 milliard de francs, Crédisuez comptera dans son groupe 3600 salariés, 179 agences, un bénéfice net courant de 150 millions de francs, avec un en-cours de 60,4 milliards de francs et 22,6 milliards de francs de crédits distribués en 1987.

Cette réorganisation, selon Suez, ne répond pas à une préoccupation unique de réorganisation des intrinsèques du groupe, à l'imitation, par exemple, de la Compagnie bancaire au sein de Paribas, mais elle « traduit fondamentalement une volonté de développer une politique active de pénétration du marché de la clientèle des particuliers ». En clair, cela signifie que le groupe Suez a engagé une réflexion stratégique sur le thème suivant : quel est l'avenir des établissements de crédit spécialisés, qui doivent emprunter toutes leurs ressources, face à la concurrence féroce que leur livrent maintenant les grandes banques de dépôt à réseaux de collecte, commerciales et mutualistes, et comment préserver leur rentabilité dans un contexte où leur marges risquent d'être laminées ?

Pour Suez, la réponse est claire : il faut jouer sur le professionnalisme et miser sur la maîtrise de métiers exercés depuis longtemps avec des équipes expérimentées et des méthodes éprouvées. Dans le schéma, qui n'implique aucune fusion des filiales, dont l'indépendance et l'autonomie de gestion sont conservées, Crédisuez sera chargée de concevoir et de mener une politique cohérente de développement prioritaire des métiers de base des établissements contrôlés, dont l'importance n'est pas négligeable : la banque La Hémin est le numéro un de la promotion privée (35 % du

marché), le numéro deux dans la distribution des crédits immobiliers aux particuliers avec 11 % des concours accordés par les établissements spécialisés. Quant à la banque Sofinco, elle est l'un des deux grands français du crédit à la consommation, avec une position dominante dans l'ameublement.

Enfin, Crédisuez se verra confier plusieurs missions : la collecte et l'allocation de ressources propres (augmentation de capital) ; le refinancement de ses filiales, en leur facilitant l'accès, dans des conditions optimales, aux marchés monétaires et financiers ; le développement de synergies entre ces mêmes filiales pour la recherche de gains de productivité, en matière de distribution commerciale, notamment. Le capital de Crédisuez pourra, ultérieurement, être ouvert à d'autres actionnaires.

Cette réorganisation montre assez que, dans les années qui viennent, les établissements de crédit spécialisés vont devoir apprendre à vivre avec des marges plus faibles, sur un marché pleinement concurrentiel, où la diminution des concours à des entreprises désormais moins endettées incite toutes les banques à se rabattre sur le financement des ménages. Ces derniers, pour la première fois depuis la guerre, se voient tous les jours proposer tous les crédits imaginables, avec la possibilité de choisir. C'est une véritable révolution.

FRANÇOIS RENARD.

● MET chef de file d'un projet de programme RACE — Matra Ericsson télécommunications (MET), filiale commune de Matra et du suédois Ericsson résultant de la privatisation de la CGT, vient de prendre la tête d'un consortium réunissant onze industriels européens qui travaillent, pour le programme européen RACE, sur un projet visant à définir l'architecture et les technologies du futur réseau intégré de communications à large bande dans la CEE. Ce projet, dénommé « Atmosphère », est d'un montant de 13,1 millions d'ECU (environ 90 millions de francs) sur trois ans.

## inchet est nommé d'Air France

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

Le capitaine Jean-Louis Chastanier a été nommé directeur général de l'Air France.

**C'est pas du vol!**

Le 18 février, il va falloir vous dépêcher : la réservation pour les places JOKER démarre ! Cette année encore, JOKER vous propose des prix défiant toute concurrence. En voici quelques exemples parmi d'autres :

- Paris/Strasbourg ou Bordeaux/Paris ou Paris/Clermont-Ferrand pour 99 F.
- Paris/Lorient/Quimper ou Marseille/Paris ou Paris/Montpellier ou Biarritz/Paris ou Paris/Toulouse pour 149 F.
- Paris/Perpignan pour 199 F.
- Paris/Nice pour 249 F.

Et ces prix s'entendent réservation comprise. Mais attention vous devez réserver au moins 30 jours avant le départ. Après, ils seront augmentés, de 50 F et ce, jusqu'à 8 jours avant le départ. Allez vite vous renseigner dans les gares. Vous y découvrirez d'autres possibilités de voyage à prix réduits avec JOKER.

Prix au 18.02.88. Informations par l'inter 3615 SNCF

**SNCF**  
C'EST POSSIBLE!







## BOURSE DU 17 FEVRIER

[illegible]

Comptant <small>(selection)</small>												SICAV <small>(selection)</small>						17/2		
MAINTIEN	%	% de	MAINTIEN	Cross	Dernier	MAINTIEN	Cross	Dernier	MAINTIEN	Cross	Dernier	MAINTIEN	Emission	Pachet	MAINTIEN	Emission	Pachet	MAINTIEN	Emission	Pachet

VALEURS		du nom.		VALEURS		prix.		cours		VALEURS		prix.		cours		VALEURS		Prime incl.		VALEURS		Prime incl.		VALEURS		Prime incl.		net	
Obligations																													
Rep. 8,10 % 77	128	8.516		Centrat 204	204	Louis 1250	1255	Toutre-Anglais	264	274	A.A.A.	705.75	680.82	Francs Franc	92.12	90.44	Paris Espagne	1008.90	1008.74										
8,10 % 78/94	100.85	5.917		Centrat 114	114	Louis 857	857	Toutre-Bel	260	274	Action	705.75	680.82	Francs Franc	92.12	90.44	Paris France	70.83	70.83										
10,30 % 78/94	103.48	4.928		Centrat 578	578	Macdonald 77	74	Wool S.M.D.	586	583	Action France	1379.28	1379.28	Francs Franc	1379.28	1379.28	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.473		C.I.C. France 140	140	Macdonald 124	124	Wool S.M.D.	586	583	Action Invest.	329.24	317.13	Francs Franc	329.24	317.13	Paris Obligations	86.81	82.83										
12,25 % 78/90	104.80	3.																											

[illegible][illegible]

e: coupon détaché - o: offert - °: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**45-55-91-82, poste 4330**

\* : marché continu

**Second marché**

[illegible]

Marche des opticiens

RECEIVED	
TO: [illegible]	100
FROM: [illegible]	100
SUBJECT: [illegible]	100
DATE: [illegible]	100
TIME: [illegible]	100
PLACE: [illegible]	100
REMARKS: [illegible]	100
SIGNATURE: [illegible]	100
INITIALS: [illegible]	100

\_\_\_\_\_

NAME	1000
ADDRESS	1000
CITY	1000
STATE	1000
ZIP	1000
DATE	1000
TIME	1000
BY	1000
REMARKS	1000

INDICES

[illegible]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES

Taux des Euro-monnaies		Taux des Euro-monnaies	
100 Francs	1,0000	100 Francs	1,0000
100 Mark	0,4833	100 Mark	0,4833
100 Litres	0,0166	100 Litres	0,0166
100 Escudos	0,0200	100 Escudos	0,0200
100 Ptas.	0,0020	100 Ptas.	0,0020
100 Liras	0,0002	100 Liras	0,0002
100 Dracmas	0,0000	100 Dracmas	0,0000
100 Pesetas	0,0000	100 Pesetas	0,0000
100 Reals	0,0000	100 Reals	0,0000
100 Sols	0,0000	100 Sols	0,0000
100 Deniers	0,0000	100 Deniers	0,0000
100 Grands	0,0000	100 Grands	0,0000
100 Petits	0,0000	100 Petits	0,0000
100 Gros	0,0000	100 Gros	0,0000
100 Minors	0,0000	100 Minors	0,0000
100 Quincents	0,0000	100 Quincents	0,0000
100 Tercets	0,0000	100 Tercets	0,0000
100 Quartets	0,0000	100 Quartets	0,0000
100 Quintets	0,0000	100 Quintets	0,0000
100 Sextets	0,0000	100 Sextets	0,0000
100 Septets	0,0000	100 Septets	0,0000
100 Octets	0,0000	100 Octets	0,0000
100 Nonets	0,0000	100 Nonets	0,0000
100 Decets	0,0000	100 Decets	0,0000
100 Undecets	0,0000	100 Undecets	0,0000
100 Duodecets	0,0000	100 Duodecets	0,0000
100 Tredecets	0,0000	100 Tredecets	0,0000
100 Quindecets	0,0000	100 Quindecets	0,0000
100 Sexdecets	0,0000	100 Sexdecets	0,0000
100 Septdecets	0,0000	100 Septdecets	0,0000
100 Octodecets	0,0000	100 Octodecets	0,0000
100 Nondecets	0,0000	100 Nondecets	0,0000
100 Viginties	0,0000	100 Viginties	0,0000
100 Trigesimes	0,0000	100 Trigesimes	0,0000
100 Quadrigesimes	0,0000	100 Quadrigesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000	100 Septagesimes	0,0000
100 Octogones	0,0000	100 Octogones	0,0000
100 Nonagones	0,0000	100 Nonagones	0,0000
100 Hectogones	0,0000	100 Hectogones	0,0000
100 Tricentésimes	0,0000	100 Tricentésimes	0,0000
100 Quadragesimes	0,0000	100 Quadragesimes	0,0000
100 Quingiesimes	0,0000	100 Quingiesimes	0,0000
100 Sexagesimes	0,0000	100 Sexagesimes	0,0000
100 Septagesimes	0,0000		



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Prison dorée pour Licio Gelli. 4 Villages et camps « en révolte » dans les territoires occupés. 5 Après les premières du New-Hampshire. 6 Cessez-le-feu entre le Laos et la Thaïlande.	8 La campagne pour l'élection présidentielle. 9 La transparence financière des partis politiques au Sénat. 10 Education : le rapport Dury met en lumière la dégradation de la condition des universitaires.	11 Le procès des médecins de Poitiers. 12 Action directe : Nathalie Ménigon est condamnée à douze ans de réclusion.	20 Trois hommes et un bébé, de Leonard Nimoy. 21 Danse : « Jardin Cour », de Suzanne Linke. — Communication : à TF1 les méthodes de la direction suscitent un certain malaise. — L'Express inquiet de son avenir.	27 Le traitement du chômage à bout de souffle. 28 La Commission de Bruxelles prévoit un ralentissement des activités en 1988. 29 L'enquête annuelle du Crédit national. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 28 Campus ..... 12 Carnet ..... 25 Météorologie ..... 24 Loto, loterie ..... 25 Mots croisés ..... 24 Radio-télévision ..... 24 Spectacles ..... 22	• Bourse : dès 15 h 30 la cote en direct. BOURSE • Le temps des CPA, CPA • Abonnez-vous ..... au Monde par Minitel, ABO Actualités, Informations, Campus, Jour. FRAM, Télématel. 38-15 tapes LEMONDE

### Le déraillement du TGV près de Lyon Une tentative d'escroquerie à l'assurance

LYON  
de notre bureau régional

Les gendarmes de la brigade d'Heyrieux (Isère) chargés de l'enquête ouverte à la suite du déraillement d'un TGV survenu le 2 février dans ce département, ont éclairci les circonstances de cet accident qui n'avait fait que des dégâts matériels (le Monde du jeudi 4 février). Ils sont parvenus à établir que le bloc de pierre de plus de six cents kilos détaché du parapet d'un pont et tombé sur la ligne Lyon-Grenoble, moins de quarante minutes avant le passage du convoi à plus de cent cinquante km/h, avait été précipité par un véhicule dont le propriétaire, M. Bruno Rodan, vingt-trois ans, domicilié à Givors (Rhône), cherchait à escroquer sa compagnie d'assurance.

Ce véhicule avait été déclaré volé la veille de l'accident à la gendarmerie d'Heyrieux et c'est en voulant provoquer d'importants dégâts sur la voiture, que le jeune homme et un complice, M. Frédéric Rousseau, vingt-deux ans, habitant Genas (Rhône), avaient précipité le bloc de pierre dans le vide. Les débris de verre et les traces de peinture ont permis aux gendarmes d'obtenir les aveux des jeunes gens.

Ceux-ci ont affirmé qu'ils ignoraient que l'élément du pont s'était immobilisé sur la voie. Présentés à un juge d'instruction de Vienne (Isère), ils ont été incriminés d'« entrave à la circulation des trains », tentative d'escroquerie, « dégradation de monument public » et « outrages à agents de la force publique » et écroués le 17 février à la prison Saint-Paul à Lyon.

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 février

+ 1,24 %

La Bourse de Paris a ouvert en hausse le jeudi 18 février (+1,06 %) l'indice atteignant, en cours de séance, +1,24 %. Parmi les principales progressions, nous pouvons noter Thomson (+8,2 %), Presses de la Cité (+6,3 %), Signaux (+5,7 %), Dumez (+4,4 %), Europe 1 (+4,2 %). Sont en baisse SGE (-6,1 %), Intermarché (-3 %), Guyenne (-2,49 %), Comptoirs Entrepise (-2,5 %).

### Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Axior	415	425	419 90
Agence Inter	515	530	523
Air Liquide (L)	908	913	919
Banque (C)	1980	2010	2020
Bois (C)	1980	2010	2020
Carrefour	680	686	681
Club Méditerranée	1226	1240	1262
Elf-Aquitaine	825	838	870
Elf-Lyon	825	838	870
Elf-Midi	825	838	870
Elf-Nord	825	838	870
Elf-Rhône	825	838	870
Elf-Sud	825	838	870
Elf-Toulon	825	838	870
Elf-Vendée	825	838	870
Elf-Yvelines	825	838	870
Elf-Zeeland	825	838	870
Elf-Brabant	825	838	870
Elf-Luxembourg	825	838	870
Elf-Belgique	825	838	870
Elf-Pays-Bas	825	838	870
Elf-Grèce	825	838	870
Elf-Turquie	825	838	870
Elf-Egypte	825	838	870
Elf-Maroc	825	838	870
Elf-Algérie	825	838	870
Elf-Tunisie	825	838	870
Elf-Libye	825	838	870
Elf-Soudan	825	838	870
Elf-Ethiopie	825	838	870
Elf-Soudan du Sud	825	838	870
Elf-Ouganda	825	838	870
Elf-Kenya	825	838	870
Elf-Tanzanie	825	838	870
Elf-Zambie	825	838	870
Elf-Mozambique	825	838	870
Elf-Malawi	825	838	870
Elf-Zimbabwe	825	838	870
Elf-Botswana	825	838	870
Elf-Namibie	825	838	870
Elf-South Africa	825	838	870
Elf-Nigeria	825	838	870
Elf-Cameroun	825	838	870
Elf-Cote d'Ivoire	825	838	870
Elf-Ghana	825	838	870
Elf-Sénégal	825	838	870
Elf-Gambie	825	838	870
Elf-Sierra Leone	825	838	870
Elf-Libéria	825	838	870
Elf-Singapour	825	838	870
Elf-Malaisie	825	838	870
Elf-Indonésie	825	838	870
Elf-Païses-Bas	825	838	870
Elf-Canada	825	838	870
Elf-USA	825	838	870
Elf-Mexique	825	838	870
Elf-Breésil	825	838	870
Elf-Australie	825	838	870
Elf-Nouvelle Zélande	825	838	870
Elf-Japon	825	838	870
Elf-Coree du Sud	825	838	870
Elf-Coree du Nord	825	838	870
Elf-Chine	825	838	870
Elf-Taiwan	825	838	870
Elf-Hong Kong	825	838	870
Elf-Pérou	825	838	870
Elf-Equateur	825	838	870
Elf-Venezuela	825	838	870
Elf-Colombie	825	838	870
Elf-Panama	825	838	870
Elf-Cuba	825	838	870
Elf-Haïti	825	838	870
Elf-Dominique	825	838	870
Elf-Saint-Vincent	825	838	870
Elf-Grenade	825	838	870
Elf-Barbade	825	838	870
Elf-Trinité et Tobago	825	838	870
Elf-Jamaïque	825	838	870
Elf-Bahamas	825	838	870
Elf-Aruba	825	838	870
Elf-Curaçao	825	838	870
Elf-Suriname	825	838	870
Elf-Franch	825	838	870
Elf-Andorre	825	838	870
Elf-Monténégro	825	838	870
Elf-Serbie	825	838	870
Elf-Bosnie-Herzégovine	825	838	870
Elf-Macédoine	825	838	870
Elf-Albanie	825	838	870
Elf-Roumanie	825	838	870
Elf-Bulgarie	825	838	870
Elf-Pologne	825	838	870
Elf-Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République tchèque	825	838	870
Elf-Slovaquie	825	838	870
Elf-Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République de Hongrie	825	838	870
Elf-République de Pologne	825	838	870
Elf-République de Tchécoslovaquie	825	838	870
Elf-République de Slovaquie	825	838	870
Elf-République			